This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

600075276X

TABLEAU

POLITIQUE ET MORAL

DE LA RUSSIE

AUX XVIe ET XIXe SIÈCLES.

Ouvrages du même Auteur :

La Conférence de Londres et Guillaume Ier, ou *De l'influence du Système de persévérance sur l'état financier du royaume des Pays-Bas, pour servir de document explicatif aux mesures financières récemment exposées afin d'éviter la banqueroute nationale;* avec *deux Lettres*, l'une sur l'avenir du royaume des Pays-Bas, l'autre adressée à GUILLAUME Ier, roi des Pays-Bas. — 1 vol. in-8°. — Paris, chez AMYOT, libraire, rue de la Paix, 6. — 1844.

La Pologne, la Russie et l'Europe occidentale, ou *De la Nécessité de résoudre la question russo-polonaise dans une conférence des grandes puissances.* — 1 vol. in-8°. — Paris, chez AMYOT. — 1847.

Guillaume III, *défenseur et soutien de l'indépendance de l'Europe contre la puissance de Louis XIV;* suivi 1° d'*une Lettre adressée au roi Louis-Philippe, en* 1838; 2° de *deux Lettres à M. Guizot, ancien ministre d'État*, avec la *Réponse de M. Guizot à M. de Grovestins.* — 1 vol. in-8°. — Paris, chez DENTU, libraire, Palais-Royal. — 1850.

Considérations sur l'Église anglicane et l'Église catholique, *à l'occasion de la création de l'Évêché anglican de Jérusalem et du rétablissement de la hiérarchie catholique en Angleterre;* suivies de : *Un Chapitre de plus aux variations du Protestantisme.* — 1 vol. in-8°. — Paris, chez DENTU. — 1851.

Histoire des Luttes et Rivalités politiques *entre les puissances maritimes et la France, durant la seconde moitié du* XVIIe *siècle.* — 8 volumes in-8°. Prix : 6 francs le volume. — Paris, AMYOT, libraire, rue de la Paix, 6.

Les 6 premiers volumes sont en vente ; les 7e et 8e paraîtront très-incessamment.

Notice et Souvenirs biographiques du comte Van der Duyn de Maasdam et du baron de Capellen, recueillis, mis en ordre et publiés par leur ami, le baron C.-F. SIRTEMA DE GROVESTINS. — 1 vol. in-8° — Saint-Germain-en-Laye, H. PICAULT, imprimeur. — 1852.

Cet ouvrage, qui n'est pas entré dans le commerce de la librairie, n'a été tiré qu'à un nombre d'exemplaires assez restreint, et destiné seulement à être donné en souvenir aux parents, amis et connaissances du comte Van der Duyn et du baron de Capellen. Comme il en reste encore quelques exemplaires, les personnes qui désireraient se procurer cet ouvrage sont priées d'en adresser la demande, *par lettres affranchies,* à M. H. PICAULT, imprimeur-libraire, rue de Paris, 27, à Saint-Germain-en-Laye.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — IMPRIMERIE H. PICAULT, RUE DE PARIS, 27.

TABLEAU

POLITIQUE ET MORAL

DE LA RUSSIE

AUX XVIe ET XIXe SIÈCLES,

PAR

LE BARON SIRTEMA DE GROVESTINS.

« Nous continuons l'œuvre de Pierre
» le Grand. »

(Paroles de l'Empereur Nicolas
à M. de Custine.)

« *Suum cuique.* »

(Devise de l'Aigle noir
de Prusse.)

BIBLIOTHECA BODLEIANA

18

PARIS
CHEZ AMYOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DE LA PAIX, 6.

1854

246. a. 186.

Encore un écrit sur la Russie! dira-t-on; nous en sommes inondés; cela devient une calamité!

Oui, la Russie est une calamité pour l'Europe, et plus cette vérité sera connue et répétée, mieux elle sera appréciée et plus aussi on sentira la nécessité d'y mettre une prompte fin.

Tandis qu'on emploie des hommes et des vaisseaux, en Orient et dans le Nord, pour démolir et briser matériellement cette odieuse domination, on sent le besoin de la démolir, de la ruiner moralement, en mettant la Russie (ce foyer de turpitude qui

emprunte le masque de la religion pour arriver à ses fins), son gouvernement, sa religion, la politique de son cabinet, ses souverains, au pilori de l'opinion publique.

Tel est le but de ces nombreux écrits qui paraissent tous les jours ; tel est aussi le but que l'auteur s'est proposé en publiant les pages suivantes.

CHAPITRE PREMIER.

DES TENTATIVES DE DOMINATION UNIVERSELLE EN EUROPE.

Trois tentatives de domination universelle ont déjà eu lieu en Europe : la première, par Charles-Quint, dans le XVIe siècle; la seconde, par Louis XIV, dans le XVIIe siècle, et la troisième, par Napoléon, au commencement du XIXe.

L'Europe semble menacée de nos jours d'une tentative semblable de la part de la Russie ; elle attend avec anxiété l'issue de la lutte qui paraît à la veille de s'engager dans l'Orient, et d'où dépendra le sort futur de l'Europe occidentale et centrale. Mais avant de nous occuper des desseins ambitieux de la Russie, jetons un coup d'œil sur les conditions et les circonstances dans lesquelles les trois essais de domination universelle, signalés plus haut, furent conçus et déjoués.

A l'époque où Charles-Quint fut élu empereur d'Allemagne, il régnait en Autriche, en Espagne, en Lombardie, à Naples et en Sicile ; il possédait la Franche-Comté et la totalité des Pays-Bas ;

c'était la plus formidable réunion d'États qui eût existé depuis la chute et le démembrement de l'empire d'Occident sous Charlemagne. Par la possession du duché de Milan et du royaume de Naples, il tenait dans sa dépendance les princes et les États de l'Italie; par l'Espagne, la Franche-Comté, l'Alsace, les électeurs ecclésiastiques et les Pays-Bas, il cernait la France au midi, à l'est et au nord.

Maître de tant d'États, Charles-Quint conçut l'espoir de soumettre l'Allemagne à ses lois, d'exécuter dans l'Empire ce que les rois avaient fait en France et en Espagne; d'y faire disparaître toutes les souverainetés indépendantes, pour y substituer la souveraineté unique de l'empereur. C'est ainsi que la France et l'Espagne étaient devenues des états homogènes, tandis que l'Empire était subdivisé dans un nombre infini de petits États, unis seulement par la Confédération germanique et reconnaissant pour chef un empereur élu. A ces fractions d'États, Charles-Quint voulait substituer l'unité de l'Empire, sous un chef héréditaire. Qu'est-ce qui empêcha Charles-Quint de réaliser ses projets ambitieux? L'alliance qui s'établit entre François Ier et la Porte-Ottomane, et l'explosion de la réforme religieuse. Les armes de Soliman le Grand rendent, à cette époque, un immense service à l'Europe et à la France, me-

nacées par le débordement de puissance de la maison d'Autriche, tandis que l'Allemagne se divise en deux camps : d'une part, les princes et États qui restent fidèles à Rome et à l'empereur, et de l'autre, les princes et États qui embrassent le luthéranisme et qui visent à se rendre de plus en plus indépendants de la puissance impériale (1).

Les princes protestants, trop faibles pour s'opposer seuls à la puissance de Charles-Quint, eurent recours à l'assistance de la France, et ce fut sous la double pression des armes victorieuses de Soliman et des nouvelles croyances religieuses, qui armèrent une partie de l'Allemagne contre l'empereur Charles-Quint, que celui-ci vit s'écrouler ses projets de domination universelle. Après une lutte qui dura plusieurs années, fatigué, dégoûté, découragé, Charles-Quint renonça à toutes ses couronnes et alla s'ensevelir dans un monastère, en Espagne, laissant l'Empire et ses États héréditaires d'Allemagne à son frère Ferdinand; l'Espagne, Naples, la Sicile, Milan, la Franche-Comté et les provinces des Pays-Bas à son fils Philippe II.

Les deux branches de la maison d'Autriche, continuant leur lutte contre les États protestants et la France, finirent par s'épuiser, et l'union entre celle-ci et les souverains protestants qui, à partir du règne de Henri IV, avait pris

(1) Gervinus, *Introduction à l'Histoire générale du* XIX*e siècle.*

un caractère plus systématique, permit dès lors à la France de viser à supplanter la maison d'Autriche, comme puissance dominante en Europe.

Toute la politique du cardinal de Richelieu fut dirigée par cette pensée grandiose, qui devait se réaliser sous le règne de Louis XIV : la guerre de trente ans porta les derniers coups à la prépondérance de la maison d'Autriche, et la France, en signant la paix avec l'empereur et l'Empire, à Munster, en 1648, et, onze ans plus tard, en accordant la paix des Pyrénées à l'Espagne (1659), se trouva, de ce jour, en possession du rang de puissance dominante sur le continent. C'est sous ces brillants auspices que Louis XIV commença à régner par lui-même, après la mort du cardinal Mazarin. Marchant avec persévérance dans les voies qui lui avaient été tracées par ses prédécesseurs, la pensée dominante de Louis XIV fut de dépouiller successivement l'Espagne de ses États, pour en agrandir son royaume : ce fut dans ce but qu'il entreprit, en 1667, la guerre dite de *Dévolution*. Cette guerre se termina par la paix d'Aix-la-Chapelle (1668), qui procura à la France une partie des Pays-Bas espagnols; puis, vint la guerre de 1672, qui dura sept ans et se termina tout à l'avantage de la France, par le traité de Nimègue; cette paix se fit encore une fois aux dépens de l'Espagne. La trève de vingt ans valut encore

à la France un accroissement de puissance; l'Espagne et l'Empire en firent les frais.

A cette époque, la puissance de Louis XIV ne connaissait pas de bornes en Europe; il y commandait en maître : ses projets, ses desseins étaient à la hauteur de sa puissance; il visait à la couronne impériale pour lui-même ou pour le dauphin ; il comptait revendiquer la totalité de la monarchie d'Espagne pour le dauphin, à la mort de Charles II, dernier roi de la maison d'Autriche; son ambition paraissait être sans limites, et l'Europe tremblait à la vue de ce débordement de puissance.

Qu'est-ce qui déjoua tous ces projets destructifs de la liberté européenne? La ferme volonté d'un homme, de Guillaume III, prince d'Orange. Tandis que tous les princes plient humblement leur tête devant le roi de France, seul, Guillaume d'Orange résiste au puissant monarque; il est l'âme des ligues qui se forment contre Louis XIV; il ne cesse de chercher à réveiller l'Europe de l'espèce de torpeur craintive dans laquelle il la voit plongée; enfin, ne pouvant combattre le roi de France, il l'attaque par une voie détournée : il détrône Jacques II et se voit porté au trône de la Grande-Bretagne. De ce jour, les projets de domination universelle de Louis XIV sont anéantis, l'Europe est sauvée. La France,

bien que considérablement agrandie, est retenue dans des limites; elles lui furent imposées à la paix d'Utrecht.

Louis XIV avait déchiré les traités de Westphalie et des Pyrénées, parce qu'ils mettaient des bornes à sa puissance ; en revanche, l'Europe lui dicta le traité d'Utrecht, qui devint la base du droit public européen, pendant le XVIIIe siècle.

C'est ainsi que l'Europe échappa, pour la deuxième fois, au danger de la monarchie universelle, et que le système de l'équilibre politique triompha sur celui de la force et d'une prépondérance incompatible avec la liberté européenne.

Vers la fin du XVIIIe siècle, la force prévalut sur le droit en Europe : le traité d'Utrecht, palladium à l'abri duquel les grands comme les petits États avaient vécu pendant près d'un siècle, fut déchiré par la France, devenue République. Rien ne put arrêter, à cette époque, le flot destructeur; l'Europe fut labourée, en tous sens, par les armées triomphantes de la République française; l'Italie, la Belgique, la Hollande, sont successivement attaquées et subjuguées; l'antique Corps germanique succombe sous ses coups; l'Autriche est dépouillée.

Une révolution européenne se prépare; qui est l'homme qui la dirigera? Bonaparte. A peine revenu de l'Égypte, il s'empare du pouvoir en

France; il foule aux pieds la République; il se fait dresser un trône; il se fait proclamer empereur; il brise en France tout ce qui lui résiste, et sa puissance, solidement établie à l'intérieur, va lui servir pour établir sa domination sur l'Europe. Alors commence cette suite fabuleuse de victoires et de conquêtes, qui, pendant quelques années, mirent l'Europe aux pieds de Napoléon. Les peuples sont ses esclaves, les rois ses valets; domination insolente et brutale, qui fut une honte de cette époque, où tous, hormis un seul, se montrent aussi lâches que vils. Cette noble exception se trouve dans le chef de l'Église, dans le vicaire de Jésus-Christ : seul, il résiste, quand tous les autres plient; les foudres du Vatican, si longtemps silencieuses, grondent encore une fois; et depuis ce jour mémorable, cet homme, cet oppresseur de l'Europe, paraît être saisi d'un esprit de vertige qui l'entraîne vers sa perte.

Après avoir rêvé le rétablissement de l'empire d'Occident, après s'être cru à la veille d'être un autre Charlemagne, Napoléon voit la fortune l'abandonner; cette domination, fruit de tant de batailles gagnées et de tant de flots de sang répandus pour satisfaire l'ambition d'un seul, va se briser contre les rigueurs d'un hiver dans le Nord.

Aussitôt que cette étoile merveilleuse pâlit,

l'Europe respire et les peuples sentent renaître l'espérance. A cette époque, la réaction commence, et elle ne s'arrête qu'aux portes de Paris, lorsque l'oppresseur du continent est descendu de son trône : la catastrophe devait égaler en grandeur l'immensité de l'attentat; ce n'était que justice.

De nos jours, l'Europe paraît menacée d'un nouveau débordement de puissance; Napoléon, en tombant, semble avoir légué son ambition et son désir d'asservir le continent au cabinet de Saint-Pétersbourg. Depuis la chute de l'Empire français, l'Empire russe est hors de pair; on ne s'en était que trop assuré au congrès de Vienne, où déjà se fit sentir la main pesante du colosse; les résolutions de ce congrès qui réglaient les destinées de l'Europe, l'alliance entre la France, l'Autriche et l'Angleterre en sont une preuve éclatante; mais un danger commun imposa silence à ces apppréhensions. Depuis nombre d'années, la politique russe prouve que ces appréhensions n'étaient pas chimériques, que, d'un jour à l'autre, le danger peut se réaliser.

CHAPITRE II.

POLITIQUE ENVAHISSANTE DE LA RUSSIE.

La Russie qui, au commencement du XVIIIe siècle, comptait à peine parmi les puissances européennes, fait aujourd'hui trembler l'Europe. Sous Pierre Ier, la Russie n'était qu'une puissance enfermée en quelque sorte au milieu du continent, n'ayant presqu'aucune communication avec la mer; c'est Pierre Ier qui lui donna une sortie sur la Baltique, en conquérant sur la Suède les provinces d'Ingrie, d'Esthonie, et une partie de la Finlande (1721); c'est là qu'il fonde Saint-Pétersbourg; dans le midi de son Empire, il fait la conquête d'Asof, qui le met en communication avec la mer Noire. Tel fut le début de la puissance maritime de la Russie.

Pierre Ier laissa une œuvre très-imparfaite à sa mort, mais il légua à ses successeurs le soin de réaliser les grandes idées qu'il avait conçues pour l'extension de son Empire. Jamais politique ne fut plus admirablement suivie; qu'on jette les yeux sur la carte de la Russie, et l'on se convain-

cra que les pensées de Pierre le Grand ont été habilement exécutées par ses successeurs. Ils ont incorporé à leur empire la Pologne, sauf deux provinces, la Gallicie et le duché de Posen, et la Finlande tout entière enlevée à la Suède; l'Empire russe possède aujourd'hui tout le littoral de la mer Noire, depuis les bouches du Danube jusqu'à l'extrémité orientale de cette mer; il s'est agrandi de la Géorgie aux dépens de la Perse, ce qui le rend maître de la moitié du littoral de la mer Caspienne; enfin, il s'est étendu presque autant en Asie qu'en Europe, par ses acquisitions sur la Tartarie.

Les conquêtes les plus précieuses pour la Russie se sont faites aux dépens de l'Empire turc, et c'est de ce côté principalement que se dirigent les pensées ambitieuses des czars. De même qu'au XVIIe siècle, Louis XIV ambitionnait la succession de l'Espagne, le cabinet russe convoite, de nos jours, de succéder au sultan; il rêve la conquête de Constantinople, et espère compléter ainsi la pensée politique de Pierre le Grand.

Dominer sur les rives du Bosphore et sur l'antique Byzance, replacer la croix grecque sur Sainte-Sophie, telles sont les idées caressées, depuis plus d'un siècle, à la cour de Saint-Pétersbourg. Qui ne connaît tous les efforts faits par Catherine II pour arriver à ce résultat? D'avance

elle avait fait donner le nom de Constantin à son petit-fils, dans l'espoir de le voir régner un jour sur la ville fondée par Constantin le Grand. Sous Alexandre, mêmes efforts pour arriver au même but; on sait ce qui se passa à cet égard, entre Napoléon et Alexandre, à Tilsitt et à Erfurt : le premier espère cimenter son alliance avec l'empereur de Russie, en lui abandonnant la meilleure partie de la Turquie d'Europe; toutefois Alexandre croit n'avoir rien obtenu, s'il n'arrache à Napoléon son consentement de voir la Russie régner à Constantinople; mais, à cette pensée, Napoléon se révolte; l'idée de voir Constantinople entre les mains des Russes lui semble être une humiliation pour la France, et, malgré son désir de gagner Alexandre, il prononce un jour ce mot mémorable et digne d'être retenu : *Non, jamais!*

La politique russe avait jusqu'alors eu cela de particulier, qu'elle procédait lentement, qu'elle ne se décourageait jamais, qu'elle abandonnait la question en temps opportun, pour la reprendre dans un moment plus propice; elle ne mettait pas de fougue à l'exécution de ses projets; essentiellement cauteleuse, rusée, prudente, et surtout infatigable et tenace, comme elle l'est encore; elle n'avait pas, à cette époque, l'impatiente audace dont elle fait preuve aujourd'hui. Alexandre ayant dû renoncer à la conquête de Constanti-

nople, l'œuvre fut reprise, peu d'années après sa mort, par l'empereur Nicolas; les conditions paraissaient favorables à cette époque : la France, l'Angleterre et la Russie s'étaient brouillées avec la Porte, en soutenant le soulèvement des Hellènes; la flotte turque avait été anéantie à Navarin par les flottes combinées de France, d'Angleterre et de Russie; le czar résolut d'envahir la Turquie et de marcher sur Constantinople; la campagne s'ouvre en 1828, et bientôt le Balkan est franchi par les Russes. Alors l'Angleterre s'épouvante, et le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui prévoyait une rupture avec la Grande-Bretagne, qui la regardait même comme imminente, se tourne du côté de la France et lui fait proposer une alliance, dans le but de se réunir contre l'Angleterre, si celle-ci s'opposait aux desseins des Russes sur Constantinople.

Voici quelques détails relatifs à ce projet d'alliance, recueillis de la bouche du général de Caux, alors ministre de la guerre, sous le ministère Martignac. Quelqu'un lui ayant demandé si, à l'époque où il était ministre, il avait été question d'un remaniement général de la carte de l'Europe, il répondit : « C'est positif, et les choses » étaient déjà si avancées, que les bases des traités » à conclure étaient posées dans le plus grand » secret et que l'on était près de terminer, lorsque

» la négociation fut découverte, à prix d'or, par
» le cabinet anglais, qui avait conçu quelques
» soupçons. Celui-ci s'en servit pour effrayer
» horriblement le prince de Polignac, ambassa-
» deur à Londres, qui, de son côté, parvint à
» communiquer ses frayeurs à Charles X, et
» c'est là ce qui détourna le roi de conclure
» l'alliance projetée avec la Russie.

» Voici quelles étaient les stipulations géné-
» rales de cette alliance :

» La France devait envoyer une flotte aux
» Dardanelles, pour appuyer, du côté du midi,
» les armées russes qui marcheraient sur Cons-
» tantinople. Cette ville deviendrait le siége d'un
» Empire, séparé de la Russie du nord; l'empe-
» reur Nicolas devait s'établir à Constantinople,
» et un prince de la famille impériale régnerait
» en Russie;

» La Pologne devait être rétablie comme État
» indépendant, avec restitution de la Gallicie et
» du duché de Posen;

» L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse
» devaient être indemnisés, ce dernier par l'ac-
» quisition du royaume de Saxe;

» Le roi de Saxe devait porter la couronne de
» Pologne;

» Le Danemark devait obtenir un agrandisse-
» ment dans le nord de l'Allemagne;

» La France devait rentrer dans la possession
» de la rive gauche du Rhin et de la Belgique;
» Et le roi des Pays-Bas devait être dédom-
» magé de la perte de la Belgique par un équiva-
» lent dans le nord de l'Allemagne;
» Enfin, une armée de cent cinquante mille
» Russes et Prussiens devait se porter sur le
» Rhin, pour assurer la prise de possession, par
» la France, de la rive gauche de ce fleuve (1). »

Tel fut le danger auquel l'Angleterre échappa ; on connait le mot de Charles X à M. de Martignac : « J'ai tout arrangé avec Wellington. »

L'empereur de Russie ne persista pas dans son projet, au risque d'avoir la guerre avec l'Angleterre, sans l'assistance de la France; la paix entre la Russie et la Porte fut signée à Andrinople, en 1829; mais cette fois les armées russes étaient arrivées jusqu'à la seconde capitale de la Turquie.

La lettre suivante prouve dans quel esprit ce traité avait été signé par la Russie; c'était, aux yeux du cabinet de Saint-Pétersbourg, une réunion déguisée; ce qui explique parfaitement les prétentions qu'il met en avant aujourd'hui.

« *Le comte de Nesselrode au grand-duc Constantin.*

» Saint-Pétersbourg, 12 février 1830.

» Le but de nos relations avec la Turquie est

(1) Souvenirs et causeries de M. de Caux.

» celui que nous nous sommes proposé par le
» traité d'Andrinople lui-même et par le rétablis-
» sement de la paix avec le Grand-Seigneur. Il
» ne tenait qu'à nos armées de marcher sur Cons-
» tantinople et de renverser l'Empire turc. Au-
» cune puissance ne s'y serait opposée, aucun
» danger immédiat ne nous aurait menacés, si
» nous avions porté le dernier coup à la monar-
» chie ottomane en Europe. *Mais, dans l'opinion*
» *de l'empereur, cette monarchie, réduite à n'exister*
» *que sous la protection de la Russie et à n'exécuter*
» *désormais que ses désirs, convenait mieux à nos*
» *intérêts politiques et commerciaux, que toute com-*
» *binaison nouvelle* qui nous aurait forcés soit à
» trop étendre nos domaines par des conquêtes,
» soit à *substituer à l'Empire ottoman des États qui*
» *n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puis-*
» *sance, de civilisation, d'industrie et de richesse;*
» c'est sur ce principe de Sa Majesté Impériale
» que se règlent aujourd'hui nos rapports avec le
» divan. Puisque nous n'avons pas voulu la ruine
» du gouvernement turc, *nous cherchons les moyens*
» *de le soutenir dans son état actuel;* puisque ce
» gouvernement ne peut nous être utile que par
» sa déférence envers nous, nous exigeons de lui
» l'observation religieuse de ses engagements et
» la prompte réalisation de tous nos veux. »

Aux yeux des Russes, le sultan n'est donc plus

qu'un vassal de l'empereur de Russie. Cette curieuse lettre renferme l'explication de la politique russe à l'égard de la Turquie; réduite à sa plus simple expression, elle signifie : l'empereur de Russie règne à Constantinople, sous le nom du sultan.

Ceci explique pourquoi le suzerain vint en aide à son vassal, en 1833, lorsque Ibrahim-Pacha marchait sur Constantinople, et que déjà il était arrivé à Koniah, dans l'Asie-Mineure, à quelques journées de la capitale de l'Empire. L'empereur de Russie redoutait la chute de la Porte, et, craignant de voir s'établir un maître nouveau en Turquie, se hâta d'envoyer ses troupes pour arrêter dans sa marche le fils du vice-roi d'Égypte. C'est à la prière du sultan que les forces russes arrivèrent à Constantinople; c'était l'événement le plus étrange de l'époque moderne. En 1828 et 1829, les Russes s'étaient avancés, comme des ennemis, jusqu'à Andrinople; en 1833, ils débarquent comme des amis, des alliés, à Constantinople même. « La grande » Catherine, » dit un auteur, « se levant de son » cercueil, aurait été stupéfaite, émerveillée, de » ce dernier coup d'habileté de ses petits-fils (1). »

Il va sans dire que cette occupation de Constantinople par les Russes, alarma vivement toute

(1) Capefigue, *L'Europe depuis l'avénement de Louis-Philippe.*

l'Europe; aussi rien ne fut épargné pour y mettre un terme. La France et l'Angleterre s'interposèrent entre le pacha d'Égypte et le sultan; il fut convenu que les troupes du vice-roi d'Égypte évacueraient l'Asie-Mineure et que les Russes quitteraient Constantinople, aussitôt que leur présence n'y serait plus nécessaire.

L'Europe avait hâte de voir le sultan débarrassé de ses puissants défenseurs : mais à quelles conditions les Russes consentiraient-ils à quitter les rives du Bosphore? car le cabinet de Saint-Pétersbourg était bien trop habile, pour ne pas profiter du changement qui venait de s'opérer dans ses relations avec la Porte-Ottomane.

Les relations de la Porte et de la Russie, il faut le remarquer, reposaient depuis un an sur ce qu'on appelle en diplomatie une alliance intime; de là résultait l'engagement tacite ou formel de se prêter mutuel secours, au cas où l'une des puissances contractantes serait attaquée. C'est en vertu de cette stipulation des traités, que les Russes avaient prêté l'aide de leur flotte et même de leurs divisions de terre, pour la protection de la Porte-Ottomane. Maintenant ils allaient quitter Constantinople; mais ne serait-il pris aucune précaution contre le retour des mêmes dangers? Le comte Orloff et M. de Boutenieff firent observer au divan que dans l'état d'effervescence où se

trouvaient les provinces, en présence de l'affection que manifestaient la France et l'Angleterre pour le pacha d'Égypte, il n'était pas impossible que la nécessité d'un secours se fît promptement sentir, et dès lors, disaient les ministres russes, il fallait convenir d'avance des bases d'une intervention nouvelle et des précautions à prendre : la première de toutes, c'était la fermeture des Dardanelles. Par l'alliance intime de la Porte et de la Russie, la mer Noire était une possession exclusivement dévolue aux deux puissances amies; rien de plus simple alors que d'en fermer les abords aux navires de guerre des autres nations, tout en laissant la liberté absolue du commerce. Telle fut la pensée du traité, signé à Constantinople le 26 juin (8 juillet 1833), par le comte Alexis Orloff, M. de Boutenieff, le séraskier-pacha et le reiss-effendi. Ce traité renouvelait, en termes plus précis, la convention d'alliance entre l'empereur de Russie et le divan; en tant que de besoin, il ratifiait les traités d'Andrinople, de Pétersbourg et de Constantinople; en échange, la Russie promettait de fournir à la Sublime-Porte, au cas où elle serait attaquée, tous les secours de terre et de mer qu'elle pourrait réclamer. La durée de cette alliance était fixée à huit ans, quoique, dans son principe, elle dût être éternelle. Mais ce qu'il y avait de plus grave, c'était l'article secret joint à ce

traité d'alliance, et dont la clause principale était celle-ci : « En vertu d'une des clauses de l'ar-
» ticle 1er du traité patent d'alliance défensive
» conclu entre la cour impériale de Russie et la
» Sublime-Porte, les deux hautes parties contrac-
» tantes sont tenues de se prêter mutuellement des
» secours matériels et l'assistance la plus efficace
» pour la sûreté de leurs États respectifs. Néan-
» moins, comme Sa Majesté l'empereur de toutes
» les Russies, voulant épargner à la Sublime-
» Porte ottomane la charge et les embarras qui
» résulteraient pour elle de la prestation d'un
» secours matériel, ne demandera pas ce secours,
» si les circonstances mettaient la Sublime-Porte
» dans l'obligation de le fournir, la Sublime-
» Porte ottomane, à la place du secours qu'elle
» doit prêter au besoin, d'après le principe de
» réciprocité du traité patent, devra borner son ac-
» tion en faveur de la cour impériale de Russie,
» à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire
» à ne permettre à aucun bâtiment de guerre
» étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque.
» Le présent article séparé et secret aura la même
» force et la même valeur que s'il était inséré mot
» à mot dans le traité d'alliance de ce jour. »

Cette clause immense allait donner un nouvel aspect à la question d'Orient, car par le simple fait d'un article secret du traité d'Unkiar-Skelessi,

toutes les puissances maritimes de l'Europe se voyaient chassées des Dardanelles; la Turquie et la Russie de concert, et en vertu de ce seul motif qu'elles étaient exclusivement riveraines, fermaient à toutes les navigations les portes de la mer Noire, ces Dardanelles, si bien nommées par les Turcs le *cadenas de la mer*, et qu'Alexandre appelait de son côté les *clefs de sa maison*. Cet article, que le comte Orloff voulait tenir secret pour les éventualités de l'avenir, fut bientôt révélé, car une petite corvette de guerre s'étant présentée à l'embouchure des Dardanelles, le passage lui fut interdit. Des explications furent sur-le-champ demandées à la Porte par les deux ambassades de France et d'Angleterre; la Porte avoua le traité offensif et défensif. Dès lors il était impossible que la France et l'Angleterre pussent souffrir la fermeture des Dardanelles; il était facile à chacun de voir, par les travaux des ingénieurs russes, que ce qui était inséré comme clause de traité, serait ensuite accompli comme un fait. Dès ce moment, la question d'Orient changeant de forme, cessait d'être turco-égyptienne pour devenir européenne.

CHAPITRE III.

TRAITÉ DIT DES DÉTROITS.

Le champ de bataille diplomatique se plaça alors tout entier sur le traité d'Unkiar-Skelessi, si capital pour l'indépendance de l'Empire ottoman, car cette convention mettait les Dardanelles aux mains des Russes. Supposez ce système de *mare clausum* admis dans le droit public européen, la Russie pouvait également le faire prévaloir pour le détroit du Sund, à l'extrémité du Danemark et de la Suède; et, par une disposition secrète, s'assurer la pleine domination de la Baltique et de la mer Noire. Or, un tel droit maritime ne pouvait être admis par l'Angleterre et par la France.

Un sentiment de colère, réveillé par cet outrage au pavillon, éclata tout à coup au sein du cabinet britannique, aussitôt que furent connues les clauses du traité d'Unkiar-Skelessi. L'Angleterre déclara « qu'il n'y avait plus à hésiter, qu'il fal- » lait armer, pénétrer s'il le fallait par la force à

» travers les Dardanelles jusque dans la mer » Noire, faire une guerre maritime, brûler même » la flotte russe. » Ce premier emportement, lord Palmerston voulut le faire partager à la France, qui, en effet, multiplia ses armements, et bientôt la Méditerranée fut couverte de vaisseaux destinés à contenir la flotte russe. Lord Palmerston ajouta : « Que si des explications suffisantes n'étaient pas » données, on ne tiendrait aucun compte du traité » particulier entre la Russie et la Porte, de ma- » nière que les escadres combinées passeraient à » travers les Dardanelles, pour maintenir le droit » public des nations. »

Cependant, avant d'en venir aux actes ouvertement hostiles, on voulut essayer d'abord des voies pacifiques de la diplomatie; des négociations furent entamées à Saint-Pétersbourg, à Constantinople et à Vienne. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, toujours prudent et rusé, chercha à calmer les appréhensions des cabinets de Londres et des Tuileries; il s'attacha à atténuer l'importance réelle du traité d'Unkiar, en déclarant qu'il avait été le résultat des besoins du moment, mais que le danger étant passé, il n'avait pas l'intention de se prévaloir des stipulations contenues dans le traité; il poussa même le désir de rassurer la France et l'Angleterre jusqu'à dire que le traité d'Unkiar (bien qu'il eût été conclu pour huit ans)

serait à l'avenir considéré comme non avenu. Enfin, les ambassadeurs de France et d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Constantinople, reçurent en même temps les témoignages les plus authentiques de la politique actuellement désintéressée de la Russie.

La flotte russe ayant quitté le Bosphore pour rentrer dans le port de Sébastopol, le corps auxiliaire russe ayant repassé le Balkan (1), l'armée du pacha étant rentrée en Égypte, toutes appréhensions de collision étant dissipées, la France et l'Angleterre se tinrent pour satisfaites et consentirent à retirer les vaisseaux qui étaient dans l'Archipel. Tout cela, en réalité, n'était pas une solution, mais un ajournement de la question d'Orient ; elle restait pendante jusqu'à ce qu'il se présentât un nouvel incident qui la fît revivre ; des intérêts trop contradictoires se trouvaient en présence dans cette question, pour qu'il n'en résultât pas une nouvelle crise.

La Russie avait à défendre le protectorat qu'elle prétendait exercer politiquement et religieusement

(1) Voici une anecdote peu connue et que je tiens de M. de Breuvery, qui arriva à Constantinople peu de jours après le départ des troupes russes de cette ville.

« Les Russes, en mémoire de leur débarquement sur les rives du Bosphore, y élevèrent une pierre monumentale, ce qui blessa vivement l'orgueil des Turcs. Après le départ des Russes, on n'osa pas démolir le monument, de peur d'irriter l'empereur Nicolas ; mais le jour même du départ de ces perfides alliés, le monument russe fut couvert de ce qu'il y a de plus sale. »

à Constantinople, et se tenait toujours prête à jeter ses flottes et ses armées sur le Bosphore. L'esprit du cabinet de Vienne étant de prévenir une collision entre la Russie et les deux grandes puissances occidentales de l'Europe, il était toujours prêt à offrir sa médiation; il visait à être le centre de toutes les négociations. L'esprit du gouvernement britannique était de soutenir l'indépendance de la Porte contre la Russie, et de dominer commercialement le pacha d'Égypte, parce que, comme le disait lord Palmerston, « Méhémet-Ali avait la clef des magasins de l'Inde » dans sa poche, et que ce n'était pas soutenable. »

En France, les esprits étaient divisés sur la question d'Orient : l'opinion publique prenait fait et cause pour le pacha d'Égypte ; celui-ci, en homme habile, avait eu soin de se concilier l'esprit public en France, en attirant chez lui les Français et leur civilisation ; il suffisait d'ailleurs que la cause de Méhémet-Ali fût impopulaire en Angleterre, pour la populariser en France ; enfin, le gouvernement français avait également à soutenir le protectorat des chrétiens dans l'Orient, selon les traditions politiques de l'ancienne royauté ; sur ce point, il était en rivalité avec le gouvernement russe, qui, de son côté, réclamait le protectorat exclusif des chrétiens grecs dans toutes les provinces de l'Empire turc : de

là, rivalité de domination religieuse entre les croyances latines et grecques dans l'Orient ; les Grecs trouvant un appui puissant auprès du czar, en sa qualité de chef de l'église gréco-russe, le czar prétendait étendre sa domination spirituelle au delà des limites de son empire, pour la faire accepter par toutes les populations professant les rites du culte grec dans l'Orient.

Le gouvernement français, au contraire, avait vu son protectorat sur les Latins dans l'Orient fort diminué par la philosophie anti-nationale du XVIIIe siècle; l'intérêt de l'État était évidemment de le rétablir, mais il était retenu par les cris d'un libéralisme passionné et redoutait les accusations de politique ultra-religieuse, même sur la question d'Orient.

En dépit de tous les efforts de la diplomatie pour maintenir le repos dans l'Orient, il y existait un germe qui, tôt ou tard, devait y amener une nouvelle explosion : c'était la rivalité entre le sultan et le vice-roi d'Égypte ; le sultan ne cherchait qu'à perdre ce vassal insolent, tandis que Méhémet-Ali croyait n'avoir rien à craindre, ayant pour lui l'opinion publique en France.

Une nouvelle agression du pacha pouvait amener une seconde fois les flottes et les armées russes sur les rives du Bosphore ; c'était là ce qu'il fallait éviter avant tout, dans l'intérêt de

l'équilibre politique du continent, qui était essentiellement intéressé au maintien du gouvernement turc.

La guerre éclate en 1839 ; l'armée du sultan est défaite par Ibrahim-Pacha à Nezib ; c'est dans ces circonstances que le sultan meurt, laissant l'empire à un jeune prince à peine âgé de dix-sept ans, et l'État profondément ébranlé par l'introduction d'institutions nouvelles, qui n'avaient pas encore eu le temps de prendre racine dans le pays.

La Turquie se trouva alors placée, comme en 1833, entre deux dangers : celui de la guerre avec le pacha et celui d'une assistance russe; ce dernier danger était européen. Que firent alors les grandes puissances ? Pour arracher au cabinet de Saint-Pétersbourg le protectorat exclusif de l'Empire turc, elles résolurent d'exercer ce protectorat en commun; le cabinet de Saint-Pétersbourg ne put s'y opposer et s'associa à cette pensée, évidemment dirigée contre lui; mais, dans cette circonstance, la résistance vint d'un côté d'où on ne l'aurait pas attendue : la France se mit carrément en travers de ce projet, en soutenant les intérêts du pacha d'Égypte. C'est alors que commence ce curieux épisode du règne de Louis-Philippe, qui fit sortir la France du concert européen.

La présidence du ministère était confiée, à

cette époque, à l'esprit le plus brouillon de France; il ne possédait aucune des qualités qui font l'homme d'État, mais on rencontrait en lui tous les défauts qui font les casse-cou politiques. Louis-Philippe, qu'on avait vu jusqu'à ce jour si timide, si poltron même vis-à-vis des puissances étrangères, manifeste des dispositions hostiles, lorsqu'on lui propose de se joindre aux cours de Londres, de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, pour travailler en commun à la pacification de l'Orient, et la France est tout étonnée de voir l'attitude belliqueuse de son roi-bourgeois, affectant des airs de Napoléon. C'est alors qu'après de vains efforts pour ne pas se séparer de la France, les cabinets de Londres, de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, se décident à signer le fameux traité du 15 juillet 1840.

Le cabinet anglais, disposé à voir avec jalousie tout ce qui pouvait tendre à établir l'influence soit immédiate, soit indirecte de la France en Égypte, s'exagéra la portée des demandes faites au profit d'Ibrahim-Pacha. La Russie, de son côté, jouait son jeu en cherchant à augmenter le dissentiment qui venait d'éclater entre les cabinets de Londres et des Tuileries. Ce fut sous l'influence de ces préoccupations que lord Palmerston se concerta avec l'envoyé russe à

Londres, pour évincer le plénipotentiaire français du résultat des conférences : un jour, en se présentant au *foreign-office*, l'ambassadeur de Louis-Philippe trouva inopinément la porte des négociations fermée pour lui, et le traité définitivement conclu entre les quatre puissances.

Voici, au sujet de la conclusion du traité du 15 juillet, ce que rapportait un homme parfaitement au courant de ce qui s'était passé à ce moment. On pourra reconnaître par là dans quel esprit ce traité fut signé : « Le duc de Wellington insista vivement pour qu'on instruisît l'ambassadeur de France du traité qu'on se proposait de signer; cet avis ne fut pas écouté, on passa outre, et, quelque temps après, le négociateur russe, M. de Brunow, s'en fit un mérite auprès du baron de Capellen (1), en lui disant qu'on avait considéré le désir manifesté par le duc de Wellington, comme l'opinion d'un homme faible, usé et dénué de toute énergie. »

Quand la France se vit placée dans cet état d'isolement, elle se crut à la veille d'avoir la guerre avec toute l'Europe; le langage de Louis-Philippe et de son ministre était belliqueux, et

(1) Ministre d'État du roi des Pays-Bas, et qui avait été chargé, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, d'assister au couronnement de la reine Victoria.

celui des organes de la presse devenait de jour en jour plus menaçant (1). Qu'espérait-on aux Tuileries? Louis-Philippe l'a dit : « *J'espérais faire* » *reculer Palmerston.* » Mais le ministre anglais tint bon, et alors, comme le disait spirituellement un ancien homme d'État, « *Louis-Philippe* » *fit le plongeon.* » Tandis que les escadres anglaise et turque réunies saccageaient les villes des côtes de la Syrie, que les Druses étaient excités contre les Maronites, les alliés de la France dans la Palestine, la flotte française, qui se trouvait dans l'Archipel, reçut l'ordre de revenir dans le port de Toulon, et M. Thiers se consola de ce rappel inqualifiable, en parodiant un mot de Napoléon.

Plutôt que de se brouiller avec l'Europe, Louis-Philippe congédie le ministère Thiers et appelle à la tête des affaires étrangères M. Guizot, qui, en sa qualité d'ambassadeur à Londres, avait toujours conseillé une marche plus prudente et n'avait cessé de répéter que le traité du 15 juillet n'avait pas été conclu dans le but d'exclure la France du concert européen, que, loin de là, on n'était arrivé à cette extrémité qu'avec regret.

De ce moment, il ne restait plus qu'à sauver

(1) Le temps seul pourra révéler si toutes ces velléités guerrières furent réelles, ou si ce ne fut qu'une parade, une ruse enfin, pour parvenir à escamoter les fortifications de Paris, que jusqu'alors l'opposition avait vivement combattues.

les apparences; le fait seul de la retraite de M. Thiers et de l'entrée de M. Guizot aux affaires, impliquait un rapprochement entre la France et les quatre puissances. Les négociations furent dirigées dans un esprit de conciliation et de sécurité générale pour l'Europe; leur résultat fut le traité dit *des Détroits*. Ce traité, signé le 13 juillet 1841, mit fin à cette crise et fit rentrer la France dans le concert européen.

L'inviolabilité des Dardanelles et du Bosphore, et l'interdiction de ces passages aux bâtiments de guerre étrangers, furent proclamées par la Porte et reconnues par les cinq puissances; par là, la Russie se trouva mise sur un pied d'égalité avec les puissances européennes et le bénéfice exclusif du traité d'Unkiar-Skelessi, au profit de la Russie, se trouva mis à néant dans sa clause vitale.

Par le traité de 1841, la Turquie est entrée dans le droit public européen; elle a le droit, qu'elle réclamait, de participer à la solidarité qui lie entre eux les États de l'Europe, et à la sécurité qu'ils y puisent.

Étrange retour des choses humaines : en 1840, l'empereur Nicolas fut l'un des artisans de la coalition qui signa sans la France, contre la France, le traité du 15 juillet; une année s'était écoulée à peine et ce traité produisait la conven-

tion de 1841, qui devait se dresser un jour contre l'empereur Nicolas et donner naissance à une nouvelle coalition, destinée cette fois à arrêter son ambition, à déjouer ses espérances.

CHAPITRE IV.

BUT DU PROTECTORAT DE LA RUSSIE.

L'histoire est là pour nous apprendre quel merveilleux instrument de conquête la Russie a su faire de son *droit de protection;* partout où elle l'a fait inscrire dans un traité, il devient tôt ou tard un motif d'agression.

Le traité que Catherine II conclut avec le roi de Pologne (1768), relativement aux *dissidents* polonais (1), a quoi a-t-il abouti? Voici ce qu'en dit un auteur : « De ce jour, la Russie se vit en » possession, en vertu d'un traité, du droit » d'imposer à la Pologne son protectorat reli- » gieux, et cette grave atteinte portée à la souve- » raineté territoriale, ne pouvait manquer, tôt ou » tard, d'amener l'intervention à main armée, » l'envahissement et la conquête (2). »

Quelle fut la suite de la protection que la

(1) Grecs et protestants.

(2) Famin. *Histoire de la rivalité et du protectorat des Églises chrétiennes en Orient*, p. 502.

Russie accorda aux khans de la Crimée, en faisant assurer par des traités (1779) leur indépendance, sous la suzeraineté nominale des sultans, et en se réservant le droit de protéger ces princes, s'il arrivait que la Porte cherchât à les opprimer et à les faire passer de nouveau sous sa domination? Un ukase impérial du 8 avril 1783, qui fit connaître à l'Europe les motifs qui engageaient l'impératrice à réunir sous sa domination la presqu'île de Crimée et ses dépendances.

Il est évident que l'église grecque met tout en œuvre pour enlever toute espèce d'influence à l'église latine ou catholique dans l'Orient; un auteur remarque avec infiniment de justesse que la force que le gouvernement russe puise dans l'élément religieux pour arriver à l'accomplissement de ses projets ambitieux, sera une cause perpétuelle de division et de scission entre les églises grecque et latine : « La nation russe, » dit-il, « qui tire sa force principale de l'ascendant » que sa foi religieuse lui donne sur la race en- » tière des Slaves, ne saurait sacrifier avec elle » son influence sur les peuples de l'Europe orien- » tale et abdiquer le rôle qu'elle attend de l'ave- » nir (1). »

De là, ces efforts soutenus, soit ouvertement, soit sous-main, pour enlever aux Latins *l'usufruit*

(1) Famin, p. 104.

et *l'entretien* des Lieux-Saints en Palestine, pour les faire attribuer aux Grecs contre toute espèce de droit; de là, cette concession que la force et la frayeur seules ont pu arracher à la Porte, lorsque l'ambassadeur de Russie réussit à obtenir du sultan, en 1834, « un firman prohibitif de » toute conversion dans les différentes commu- » nions chrétiennes (1). » Cette mesure était dirigée contre les conversions au catholicisme dont on avait vu de nombreux exemples, soit de la part des Musulmans, soit de la part des Grecs.

Enfin, la pensée du protectorat russe en faveur des Grecs soumis à la domination du sultan, se trouve inscrite dans l'article 7 du traité de Kaïnardji (1774), qui assurait d'une part la prépondérance de la Russie en Orient, et de l'autre faisait tomber l'Empire ottoman au rang des nations du second ordre.

D'après l'article 7, « la Sublime-Porte s'enga- » gea à protéger constamment la religion chré- » tienne et ses églises; elle permit en outre aux » ministres russes, accrédités à Constantinople, de » faire, dans toutes les occasions, des représenta- » tions, tant en faveur de la nouvelle église à » Constantinople dont il est parlé à l'article 14, » que pour ceux qui la desservent, et elle promit » de prendre ces observations en considération.

(1) Famin, p. 419.

» Cet engagement vague et mal défini de protéger » la religion chrétienne s'applique naturellement » aux provinces chrétiennes compromises dans la » dernière guerre et restituées à la Turquie ; *ce- » pendant il pourrait fournir plus d'un prétexte à la » Russie pour s'immiscer dans les affaires intérieures » de la Porte, si les chrétiens d'Orient prétendaient » n'être pas protégés par le sultan.* Ce n'est, dans » tous les cas, qu'un protectorat indirect, et les » droits de la souveraineté territoriale sont, en » apparence, respectés (1). »

Le même auteur dit encore à ce sujet : « Quoi » qu'il en soit du véritable sens de cet article, » toujours est-il que, si le gouvernement otto- » man s'est engagé à protéger ses sujets chrétiens » et leurs églises, il a stipulé qu'il les protégerait » lui-même et n'a pas aliéné ce droit de la sou- » veraineté, au profit d'une puissance étran- » gère. » Puis il ajoute : « L'interprétation de » cet article de Kaïnardji exige toute la loyauté » du gouvernement russe, pour ne pas devenir » un cas de guerre sous le plus facile et le plus » injuste prétexte (2). »

D'après ce que nous voyons de nos jours, cette loyauté a été mise de côté par le cabinet de Saint-Pétersbourg, et le droit de protection inscrit dans

(1) Famin, p. 314.
(2) *Id.*, p. 34 et 35.

la paix de Kaïnardji porte ses fruits amers pour la Porte-Ottomane.

Ce ne fut qu'à la fin du XIe siècle (en 1093), qu'eut lieu la proclamation définitive de la séparation des deux églises; depuis ce jour, les Latins appellent les Grecs *schismatiques*, et ces derniers se décernent le titre d'*orthodoxes* (1). Mais si l'unité a été conservée dans l'Église de Rome, sous l'autorité du chef qui occupe la chaire de saint Pierre, cette unité fait défaut à l'église grecque, qui, dans son ensemble, compte soixante-dix millions d'adhérents. Sur ce nombre, quarante-sept millions appartiennent à l'église gréco-russe, ayant pour chef spirituel, depuis Pierre le Grand, l'empereur de Russie; vingt millions relèvent de l'église de Constantinople (2), ayant à sa tête le patriarche de Constantinople, et neuf cent mille de celle d'A-

(1) Le fondement de ce schisme repose sur la question de la procession du Saint-Esprit, proclamée au second concile œcuménique, assemblé à Constantinople en 381. Les églises grecque et gréco-russe reconnaissent avec l'Église catholique qu'il y a en Jésus-Christ, *deux natures* et *une personne;* elles confessent que le Saint-Esprit procède du Père, *mais elles nient qu'il procède du Fils;* elles refusent de croire au purgatoire et ne proclament pas d'une manière absolue l'éternité des peines; hors de là, la diversité ne porte sur aucun dogme important.

(2) Ces 20 millions sont répartis de la manière suivante :

Empire Ottoman.	15,730,000
Provinces du Danube.	3,500,000
Autriche.	3,160,000
Total.	20,390,000

thènes. Voilà donc deux démembrements qui ont fractionné l'église grecque en trois nationalités religieuses : les Grecs, qui reconnaissent la suprématie du patriarche de Constantinople; les Russes, qui relèvent de leur empereur, et les Hellènes, dont le roi et le synode de la Grèce sont les chefs suprêmes.

L'empereur de Russie ayant le nombre et la force de son côté, en profite pour se placer ouvertement comme le chef et le défenseur de l'église grecque, non-seulement dans ses États, mais encore chez ses voisins; il n'ignore pas que s'il parvient à réaliser ce projet, les dix-sept millions de Grecs, dispersés dans l'Empire ottoman et les Provinces Danubiennes, seront en réalité soumises à son autorité spirituelle, et que, de ce jour, le pouvoir temporel de la Porte sur cette population grecque, aura cessé de subsister, ce qui équivaudra à une absorption de la Turquie d'Europe, centre de la population grecque de l'Empire ottoman, dans l'Empire russe; car, dans la partie européenne de la Turquie, celle qui est placée, pour ainsi dire, sous la main de la Russie et aux portes de l'église gréco-russe, on compte plus de onze millions de Grecs, contre moins de quatre millions de Musulmans.

Telle est, en réalité, le fondement de la nouvelle lutte qui s'est engagée depuis quelques mois

entre l'empereur de Russie et la Porte-Ottomane. Après un différend sur un prétendu empiétement des Latins sur les Grecs, en ce qui touche la possession des Lieux-Saints à Jérusalem (1), différend qui avait été aplani, l'empereur de Russie met en avant une prétention bien autrement compromettante pour l'existence de l'indépendance de la Porte : sous le prétexte de garantir ses co-religionnaires des vexations des Musulmans, le czar demanda au sultan des garanties telles, qu'elles équivalaient à l'abandon de son droit de souverain sur les Grecs faisant partie de son Empire. Le divan se montra disposé cependant à concéder à ses sujets grecs, des garanties qui ne constituassent pas un abandon de l'autorité de la Porte en faveur d'un prince étranger ; mais, quelque raisonnables que ces offres pussent être, elles furent repoussées avec hauteur par la Russie, qui voulait engager une querelle d'où pût sortir la guerre.

Conséquent jusqu'au bout dans son hypocrisie,

(1) La question relative aux Lieux-Saints, en Palestine, a été admirablement exposée dans un ouvrage publié par M. César Famin, ayant pour titre : *Histoire de la rivalité et du protectorat des églises chrétiennes en Orient.* L'auteur y démontre très-clairement que la fondation des Saints-Lieux est due aux Latins ou catholiques seuls, qui, pendant plusieurs siècles, en ont eu seuls l'*usufruit* et l'*entretien;* mais que, peu à peu, les Grecs ont mis en avant des prétentions qui ont été soutenues, tantôt par le gouvernement russe, tantôt par des pachas corrompus à prix d'argent ; de manière qu'aujourd'hui les Grecs sont en possession d'une partie des Lieux-Saints, dont les Latins ont été évincés toujours par ruse et mauvaise foi et souvent même par violence.

qui lui permet d'agrandir ses États sous le voile de la religion, l'empereur de Russie, en entamant la guerre, n'a pas manqué de mettre en avant les motifs religieux : dans un manifeste destiné à ses sujets, ce n'est plus le czar qui parle, c'est le pontife suprême de la foi orthodoxe qui s'adresse à ses co-religionnaires, c'est une guerre de religion, c'est une guerre sainte qu'il prêche, bien sûr que ce sentiment religieux sera accueilli avec sympathie par le vieux parti russo-grec. Mais en se posant ainsi, le czar-pontife ne s'adresse pas seulement à ses sujets : c'est un appel qu'il entend faire à tous les peuples qui professent le rite grec; à ses yeux, ce sont autant de brebis qu'il faut réunir en un seul troupeau, sous la direction d'un seul pasteur. Telle est la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg, politique habile, si l'on veut, sous le point de vue russe, mais politique essentiellement envahissante et attaquant directement tous les États où se trouvent des chrétiens professant les rites de l'église grecque. Si aujourd'hui le saint zèle de l'empereur Nicolas s'enflamme en faveur de onze millions de Grecs, qui vivent sous la domination du sultan, plus tard ce même zèle s'enflammera en faveur des populations grecques qui font partie de l'empire d'Autriche. Sa guerre sainte n'est en réalité qu'une guerre de rébellion, à laquelle il excite,

dans l'Europe orientale, les membres de l'Église grecque, qui ne sont pas ses sujets. C'est une guerre révolutionnaire, déguisée sous le nom de la religion, que l'empereur Nicolas veut allumer; c'est de la propagande. Tel est le rôle que joue aujourd'hui le successeur d'Alexandre, le fondateur de la sainte alliance. Sous le masque de la religion, il cherche à détacher les peuples de leurs souverains pour les attacher aux intérêts de la Russie; mais personne n'est assez aveugle pour être la dupe de ce zèle politico-religieux; tout le monde y voit ce qu'il faut y voir, à moins d'être frappé d'un aveuglement incurable. C'est l'abus de la force matérielle, c'est l'ambition se cachant sous un simulacre de piété, c'est un appel fait au fanatisme d'un peuple ignorant et esclave, d'un peuple qui sent le besoin de se répandre sur des contrées plus favorisées de la nature; c'est une menace d'invasion d'un peuple qui, à peu de chose près, est encore aujourd'hui dans l'état où il était vers la fin du XVIe siècle; c'est, en un mot, la politique traditionnelle des derniers czars de la maison de Rurik, la politique léguée par Pierre le Grand à ses successeurs; c'est la conquête ou, pour parler plus exactement, l'absorption de la Turquie dans la Russie.

CHAPITRE V.

TABLEAU MORAL ET POLITIQUE DE LA RUSSIE AU XVIe ET AU XIXe SIÈCLE.

Nous avons signalé plus haut les dangers dont l'Europe avait été menacée par le débordement de puissance de la maison d'Autriche et de la France; cependant, malgré toutes les appréhensions qu'on avait éprouvées à cette occasion, la civilisation du continent n'avait pas été mise en cause et menacée d'être bouleversée. Le point de départ de cette domination menaçante partait, soit de l'Allemagne, soit de la France, centres de lumières et foyers de civilisation.

La tyrannie pouvait être insupportable aux peuples, mais elle n'allait pas jusqu'à les faire rétrograder vers un état de barbarie ou tout au plus de demi-civilisation; mais aujourd'hui le point de départ est une contrée située à l'extrémité de l'Europe orientale, un pays à moitié civilisé, touchant aux hordes encore barbares de l'Asie; un pays qui, par ses mœurs, ses habitudes, ses lois, sa

religion, n'a rien d'européen; un pays pour ainsi dire idolâtre, et qui révère son czar-pontife comme une divinité. C'est là que gît le principal danger pour l'Europe; c'est ce danger qui doit être conjuré à temps, pour empêcher que l'Europe ne fasse un pas rétrograde dans les voies de la civilisation. En Russie, on méprise cette vieille société européenne, comme une chose usée, pourrie, et l'on y dit hautement qu'elle ne peut être régénérée que par ces peuples du Nord, dépositaires de la foi orthodoxe et ayant conservé pur et intact le culte dû au pouvoir monarchique.

Ce peuple, qui se dit être appelé à de si grandes, à de si immortelles destinées, il est nécessaire de le bien connaître et de le bien étudier; par là, on sera mieux à même d'apprécier quel genre de bienfaits il peut nous apporter.

Un observateur a dit avec beaucoup de justesse : « L'histoire de la Russie est un chaos, et » la puissance impériale est établie sur diffé- » rentes couches d'esclaves, étendues l'une sur » l'autre. On voit les Russes soumettre les Tatars, » comme ceux-ci avaient subjugué les Russes, » et les Russes les Slaves. De ces différentes con- » quêtes est résulté un mélange de barbarie, » qui fait que le Russe d'aujourd'hui est un com-

» posé du Slave, du Russe et du Tatar, ce qui a
» merveilleusement préparé ce peuple à subir la
» domination d'un autocrate! »

On sait que l'avénement de l'empereur Nicolas fut signalé par une révolte militaire, et que cette révolte avait été préparée de longue main par des sociétés secrètes qui s'étaient organisées en Russie, dans le but d'arriver à opérer une réforme politique et sociale dans un pays où tant d'abus enracinés existaient depuis des siècles sous le bon plaisir du chef de l'État.

Pour bien comprendre ce qu'est la Russie, et qu'à très-peu de chose près, elle est encore ce qu'elle était il y a trois siècles, on va placer ici les observations faites, dans le XVIe siècle, par un voyageur anglais, et celles faites par un voyageur français, au XIXe siècle, quelques années après l'avénement de l'empereur Nicolas au trône.

Quand on aura lu et comparé les curieuses révélations dues à l'esprit d'observation de ces deux voyageurs, sur le caractère et les mœurs du peuple russe et sur le gouvernement qui existe dans ce pays, on ne pourra certes être surpris que le désir de réformes se soit emparé de plusieurs esprits qui avaient la hardiesse de penser en Russie; d'autant plus que ce besoin de réformes avait été non-seulement souvent senti, mais exprimé par l'empereur Alexandre; qu'il

l'avait même, jusqu'à un certain point, encouragé, sans toutefois que ce fût là, de sa part, autre chose que des velléités louables, à la vérité, mais qui n'eurent aucun résultat ; tandis que ceux qui s'étaient laissé entraîner dans cette voie y persévérèrent, au point de rêver la possibilité d'un remaniement complet de l'état de la société en Russie, œuvre gigantesque qui dépassait leurs forces et qui finit par les entraîner à leur perte, sans aucun profit pour leur patrie et sans aucun honneur personnel. La Russie vit disparaître cette petite poignée d'hommes *nantes in gurgite vasto*, sans trop savoir ce qui avait été leur but ; ne pouvant s'élever jusqu'à la hauteur de réformateurs sérieux, ils devaient tomber comme des rebelles.

Maintenant, voyons ce que ces pygmées avaient voulu abattre pour parvenir à le réformer : pour le comprendre, il faut parcourir des siècles, car ce sont des événements et un travail séculaires qui ont produit la Russie de nos jours.

A l'époque où Fletscher, le voyageur anglais dont nous voulons parler, entreprit son voyage en Russie, la maison de Rurik avait triomphé de ses ennemis les Tatars, qui avaient tenu les Russes dans la plus humiliante sujétion et qui les avaient façonnés au joug. Du jour où les Russes se virent délivrés du joug des Tatars, ils retombèrent sous celui du czar, qui, à

l'époque du voyage de Fletscher, était Fédor, dernier prince de la maison de Rurik.

Le livre de Fletscher est un petit volume écrit en anglais et imprimé à Londres en 1591. L'auteur paraît avoir été chargé par la reine Élisabeth d'une mission, soit diplomatique, soit commerciale, en Russie (1). Il a vu la cour du dernier prince de la maison de Rurik, car l'ouvrage a été écrit peu d'années après la mort d'Ivan le *Terrible*, et peint la Russie telle qu'elle était sortie des mains de ce farouche tyran, dont le fils fut le dernier prince d'une race qui avait régné pendant plus de huit cents ans.

Ce qui frappe tout d'abord dans ce petit ouvrage, c'est l'épître dédicatoire de l'auteur à la reine Élisabeth; on y remarque ce même sentiment d'horreur pour la tyrannie dont il a eu le spectacle sous les yeux, qu'on retrouve à chaque page, même à chaque ligne, dans l'ouvrage écrit trois cents ans plus tard par le voyageur français M. de Custine. Celui-ci avoue très-franchement qu'il était allé chercher en Russie des arguments

(1) Les Anglais ont été les premiers à venir en aide aux Russes au temps d'Ivan Wasilowitsch, et Archangel ne doit son origine qu'au commerce de l'Angleterre. Sigismond-Auguste, roi de Pologne, qui ne comprenait que trop bien la nature et les dispositions de ses voisins de l'Est, écrivait à la reine Élisabeth : « Je prie Votre Majesté » de bien réfléchir avant de permettre à vos marchands de fortifier » les Moscovites de leurs canons, de leur poudre et de leurs manu- » factures; ne pensez pas qu'il y ait inimitié de ma part, mais le » Moscovite est l'ennemi de toute la chrétienté. »

en faveur du pouvoir absolu, mais que le tableau qu'il a eu sous les yeux l'a complétement corrigé de son admiration pour l'autorité illimitée du monarque, et qu'il est revenu de son voyage réconcilié avec les gouvernements constitutionnels.

Quant à Fletscher, il s'exprime, dans son épître à sa souveraine, dans des termes qui prouvent combien il avait été vivement frappé de l'état d'asservissement dans lequel il avait trouvé les Russes, et combien la condition de ce peuple lui paraissait malheureuse, en la comparant à l'état florissant et à la somme de liberté dont les Anglais étaient en possession, sous une reine qui se montrait pourtant disposée à ne leur accorder ce bienfait qu'avec une extrême parcimonie.

« Ayant été employé, » dit-il, « au service de » Votre Majesté, en Russie, j'ai été à même d'ob- » server cet État et d'étudier les mœurs de ce » pays. A mon retour, je prends la liberté de » dédier ce petit volume à Votre Majesté.

» Dans ma description du gouvernement russe, » Votre Majesté verra un tableau vrai, mais » étrange, d'un gouvernement tyrannique (entiè- » rement différent du vôtre), sans connaissance » véritable de Dieu, privé de lois écrites et de » droit commun. La loi, c'est la sentence du » magistrat qui cependant a, plus que tout autre,

» besoin du frein de la loi pour mettre des bornes
» à sa propre injustice. Cet état de choses, pesant
» d'un poids insupportable sur le malheureux
» peuple qui habite en Russie, a été un motif
» pour moi, et doit en être un également pour
» tous vos fidèles sujets, de bénir le bonheur
» dont nous jouissons et de rendre grâce à Dieu
» de vivre sous le gouvernement de Votre Majesté,
» tandis que Votre Majesté doit jouir, à son tour,
» de la satisfaction de se trouver à la tête d'un
» peuple de sujets et non d'esclaves, d'un peuple
» retenu dans le devoir envers son souverain par
» l'amour plutôt que par la terreur. »

Bien que l'on soit constamment frappé de ce point de rapprochement qui se trouve dans les détails que nous offrent et le voyageur anglais et M. de Custine, il est nécessaire cependant de ne pas perdre de vue que, dans l'intervalle du voyage de Fletscher et de celui de M. de Custine, un fait important s'était passé en Russie : la civilisation européenne, introduite, à l'aide de la tyrannie, par Pierre le Grand. Le premier de ces voyageurs n'a pu voir en Russie qu'un peuple à peu près barbare et abruti par l'esclavage et la terreur des supplices, tandis que M. de Custine y a trouvé, trois cents ans plus tard, un peuple trop hâtivement civilisé et avili par la crainte que lui inspire le pouvoir

absolu du chef de l'État. Aussi le voyageur anglais a-t-il été dans le cas de rencontrer des types originaux, tandis que le voyageur français au XIXe siècle se désespère, presque à chaque page, de n'être venu en Russie que pour y trouver des copies; il dit que l'originalité ne lui est apparue nulle part ailleurs qu'à Moscou, en visitant le Kremlin.

Donnons d'abord quelques extraits de l'ouvrage de Fletscher, là où il traite du gouvernement des czars, de leur politique, du système de colonisation et de conquête suivi par eux, et de l'église russe.

Toutes ces questions ont été traitées séparément par l'auteur anglais, tandis que M. de Custine ne les aborde que quand l'occasion d'en parler s'offre à sa plume, et il est à regretter que celui-ci n'ait pas adopté la même forme systématique, et qu'il faille aller chercher çà et là dans son livre ces révélations qui nous prouvent que, depuis trois cents ans, rien n'est changé en Russie, tant sous le rapport de l'esclavage des grands et du peuple, que sous le point de vue religieux et le système d'agrandissement adopté par les czars. Nous tâcherons toutefois de suppléer à l'absence de méthode de M. de Custine, afin de rendre plus saillante l'analogie que l'on trouve entre son livre et celui de Fletscher, et de ce rapprochement il

ressortira évidemment, qu'en dépit des contradictions nombreuses auxquelles a donné naissance la manière décousue dont a été écrit le tableau de *la Russie en* 1839, M. de Custine a retrouvé les Russes, au XIXe siècle, tels que les a laissés Fletscher au XVIe, sans améliorations, presque sans modifications dans leur état social.

Après des notions préliminaires, peu importantes au point de vue d'où nous considérons ce livre, l'auteur anglais arrive à la maison impériale, sur l'origine de laquelle il donne quelques détails.

Cette maison était d'origine étrangère, dit-il, ce qui, partout ailleurs, eût été un désavantage : mais là, il n'en résulte aucun inconvénient pour le souverain; loin de là, il paraît tenir à ne pas le laisser oublier, et même, si l'on en croit Fletscher, en tire vanité.

Fletscher raconte qu'Ivan, surnommé le *Terrible*, ayant donné à un Anglais, son orfévre, une certaine quantité d'argent pour en faire de la vaisselle plate, lui recommanda de faire grande attention à ce qu'il portait, « car, » dit-il, « mes » Russes sont tous des voleurs; » sur quoi l'orfèvre se prit à sourire. « Et pourquoi riez-vous? » demanda le czar. — « Sire, excusez-moi, mais » Votre Majesté dit que tous les Russes sont des » voleurs, et elle oublie qu'elle-même est Russe.

» — Non pas, » repartit le czar, « mes ancêtres » étaient des Germains. »

En ce qui concerne cette accusation d'être des voleurs, les Russes d'aujourd'hui sont encore ce qu'ils étaient à l'époque d'Ivan le *Terrible;* car le mot de celui-ci a, pour ainsi dire, été répété par l'empereur Alexandre.

Fletscher expose ensuite successivement les progrès et les vues ambitieuses de la maison de Rurik : « Que cette maison aspire à conqué- » rir peu à peu tout le pays ; c'est, » dit-il, « une » chose bien connue et depuis longtemps. » La maison de Rurik, en effet, à cette époque, avait déjà bien agrandi ses possessions, et chacun de ses actes dénotait le dessein de les agrandir encore ; enfin il expose l'état de la maison impériale au moment où il se trouve en Russie.

Un fait remarquable dans l'histoire de Russie, c'est que la première et la deuxième dynastie des princes régnant dans ce pays, s'éteignirent l'une et l'autre par suite d'un crime contre nature. On sait que Pierre Ier fut le bourreau de son fils Alexis, et que celui-ci ne laissa qu'un fils âgé de trois ans : cet héritier n'atteignit pas l'âge viril et mourut à peine âgé de quinze ans, après avoir régné pendant deux ans sous le nom de Pierre II ; à sa mort s'éteint la postérité mâle des Romanow, seconde dynastie russe. Par suite de

cet événement, une maison entièrement étrangère à la Russie, celle de Holstein-Gottorp, dont un prince avait épousé Anne, fille de Pierre le Grand, fut appelée à donner des souverains à l'Empire russe.

Quant à la première dynastie, voici de quelle manière elle s'éteint vers la fin du XVIe siècle. C'est le voyageur anglais qui consigne dans son livre les détails dont il avait été témoin pendant son séjour en Russie.

« La maison actuelle (de Rurik) n'a pas beaucoup de chance de durée, car outre l'empereur régnant qui n'a pas d'enfant et qui n'en aura probablement pas, à en juger d'après sa constitution et la stérilité de sa femme après plusieurs années de mariage, il n'y a qu'un enfant de six à sept ans, sur qui repose aujourd'hui tout l'espoir de cette maison.

» Le fils aîné d'Ivan, frère aîné de l'empereur actuel, et celui qui paraissait du meilleur naturel, est mort des suites d'un coup de canne que son père lui donna sur la tête, dans un accès de fureur. A en juger par la douleur que manifesta Ivan de la mort de son fils, il est présumable qu'il ne voulait pas lui donner un coup si funeste; mais là se reconnaît la justice de Dieu, qui l'a puni du plaisir qu'il prenait à verser le sang, en le rendant le meurtrier de son fils.

L'extrême chagrin qu'il ressentit de cette action, si contraire aux sentiments de la nature, mit fin à ses jours et à sa tyrannie.

» Le jeune frère de l'empereur dont on vient de parler, enfant de six à sept ans, est tenu dans un lieu éloigné de Moscou, sous la garde de sa mère, et d'après ce que j'ai appris, peu à l'abri de ceux qui aspirent à sa succession, si l'empereur actuel vient à mourir sans postérité. Sa nourrice, pour avoir goûté avant lui de certaine viande, est morte, m'a-t-on dit.

» Du reste, les Russes disent qu'on voit qu'il est bien le fils d'Ivan (le Terrible), d'après les goûts qu'il a toujours manifestés dès sa plus tendre enfance : il s'amusait à voir tuer des moutons et d'autres animaux, et à regarder leurs entrailles encore saignantes, ce qui effraie ordinairement les autres enfants.

» Il y a aussi une veuve qui a droit à la succession ; elle est sœur du défunt empereur, tante de l'enfant dont on vient de parler, et avait épousé un duc de Holstein, frère du roi de Danemark. Après la mort de son mari, cette princesse fut sollicitée de revenir en Russie, par des gens qui aimaient sans doute mieux sa succession qu'elle-même; car quelque temps après son retour, elle s'est retirée avec sa fille dans un couvent où celle-ci est morte l'année

dernière, d'une maladie qui, à ce qu'on suppose, n'était pas naturelle. La mère a continué à demeurer dans le couvent, où m'a-t-on dit, elle maudit son retour en Russie, et regrette de s'être laissée séduire par l'espoir du mariage et les autres belles promesses de l'empereur (1).

(1) De tout temps, il y a eu peu de profit à toucher de trop près à la famille impériale et au trône de Russie; car à côté de l'histoire de cette malheureuse princesse, qui voit sa fille mourir sous ses yeux et elle-même condamnée à finir son existence dans un couvent, on peut placer les infortunes de la famille de Brunswick, qui avait donné à la Russie un empereur nommé Ivan VI, détrôné par Elisabeth. Ce malheureux prince, mort ou plutôt tué à l'âge de vingt-deux ans, dans la prison où l'avait confiné son ambitieuse parente, avait un père qui fut exilé avec ses autres enfants dans un petit village très-éloigné de la capitale.

L'état où l'on retrouva cette famille, sous le règne de Catherine la Grande, peut donner une idée de la vie misérable qu'on leur avait faite dans cet exil.

M. de Custine a eu entre les mains un volume des *Actes de l'Académie de Saint-Pétersbourg*, où se trouve un récit des démarches faites par Catherine II, pour faire transporter cette famille en Danemark. Le personnage chargé de cette mission confidentielle, trouva que, des quatre enfants qui composaient cette famille, l'aîné était devenu sourd dans son enfance et s'expliquait avec tant de difficulté, qu'on ne le comprenait pas; un autre, par suite d'une chute, avait depuis l'enfance de violentes douleurs de tête, qui, par moment, le rendaient incapable de quoique ce fût; le troisième était, par suite de négligence, bossu par devant et par derrière et avait une jambe torse. La dégradation morale est encore plus effrayante que la dégradation physique : ces malheureux, à qui on n'avait donné que l'éducation du peuple, à qui il était défendu de voir personne, de sortir de la maison qu'ils habitaient, étaient ignorants de toutes choses, même des plus vulgaires. Toutes les fois que paraît l'envoyé de l'impératrice Catherine, ils se jettent à ses pieds qu'ils baignent de larmes, et l'accablent de bénédictions pour l'impératrice, devenue un dieu pour eux, parce que, depuis qu'elle est sur le trône, ils n'ont plus faim et qu'on leur envoie des chiffons de l'impératrice pour les habiller.

Catherine II ne borna pas là sa générosité; elle eut la bonté d'en-

» Telle est actuellement l'état de la maison impériale; elle est sur le point de finir et d'occasionner un changement dans l'empire : si ce changement amène un meilleur mode de gouvernement et une constitution plus douce, ce sera bien heureux pour le pauvre peuple, qui gémit aujourd'hui sous une intolérable servitude. »

L'enfant de sept ans, appelé Démétrius, dont parle Fletscher, seul espoir de la maison de Rurik, mourut bientôt, laissant un violent soupçon planer sur Boris Godonow, beau-frère du czar Fédor, qui, à cette époque, était tout-puissant et gouvernait la Russie sous le nom de son beau-frère, dans l'espoir de s'emparer du trône après la mort de celui-ci.

Fédor mourut peu de temps après; ainsi finit la première dynastie en Russie.

On a déjà parlé plus haut de l'extinction de la seconde, et si maintenant, après ce tableau de la fin des deux premières maisons régnantes, on jette les yeux sur celle qui les a remplacées, on ne rencontre pas un spectacle moins hideux.

Jusque-là, c'étaient les czars qui s'étaient chargés de travailler eux-mêmes à l'extinction de leur race, en tuant leurs successeurs; dans

voyer en Danemark, loin de la cour et dans une demeure isolée, avec une pension de trois mille roubles, ces malheureux dont elle tenait la place.

la maison de Holstein-Gottorp, aujourd'hui régnante, les rôles changent : ce sont les successeurs qui s'impatientent ou profitent tranquillement des malheurs de leurs devanciers sur le trône. Cette maison n'a encore fourni que quatre empereurs à la Russie : le premier, Pierre III, est mort victime de l'ambition de sa femme, la célèbre Catherine II, qui a excité et récompensé les assassins de son époux ; le deuxième, Paul Ier, est tombé sous les coups de conspirateurs de palais, en présence de ses fils, parfaitement instruits de ce qu'on réservait à leur père, mais qui, trop faibles pour s'y opposer, jugèrent plus prudent de rester spectateurs du crime qui se commettait et d'aller ensuite s'asseoir tranquillement sur le trône, devenu vacant par un forfait; tranquillement jusqu'à un certain point, car quel est l'empereur de Russie qui peut monter sur le trône, sans se croire dévoué à une mort violente ? Peut-être faut-il attribuer à ce sentiment, la mélancolie qui s'était emparée d'Alexandre avant sa mort.

C'est ordinairement dans les classes les plus élevées d'une société, que l'on va chercher la mesure de la civilisation, et il faut convenir qu'à en juger par ces exemples, la civilisation, à qui on accorde le privilége d'adoucir les mœurs, serait peu avancée en Russie. Ces exécutions

brutales ont quelque chose de féroce et de barbare, dont on ne trouverait d'exemple nulle part ailleurs en Europe.

Sans doute, on pourra dire et on a dit : dans tous les pays vous trouverez ainsi des rois immolés sur leur trône ; Charles Ier en Angleterre, Louis XVI en France, en sont d'éclatants exemples ! et n'avez-vous pas eu des assassins pour frapper Henri III, Henri IV et d'autres encore? Pour celui qui observe les choses de sang-froid et examine sans partialité, il n'existe aucune similitude entre la mort de Charles Ier et de Louis XVI, frappés juridiquement, sinon justement, entre le meurtre d'Henri III et d'Henri IV, tombant sous le couteau du fanatisme religieux, et ces assassinats commis dans l'ombre des palais russes, ces scènes sanglantes qui n'ont pour acteurs que les membres d'une même famille et les plus rapprochés du sang : comparer cela à ce qui s'est passé dans les grands mouvements révolutionnaires de l'Europe, est impossible. Ne croirait-on pas plutôt assister à ces tragédies intimes qui se jouent dans les sérails des despotes de l'Asie ou de Constantinople? Ce sont comme ici des intrigues de palais, des meurtres de fils par leurs pères et de pères par leurs enfants. Non, dans aucune des histoires de l'Europe, on ne trouvera de comparaison possible.

En Europe, un souverain est frappé, tout le peuple s'émeut : ce sont des cris de joie ou des cris de douleur, selon que ce souverain est détesté ou adoré; on s'inquiète qui l'a frappé, pourquoi il est tombé, et la nation tout entière fait entendre sa voix. En Russie comme en Asie, chez tous ces peuples de la même famille qu'a vus naître l'Orient, le peuple ne prend jamais part à ces drames intérieurs : que lui importe, en effet, que le souverain soit mort, puisque l'autre est là, et que sous l'un comme sous l'autre, il est toujours esclave.

Rien, en effet, ne semble démontrer plus puissamment l'esclavage du peuple en Russie, que cette indifférence à l'égard des souverains qu'une mort violente fait tomber du trône. Et cependant ceux qui prétendent que les Russes ne sont pas esclaves, qu'ils aiment et adorent leur puissant maître, viennent dire qu'il existe entre ce maître et ses sujets un lien mystérieux; il est difficile de trouver un lien, si mystérieux qu'il soit, entre un homme, dont la vie et la mort sont si indifférentes à son peuple, et ce peuple, qui ne recherche jamais la main criminelle qui vient de frapper son souverain.

Qu'il existe un lien entre la nation et le principe de l'omnipotence autocratique, on peut le concéder; et, sous ce point de vue, le meurtre d'un

empereur serait un crime encore bien plus horrible que dans tout autre pays, car l'empereur est le chef de la religion ; c'est pour l'église gréco-russe, ce qu'est le pape pour l'Église catholique ; c'est bien plus qu'un roi, c'est le pontife souverain, le ministre de Dieu sur la terre, et porter sa main sur lui, c'est en quelque sorte la porter sur la Divinité ; ce n'est plus seulement un crime de lèse-majesté, c'est un sacrilége. Aussi un auteur russe, M. Tolstoï, a dit : « En Russie, la loi » qui émane directement des souverains acquiert » plus de force que les lois qui proviennent des » assemblées délibérantes, par la raison qu'il y » a un sentiment religieux attaché à tout ce qui » dérive de ce principe, l'empereur étant *le chef* » *né de la religion,* et le peuple, que les doctrines » *déicides* n'ont pas encore entamé, considère » comme sacré tout ce qui découle de cette » source (1). »

Si le nom de peuple s'applique à ceux qui entourent le czar, l'opinion de M. Tolstoï est complétement fausse, et les exemples que nous venons de citer suffisent pour prouver qu'ils ne reculent pas devant le *déicide.*

Voici ce que dit Fletscher du gouvernement qu'il trouva établi en Russie :

« Leur gouvernement, dit-il, est à la mode

(1) *Coup d'œil sur la législature russe.*

turque, ou du moins ces deux systèmes de gouvernement sont aussi rapprochés que les deux pays qu'ils régissent.

» La forme de ce gouvernement est tout à fait tyrannique ; tout y est absolument soumis à la volonté du prince, et cela de la manière la plus brutale et la plus barbare. Le monarque tient la noblesse et le peuple dans une dépendance complète, mais pourtant à des degrés différents : ainsi, il donne aux nobles une espèce de liberté injuste et sans bornes vis-à-vis du peuple, leur permettant de le pressurer et tourmenter à leur gré, partout où se trouvent leurs domaines, ou bien là où ils sont envoyés par le prince pour gouverner en son nom. Mais noblesse ou peuple, tous ne sont que les pourvoyeurs de l'empereur, dans les coffres de qui tout vient tomber en définitive.

» Pour ce qui constitue la souveraineté, c'est-à-dire le pouvoir de faire ou de défaire les lois, de créer des magistrats, de faire la guerre ou la paix, de condamner ou d'accorder la vie, tout cela dépend si pleinement et si absolument du czar et de son conseil, qu'on peut dire qu'ils réunissent le droit de dicter leur volonté et de la faire exécuter.

» Hors les membres de ce conseil, le czar ne donne à personne la voix sur ces matières, si

ce n'est à un petit nombre d'évêques, d'abbés et de moines; mais ceci, c'est tout simplement pour se faire des armes de la superstition du peuple contre lui-même, toutes choses lui paraissant justes et saintes lorsqu'elles se font du consentement de ses évêques et du clergé, quelle que soit d'ailleurs cette chose en elle-même; aussi le souverain profite-t-il de la corruption de l'église telle qu'elle est organisée en Russie, en ce moment, et prend-il soin de l'entretenir par des faveurs extraordinaires accordées aux évêques, aux abbayes et aux couvents, sachant bien, du reste, que la superstition et la religion altérée sont ce qui convient le mieux à un État tyrannique et sont les meilleurs instruments pour le soutenir et le maintenir.

» Les offices publics et la magistrature ne sont pas héréditaires, et il n'y a si petite ni si grande charge qui ne soit à la discrétion du souverain. Tous les agents du gouvernement dans les principales villes sont nommés par lui.

» On peut dire la même chose pour la justice, et principalement en ce qui concerne la vie et la mort des sujets.

» Personne n'a d'autorité qui procède d'une charte ou d'un privilége; mais toute espèce de pouvoir est donné par le czar suivant son bon plaisir, et encore il est imposé à ce pouvoir tant

de restrictions, que ceux qui le possèdent ne peuvent décider dans aucune matière spéciale, mais qu'il faut renvoyer souvent devant le conseil du czar à Moscou.

» Pour montrer sa toute-puissance sur la vie même de ses sujets, le dernier empereur Ivan avait l'habitude, s'il rencontrait dans ses marches ou dans ses promenades un visage qui lui déplût, d'ordonner qu'on tranchât la tête au malheureux que le hasard avait ainsi conduit sur ses pas ; cet ordre s'exécutait à l'instant, et la tête roulait aux pieds de l'empereur.

» Pour ce qui est des appels souverains et des grâces en matière criminelle, c'est encore remis entièrement au bon plaisir de l'empereur. Il y avait autrefois quelques membres de l'ancienne noblesse qui possédaient diverses provinces par héritage ; les seigneurs avaient une autorité absolue sur ces provinces, pouvant ordonner et décider dans toutes les matières suivant leur volonté et sans contrôle de l'empereur, ni appel devant lui ; mais ceci a été supprimé par Ivan, père de l'empereur actuel (1). »

Toutefois, dans cet exercice d'un si large

(1) Les seigneurs dont parle ici Fletscher, sont probablement les descendants des douze fils de Wladimir, entre lesquels ce prince en mourant, en 1015, avait partagé son vaste empire. Entre ses fils eurent lieu de fréquentes querelles, et il en résulta que l'un d'eux finit par prendre sur les autres un empire suprême.

pouvoir, l'empereur apporte un faux semblant de discrétion, et il semble parfois prendre des avis, convoque de temps en temps une assemblée, à laquelle Fletscher donne improprement le nom de parlement, car elle n'est composée que d'esclaves soumis du monarque. « Cette assemblée, dit Fletscher, nommée dans le pays *Zabore*, se compose d'abord de l'empereur, d'une vingtaine de nobles, tous faisant partie de son conseil, puis, d'une vingtaine de membres du clergé; car, pour les bourgeois, ajoute-t-il, et tous autres qui pourraient représenter le peuple, il n'y a pas de place pour eux. Les gens du peuple ici ne sont guère considérés que comme des domestiques ou des esclaves, faits pour obéir et nullement pour s'occuper des lois, ni de rien de ce qui touche aux affaires publiques.

» Lorsque ce conseil extraordinaire est assemblé, il y a un secrétaire qui expose les principales affaires à examiner. Car, ajoute Fletscher, proposer des bills que chacun jugerait utiles au bien de l'État (comme cela se pratique en Angleterre), c'est une chose dont le parlement russe n'a pas l'habitude, et que d'ailleurs il n'a pas la liberté de faire. »

D'après ce que rapporte Fletscher, les délibérations de cette assemblée ne sont pas longues.

« Ce sont les membres du clergé qui ont le droit de donner les premiers leur avis, et cet avis, uniforme pour tous, est formulé comme il suit, quel que soit d'ailleurs le sujet en question : « L'em-
» pereur et son conseil ont une grande sagesse,
» une grande expérience de l'administration des
» affaires du royaume, et ils sont bien plus
» capables de juger ce qui convient au bien
» public, que nous ne le pourrions être, nous,
» consacrés seulement au service de Dieu et ne
» nous occupant que de matières religieuses.
» L'empereur et son conseil peuvent donc passer
» outre ; nous nous bornerons à les aider de nos
» prières, ainsi que nous le commandent notre
» devoir et nos fonctions. »

« Là-dessus, un moine se lève et prie Sa Majesté de dire ce qu'elle a jugé et décidé relativement aux affaires exposées par le secrétaire ; le secrétaire à son tour répond au nom de l'empereur :
« S. A. et son noble conseil, après mûr examen,
» ont trouvé les mesures proposées bonnes et né-
» cessaires au bien de l'État, cependant ils croient
» devoir demander à des hommes religieux et con-
» naissant ce qui est bien, de leur donner leurs
» bons avis, leur censure même, s'il y a lieu, afin
» d'adopter ou corriger lesdites mesures. Par con-
» séquent, le clergé est invité de nouveau à don-
» ner franchement son avis, et, si cet avis est en

» faveur des mesures, on procédera à l'examen. » Comme on le pense bien, le clergé s'empresse de consentir à tout; le secrétaire dresse alors, sous forme de proclamation, les actes ainsi passés et les expédie dans chaque province pour être exécutés. Cette plaisante session ainsi terminée, l'empereur donne au clergé un dîner de cérémonie, puis chacun s'en retourne chez soi. »

Après nous avoir ainsi montré la forme du gouvernement, ou plutôt les apparences sous lesquelles on déguise ce gouvernement, Fletscher nous introduit dans l'État et nous fait voir la politique intérieure dans quelques-uns de ses détails.

Dans un chapitre consacré à la noblesse et aux moyens employés pour la réduire à une condition convenable au gouvernement despotique, Fletscher expose qu'il y a trois degrés de noblesse. « Le premier se compose des ducs privilégiés, classe importante par sa naissance, son autorité et ses revenus. Ces seigneurs avaient une autorité absolue dans leurs districts; mais ils devinrent dépendants de la maison de Rurik, lorsque celle-ci commença à devenir puissante et à s'étendre sur ses voisins. Ils n'étaient alors obligés envers l'empereur qu'à lui fournir, en temps de guerre, un certain nombre de chevaux; mais le dernier empereur Ivan, prince d'un esprit

rusé, désirant ramener son empire à une forme régulière, diminua peu à peu le pouvoir de ces seigneurs et le réduisit par degrés, jusqu'à ce qu'enfin ils fussent non-seulement ses vassaux, mais encore ses vilains et ses esclaves; car c'est ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes dans les actes publics ou dans les demandes particulières qu'ils adressent à l'empereur : de sorte qu'aujourd'hui ils ne tiennent leur autorité, leurs domaines, leur vie même, que du bon plaisir de l'empereur, ainsi qu'il en est pour tout le monde. Pour arriver à ce résultat, Ivan employa plusieurs moyens : d'abord il détruisit le prestige de leurs titres et de leurs dignités, en choisissant dans les classes inférieures des gens qu'il favorisait, et en les égalant aux membres des plus nobles maisons; il profita ensuite de leur méchanceté et de leurs disputes entre eux, pour faire porter devant lui les sujets de contestations et les fit s'accuser mutuellement de pratiques secrètes et de conspirations contre sa personne et contre l'État. Après avoir ainsi presqu'anéanti les premiers d'entre la noblesse, il pensa qu'il était temps d'agir ouvertement et de forcer les autres à lui céder leurs droits.

» La noblesse était divisée en deux parties ou factions : l'une était composée des nobles qu'Ivan lui-même protégeait; l'autre contenait ceux dont il

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible] qu'il [illegible] dans la seule ville de Moscou.

« Après [illegible] les nobles, les avoir dépouillés de leurs terres, de leurs domaines, de leurs privilèges, et n'avoir laissé à une partie

d'entre eux que leurs noms, il leur donna d'autres terres, qu'ils ne tenaient alors que de sa libéralité; puis, il les envoya dans quelques provinces éloignées, où ils ne pouvaient avoir ni faveur, ni autorité, puisqu'ils y étaient inconnus; si bien qu'aujourd'hui, les chefs de cette noblesse ne sont pas plus que le reste de la nation, excepté toutefois dans l'opinion et la faveur du peuple, qui les considère toujours et leur conserve même les prérogatives de leur rang dans toutes les réunions publiques. »

Ivan ne laissa pas sa tâche incomplète : après avoir abaissé et ruiné la noblesse, il fallait l'empêcher de se relever et de recouvrer ses dignités. Voici, suivant Fletscher, les moyens qu'il mettait en usage : « D'abord beaucoup des héritiers nobles sont tenus dans le célibat, afin que leur famille s'éteigne avec eux; d'autres sont envoyés en Sibérie, dans le Kazan et à Astrakhan, sous le prétexte du service de l'empereur, et là, ils sont traitreusement mis à mort; d'autres sont enfermés dans des abbayes et se font moines; mais bien que leurs vœux semblent être volontaires, ils y sont forcés par la crainte qu'on ne leur impute quelque crime imaginaire, dont on les punirait cruellement. Dans ces couvents, ils sont gardés par des commissaires spéciaux, qui répondent sur leur tête qu'ils ne s'échapperont

[illegible]

[illegible] de plusieurs [illegible] terminé en [illegible] maternel le [illegible] supposé, mort [illegible] autre crime. » Et il [illegible] de dire sur [illegible] les familles im- [illegible] : il ne leur [illegible] peuple, qui [illegible] qu'elles ont [illegible]

[illegible] de noblesse se compose [illegible] l'empereur à honores du titre de [illegible] par conséquent aussi ses créatures [illegible] Le troisième degré, ce sont les [illegible] qui ont commandé dans la guerre de l'empereur, et enfin le quatrième et dernier degré se compose des jeunes frères des chefs des maisons nobles, qui n'ont aucun héritage, si ce n'est le titre de duc : car c'est une des facultés accordées à tous les degrés de noblesse, que le titre passe aux enfants ; mais comme sou-

vent l'héritage ne se compose pas d'autre chose, il en résulte qu'on voit de ces ducs enchantés de servir un homme du commun, pour 5 ou 6 roubles par an. »

Après la noblesse, le reste de la nation peut se diviser en deux classes : l'une, un peu supérieure à l'autre, est composée des soldats, fils de gentilshommes, et des fonctionnaires subalternes; et l'autre comprend, sous la dénomination de *moujicks*, les marchands, ouvriers, artisans, tout le peuple enfin. Cette dernière classe mérite un chapitre tout entier; Fletscher lui en a consacré un, et le tableau qu'il trace de leur condition donne l'exemple de la plus cruelle servitude.

« On peut comprendre, dit-il, d'après ce qui a été dit déjà de la manière de gouverner et de l'état de la noblesse, quelle est la condition du peuple. Pour la liberté individuelle des gens de cette classe, voici ce que c'est : ils n'ont ni voix, ni place dans le *Zabore*, où se font les lois et les réglements d'ordre public; en outre, ces lois tendent toujours à les opprimer; car les deux autres degrés, la noblesse et le clergé, qui ont voix dans le *Zabore* (bien que, d'après ce qu'on a vu, il soit facile de juger que ces deux ordres soient loin de jouir de la liberté qui devrait leur être accordée dans ce conseil, pour le bien de l'État), ces deux ordres s'arrangent de manière

[illegible]

[illegible]

[illegible]

au tableau de la justice publique, après avoir parlé des différents supplices infligés aux criminels, ajoute : « Ceci s'entend des criminels ordinaires; car si le vol ou le meurtre en question a été commis sur un pauvre moujick par un membre de la noblesse, non-seulement il n'y a pas de punition, mais il n'y a pas même de citation devant les tribunaux; les nobles coupables donnent pour raison que la victime est leur *kolophey* ou esclave; si le coupable est un gentilhomme soldat, peut-être l'empereur le fera-t-il parfois mettre en prison; si le fait est public, on pourra réprimander l'auteur, mais là se bornera sa punition.

» De même, si un homme tue son domestique, on ne lui dit que peu de chose ou même rien du tout, toujours par la même raison, que la victime est un *kolophey* ou esclave et que son maître a sur lui droit de vie et de mort; quelquefois le meurtrier sera puni, s'il est riche, mais alors c'est plutôt sa bourse qu'on poursuit que lui-même. Il n'y a pas de lois écrites, si ce n'est un petit livre qui contient la détermination du temps et du lieu des séances, la manière de procéder, etc., mais rien qui puisse guider, pour prononcer entre celui qui a tort et celui qui a raison. La loi, c'est la parole (*speaking law*) de l'empereur, de ses ministres et de ses agents,

partant, leur bon plaisir; et c'est ce qui prouve combien est misérable la condition de ce peuple, d'avoir, pour lui donner des lois et les appliquer, ceux-là même contre l'injustice et l'oppression desquels il aurait besoin de lois fortes et puissantes.

» Quant à leurs terres et à leurs biens, ils sont exposés sans défense à la rapine et aux déprédations, non-seulement des plus puissants seigneurs, mais de la noblesse, des officiers et des soldats. Outre les taxes, impôts et autres exactions auxquelles les soumet l'empereur, ils sont tellement pressurés et pillés par les nobles, les officiers et les messagers que l'empereur envoie pour les affaires publiques, notamment dans le voisinage des grandes villes, qu'il n'est pas rare de voir des villages d'un demi mille et même d'un mille d'étendue tout à fait inhabités : c'est qu'alors le peuple s'est retiré pour sauver du pillage ce qui lui reste encore. Ainsi, par la route de Moscou, entre Wologda et Yaroslaw (dans un espace d'environ cent milles anglais), on rencontre au moins cinquante villages désolés et entièrement abandonnés par les habitants. La même chose a lieu sur les autres points du royaume, au dire de ceux qui ont parcouru le pays, plus que je n'ai eu le temps ou l'occasion de le faire. »

A la peinture d'une condition si dégradante, on s'étonne que le peuple russe s'y soit soumis sans murmure; Fletscher ne peut se défendre non plus de ce sentiment, et il en cherche les raisons lorsqu'il parle du gouvernement des provinces : « Si le gouvernement des Russes, dit-il, était organisé pour rendre justice à tout le monde indistinctement, comme il l'est pour tenir la noblesse aussi bien que le peuple dans une soumission complète, ce ne serait peut-être pas une mauvaise politique pour maintenir un état aussi vaste que le royaume de Russie; mais l'oppression et l'esclavage sont tellement patents et tellement grands, qu'on se demande avec étonnement comment la noblesse et le peuple pourraient s'y résigner, s'ils avaient un moyen quelconque d'y échapper ou de s'en délivrer, et aussi comment les empereurs eux-mêmes peuvent consentir à exercer un tel empire, avec tant d'injustice et de dureté, sur leurs sujets, qui sont chrétiens comme eux.

» Voici comment on peut expliquer la difficulté qu'il y aurait à changer ou modifier le gouvernement russe, tel qu'il est constitué aujourd'hui : d'abord, il n'y a pas un membre de la noblesse capable de se mettre à la tête du pays, car les seigneurs et les quatre principaux ministres ne sont pas réellement des nobles, mais des hommes

[illegible] si par [illegible] la pensée de quelque [illegible] plus que le menu [illegible] d'armes et totalement étranger à la pratique militaire état dans lequel on le tient, du reste, avec intention, est continuellement dépouillé de son argent, quelquefois sous le prétexte de quelque service pour la défense commune, quelquefois sans qu'on se donne même la peine de prétexter ni l'utilité publique, ni celle de l'empereur. De sorte qu'il

n'y a nul moyen, ni pour la noblesse, ni pour lepeuple, de tenter un changement quelconque, tant que les forces militaires de l'empereur (qui s'élèvent environ à huit mille hommes toujours sous les armes) les tiendront ainsi de près et enchaînés à leur condition actuelle.

» Cette dure oppression ôte aux gens du peuple tout courage pour se livrer à leur commerce, car, plus ils ont, plus ils courent de dangers, non-seulement pour leurs biens, mais aussi pour leur vie; s'ils ont quelque chose, ils le conservent comme ils peuvent, le portant quelquefois dans les couvents, quelquefois l'enfouissant dans la terre et dans les bois, comme on fait quand on craint une invasion étrangère; c'est au point que vous les verrez souvent effrayés qu'un boyard ou gentilhomme sache qu'ils ont telle ou telle chose à vendre. Je les ai vus quelquefois, quand ils avaient exposé leurs marchandises pour un chaland, regarder derrière eux et de tous côtés, comme des gens qui ont peur d'être surpris par l'ennemi; et, quand je leur en demandais la raison, ils me disaient qu'ils craignaient que ce ne fût un noble de l'empereur qui fût venu avec sa suite et qui leur tendît un piége, pour ensuite leur enlever de force leurs marchandises.

» Il en résulte que le peuple, quoique d'ailleurs

habitué à la fatigue, s'abandonne à la paresse et à l'ivrognerie, et aussi que les denrées de Russie se produisent et s'exportent en bien moins grande quantité que cela devrait avoir lieu; le peuple, pressuré et dépouillé, est découragé du travail. »

Un fait, rapporté par Fletscher, peut donner une idée de la dégradation morale dans laquelle vit le bas peuple : « Les boyards et gentilshommes de Novogorod et du pays environnant étaient en campagne contre les Tartares; la campagne finie, ils se disposèrent à retourner chez eux. Chemin faisant, ils apprennent que leurs serfs avaient profité de leur absence pour s'emparer de leurs villes, de leurs terres, de leurs maisons, de leurs femmes, de tout enfin; ces nouvelles les troublèrent quelque peu, et, quoique dédaignant de tels adversaires, ils hâtèrent leur marche. A quelque distance de Novogorod, ils se disposèrent au combat; mais, en réfléchissant sur ce qu'il y avait de mieux à faire, ils se décidèrent à marcher contre les révoltés, sans employer d'autres armes que les fouets, que chaque homme tient ordinairement à la main quand il monte à cheval; ils comptaient par là rappeler à leurs serfs leur servile condition, les terrifier et abattre leur ardeur. Ils avancèrent donc et commencèrent l'attaque en faisant claquer leurs fouets;

ce bruit parut si terrible aux oreilles des vilains, et leur représenta si vivement la rudesse de l'instrument, qu'ils se débandèrent et s'enfuirent de tous côtés, comme un troupeau devant des bergers. En souvenir de cette victoire, les Novogorodiens ont, depuis ce temps, fait frapper sur leur monnaie un cavalier tenant un fouet à la main.

» Quoique les gens du peuple ne paraissent pas impropres à acquérir des connaissances, comme on en peut juger par l'intelligence naturelle des enfants, ils n'excellent cependant dans aucune industrie, et encore moins dans les sciences; ils n'ont aucune espèce de connaissance littéraire; du reste, on les en éloigne à dessein, ainsi que de tout exercice militaire, afin qu'ils soient plus souples dans la condition servile où on les tient et qu'ils n'aient aucun désir de changement et ne fassent aucune tentative pour y arriver; c'est aussi dans ce but qu'on les empêche de voyager, afin qu'ils n'apprennent ni ne voient rien des usages étrangers. Vous rencontrerez à peine un Russe voyageur, à moins qu'il n'ait suivi un ambassadeur ou n'ait pu s'échapper du pays, ce qui est très-difficile, par la raison que les frontières sont sévèrement gardées et qu'une tentative semblable est punie de mort et de la confiscation des biens. Ils n'apprennent

[illegible] d'entre eux le [illegible] qu'un étran- [illegible] pénètre dans le [illegible] raison : aussi a-t-[illegible] 1589 [illegible] si l'on devait [illegible] du voisinage [illegible] établir leur résidence [illegible] pour l'admission [illegible] intérieur du pays, [illegible] l'infusion de mœurs [illegible]. Dans le même but [illegible] sont sévèrement [illegible] le fils d'un [illegible] : il n'a aucun moyen [illegible] position, à [illegible] il n'ob- [illegible] d'un secré- [illegible] homme à la [illegible] son père, est plus [illegible] les Russes dans une soumission [illegible] pour leur faire acquérir des qualités, [illegible] peuple, n'ayant aucun motif ni stimulant pour chercher à améliorer leur position, mais au contraire se créant, en quelque sorte, des dangers, s'ils viennent à se distinguer par quelque noble ou importante qualité. »

D'après ce que rapporte Fletscher, la grande affaire de l'empereur, c'est d'augmenter et d'en-

fler continuellement son trésor. Il entrait alors annuellement dans les coffres de l'empereur 1,430,000 roubles, produits par les droits ordinaires. Bien que ce soit là, pour l'époque, une somme assez ronde et qui, dit Fletscher, « est de *l'argent clair et net*, » ce trésor s'enrichit encore de fourrures et autres denrées envoyées de tous les coins de l'empire. « Mais ce n'est pas tout encore, à cela il faut joindre, dit notre voyageur, les saisies et confiscations sur tous ceux qui sont tombés en disgrâce, ce qui s'élève à une assez forte somme, puis les impositions extraordinaires et les exactions supportées par les officiers, les monastères, etc., non pas même dans un besoin apparent pour l'usage du prince ou le gouvernement, mais par habitude et suivant la volonté du monarque. »

Toutefois, l'empereur ne manque pas de motifs pour lever ces impôts, et les étranges prétextes qu'il prend, forment un des curieux chapitres de l'ouvrage de Fletscher. « L'empereur est passé maître en pareille matière; toutes les mesures qu'il prend ne tendent qu'à une chose : piller son peuple et grossir son trésor; et, ajoute notre auteur, le dernier empereur Ivan disait souvent à ce propos : « Le peuple est » comme ma barbe, plus on la tond, plus elle » pousse serrée; » ou bien : « Le peuple est

» comme les moutons qu'il faut tondre au moins » une fois l'an, pour qu'ils ne soient pas sur- » chargés par leur toison. » Voici les différentes manières mises en usage par l'empereur pour faire arriver l'argent dans ses coffres :

« D'abord, il n'empêche pas les extorsions, exactions et rapines de toutes sortes, commises par les ducs, gouverneurs et autres fonctionnaires, dans leurs provinces; il les laisse faire jusqu'à ce que leur temps soit expiré; puis, alors, il les suce à son tour. Il les menace d'un châtiment pour leur conduite, et leur fait rendre tout ou la plus grande partie du butin qu'ils ont injustement fait sur le peuple; tout cela vient dans les coffres de l'empereur, mais jamais la moindre parcelle n'est restituée au légitime propriétaire, quel que soit le dommage qu'on lui ait causé. Le changement fréquent des gouverneurs favorise admirablement cette tactique, car ceux qui les remplacent étant plus nouvellement lâchés contre le peuple, sucent avec plus d'énergie, pendant les premiers moments, comme les mouches de l'empereur Tibère, qui trouvaient encore quelque chose de neuf sur un vieil ulcère, et auxquelles il comparait ses préteurs et ses proconsuls. »

Fletscher revient plusieurs fois sur ce sujet; car, dans son chapitre sur le gouvernement des provinces, il avait déjà dit, en parlant de ces gouver-

neurs : « Ce sont des hommes sans crédit, sans influence sur la population qu'ils vont gouverner; on a soin qu'ils ne soient pas nés dans le district qui leur est assigné, qu'ils n'y aient aucun héritage, non plus que dans les environs; et comme leurs appointements sont très-minimes, ils sont suspects et odieux au peuple, qui ne les voit qu'en tremblant arriver ainsi ordinairement tous les ans, pauvres et affamés, tous prêts à le rançonner et le piller, sans la moindre apparence de justice, sans le moindre scrupule de conscience. Les supérieurs de ces agents les laissent faire, dans le but de pouvoir les rançonner à leur tour et d'avoir la curée plus ample, quand ils leur demandent compte à la fin de leur administration, profitant ainsi de leur injustice et de leur cruauté envers le peuple.

» Aussi, les gouverneurs emploient-ils tous les moyens pour rassembler les plus riches dépouilles possibles pendant le temps de leur gouvernement, en songeant qu'il faudra prélever la part de l'empereur d'abord, puis celle de leur supérieur, et qu'il doit enfin leur en rester à eux-mêmes une assez belle part.

» Quelquefois, l'empereur fait un exemple d'un de ces fonctionnaires qui aura pillé le peuple avec plus d'impudeur que les autres; il se donne ainsi l'air de désapprouver l'oppression sous la-

quelle gémit son peuple, et il en rejette la faute sur ces mauvais fonctionnaires. »

Voici une petite série assez curieuse des divers moyens mis en œuvre par les empereurs pour se procurer des fonds :

« Quand l'empereur est sur le point d'établir une forte taxe ou un nouvel impôt, il feint d'être dans une pénurie complète d'argent : c'est ainsi que, dans les commencements de son règne, un empereur, à qui son père avait laissé de grandes richesses, vendit, d'après l'avis de ceux qui l'entouraient, la plus grande partie de sa vaisselle et en fit frapper monnaie, comme s'il avait été réduit par le besoin à cet expédient : il en est résulté un impôt.

» L'empereur permet à ses sujets de donner librement aux monastères, ce que la superstition leur fait faire très-souvent, surtout à leurs derniers moments. Il tolère qu'ils déposent dans les couvents leur argent et ce qu'ils possèdent, afin de le mettre à l'abri. Aucune restriction n'est apportée à ces dons ni à ces dépôts, comme cela a lieu dans quelques États de la chrétienté. Il en résulte, pour les monastères, un grand accroissement de bien-être ; mais l'empereur n'agit ainsi qu'afin d'avoir l'argent de son royaume tout rassemblé et presque sous la main, quand il lui prend envie de s'en saisir ; quelquefois cela se fait sans bruit, les moines aimant mieux d'ail-

leurs partager ce qu'ils ont, à mesure que le bien leur arrive, que de tout perdre à la fois, ce qui eut lieu notamment sous le dernier empereur.

» Ivan IV se servit pour cela d'un moyen bien étrange, et que peu de princes eussent voulu tenter, si ce n'est à la dernière extrémité : il résigna sa puissance aux mains d'un certain Velita Knez Siméon, fils de l'empereur de Kazan, comme s'il eût voulu, lui, se retirer de toute affaire publique dans le calme de la vie privée. Avant la fin de l'année, il fit retirer, par le nouveau czar, toutes les chartes accordées aux évêchés et aux monastères, et dont ceux-ci jouissaient depuis plus de cent ans. Cela fait, Ivan parut trouver mauvaise la conduite et l'administration du nouveau monarque, et reprit le sceptre; puis, plein de zèle pour l'église et les hommes de Dieu, il fut heureux de restituer les chartes, etc., en prenant la précaution de réunir à la couronne autant de terres qu'il le trouva bon. En outre et sous ce même prétexte de restitution, il extorqua aux communautés une énorme quantité d'argent, aux unes 40, aux autres 50, à quelques unes 100 mille roubles. Il avait d'ailleurs un double but dans ce singulier manége : il voulait, comme nous l'avons dit, tirer de l'argent, mais aussi détruire la mauvaise opinion qu'on avait de son gouvernement, en en montrant un pire que le sien. C'était, du reste,

un moyen dangereux pour lui, qui était (et il le savait bien) haï de ses sujets, de mettre ainsi un autre en selle à sa place, car celui-ci aurait bien pu s'en aller avec son cheval, pendant que lui se promenait à pied.

» L'empereur envoie des agents dans les provinces où se produisent certaines denrées, telles que les fourrures, la cire, le miel; là, ces agents accaparent tout un article, quelquefois deux, quelquefois davantage, en achetant à un prix très-bas qu'eux-mêmes imposent; ils revendent ensuite les mêmes articles à un prix excessif à leurs propres marchands et aux marchands étrangers; quand les premiers refusent d'acheter, on les y force.

» La même chose a lieu lorsque quelque marchandise indigène ou étrangère, ainsi accaparée par l'empereur et reçue dans son trésor, vient à se détériorer par un long abandon ou quelque autre accident : les marchands sont obligés de l'acheter bon gré mal gré. L'année dernière (1589), la bougie du pays fut ainsi accaparée, de telle sorte que personne ne put se fournir de cette denrée, si ce n'est en l'achetant à l'empereur.

» On amasse aussi différentes espèces de marchandises étrangères, telles que soie, draps, plomb, perles, etc., introduites dans le royaume par des marchands turcs, arméniens et autres;

l'empereur force alors les marchands du pays à les acheter à ses agents et au prix qu'il a fixé.

» Il fait un monopole de certains articles : au moment où on doit lui payer les redevances, il en élève le prix, et personne ne peut vendre la même espèce de marchandises, jusqu'à ce que l'empereur soit payé.

» Dans chaque grande ville du royaume, il y a des cabarets *(cabacks)*, où l'on vend de l'eau-de-vie, de la bière, etc.; l'empereur en retire une rente assez forte : quelques-uns paient 800 roubles par an, d'autres 900, d'autres 1,000, d'autres 2,000 et même 3,000. Ces *cabacks* sont la source d'un grand nombre de fautes et de crimes : le pauvre laboureur et l'artisan y dépensent la nourriture de leurs femmes et de leurs enfants; quelques-uns portent dans ces cabarets 20, 30, 40 roubles, quelquefois plus, et se livrent à la boisson jusqu'à ce que tout soit dépensé, et cela en l'honneur, comme ils disent, de l'hospodar ou de l'empereur. Vous en verriez qui ont tout bu, jusqu'à leur chemise, et qui se promènent tout nus. Tant qu'ils sont dans ces *cabacks*, personne ne peut les faire sortir pour quelque cause que ce soit, parce que le revenu de l'empereur en serait diminué.

» A son instigation, un des boyards ou des nobles de sa cour, qui ont des maisons dans

Moscou, feint qu'il a été volé: il envoie aussitôt au commissaire de police de la ville pour trouver les objets volés; comme nécessairement on ne les trouve pas, on punit la ville de sa mauvaise administration, en lui faisant payer 8, 9 et 10,000 roubles à la fois.

» Dans ces exactions incroyables, le souverain invente quelquefois les plus étranges prétextes : ainsi, Ivan, père de l'empereur actuel, envoya un jour demander, à Perm, certaines pièces de bois de cèdre, arbre qu'il savait bien ne pas croître dans cette province; les habitants répondirent qu'ils n'en pouvaient point trouver; sur cette réponse, l'empereur frappa le pays d'une amende de 12,000 roubles, comme si les habitants avaient caché ce qu'on leur demandait. Une autre fois, il fit dire que la ville de Moscou eût à lui fournir une mesure pleine de mouches vivantes, pour un remède; on répondit que la chose était impossible, et que si on attrapait tant de mouches, on ne pourrait les mesurer sans les laisser échapper; cette fois l'amende ne s'éleva qu'à 7,000 roubles seulement.

» Il extorqua à sa noblesse 30,000 roubles par différentes ruses, entre autres, parce qu'il avait manqué son coup à une chasse au lièvre, comme si la chasse que ses nobles donnaient aux lièvres en avait été la cause. A son tour, la noblesse fait,

comme c'est l'usage, payer au pauvre peuple. Tout cela paraîtra sans doute étrange, et on trouvera que ce sont de plaisants moyens; mais ils sont parfaitement en harmonie avec le caractère des empereurs et le triste esclavage des habitants de ce malheureux pays. »

Du revenu de l'empereur et des étranges moyens employés pour l'augmenter, Fletscher passe à l'exposition des forces militaires, chapitre tout spécial et de peu d'intérêt aujourd'hui, si ce n'est qu'on y rencontre cette réflexion que le soldat russe est meilleur pour la défense d'une ville ou d'une place, que pour soutenir le combat en rase campagne. « Ainsi, quand Étienne Bathori, roi de Pologne, assiégea Vobsko (1) avec cent mille hommes, les Russes le repoussèrent et le forcèrent à lever le siége, après lui avoir tué beaucoup de monde et ses meilleurs capitaines; mais, en campagne, les Russes ont toujours été battus par les Polonais et les Suédois. Cependant on donne des encouragements aux soldats : si l'un d'eux a été plus vaillant que les autres, ou s'il a fait quelque action d'éclat, l'empereur lui envoie une pièce d'or avec l'effigie de Saint-Georges à cheval; ils pendent cette médaille à leur cou, ou la mettent à leur chapeau, et cette récompense est considérée comme le plus grand honneur qu'on puisse recevoir.

(1) Probablement Vitepsk.

» Quant au chef de ces troupes, après l'empereur, c'est le grand *Voyvode* ou lieutenant-général de l'empereur; l'empereur le choisit ordinairement dans l'une des principales maisons nobles, mais d'aussi peu de mérite que possible et sans connaissance de l'art militaire, afin qu'il n'ait d'autre valeur, aux yeux de ses soldats, que sa noblesse et que ceux-ci n'estiment en lui que cela et rien autre chose; car c'est toujours là le point important que la noblesse et le pouvoir ne se rencontrent pas dans un même personnage, surtout si ce personnage est d'ailleurs d'un esprit éminent et propre aux affaires. »

Arrivant à parler des conquêtes des Russes, Fletscher dit : « Les derniers empereurs russes ont considérablement augmenté leurs domaines et les territoires sous leur dépendance. Leur première conquête, après le duché de Moscou (car avant ce temps ils n'étaient que ducs de Vladimir), a été la ville et le duché de Novogorod; ce qui n'a pas peu contribué à étendre leurs possessions et à leur donner le désir de les étendre encore. Cette conquête a été faite par Ivan, bisaïeul de Théodore, actuellement empereur. Il avait commencé aussi à étendre sa domination sur la Lithuanie et la Livonie; mais cette conquête, tentée par lui sur quelques provinces seulement de ces pays, a été poursuivie et mise à fin

par son fils Vasily, qui s'empara d'abord de la ville et du duché de Pleskow, puis de la ville et du duché de Smolensk, puis encore de beaucoup d'autres villes importantes, avec de vastes territoires qui en dépendaient. Ces victoires sur les Lithuaniens, au temps de leur duc Alexandre, furent plutôt la suite des dissensions civiles de ce peuple, que le fruit des armes russes; mais tout fut reperdu par le petit-fils Ivan Wasilowitsch, il y a environ huit ou neuf ans, par suite d'un traité avec le roi de Pologne, Etienne Bathori, traité qu'il avait été obligé d'accepter après avoir essuyé plusieurs défaites et aussi à cause des inquiétudes que lui causaient les troubles intérieurs de son propre État. A cette époque, l'empereur russe ne possédait de ce côté que quelques villes; en Lithuanie et en Livonie, il n'avait pas une ville, ni même un pouce de terrain.

» Lorsque Vasily avait fait la conquête de ces pays, il avait permis aux habitants de conserver toutes leurs possessions et d'habiter leurs villes, sous le gouvernement de capitaines russes, à la condition de lui payer seulement un tribut; mais les conspirations et tentatives qui furent faites, peu de temps après, lui apprirent à se tenir sur ses gardes vis-à-vis d'eux; et, quand il revint chez eux, pour la seconde fois, il fit périr ou emmena avec lui les trois-quarts des habitants,

[illegible]

» [illegible] Kazan et d'Astrakan furent conquis sur les Tatars par Ivan Wasilowitsch. Il y a environ trente-trois à trente-cinq ans : vers le nord, du côté de la Sibérie, cet empereur avait incorporé à son royaume une vaste étendue de pays, dans un rayon de mille milles d'étendue, à partir de Wichida, sur l'Obi ; de sorte qu'aujourd'hui, il peut prendre le titre de grand chef de la Sibérie.

» Les pays, tels que Perm et Petchora, ont

été conquis récemment, plutôt par des menaces que par l'usage réel de la force; car c'est un peuple faible, nu et sans aucun moyen de défense. »

Néanmoins, les empereurs russes tirent grande vanité de toutes ces conquêtes et sont très-fiers de porter le titre de duc ou de seigneur de tant de villes et de pays. « Leur orgueil, à cet égard, est tel, dit Fletscher, qu'ils forcent, non-seulement leurs sujets, mais aussi les étrangers qui ont quelqu'affaire à traiter avec eux, soit verbalement, soit par écrit, à énoncer la longue kyrielle de leurs titres, depuis le commencement jusqu'à la fin; il en résulte souvent des discussions très-vives avec les ambassadeurs tatars et polonais, qui refusent de leur donner le titre de czar, c'est-à-dire d'empereur, et de répéter cette longue formule tout entière. Quand je fus admis à l'audience de l'empereur, je me contentai de le saluer des titres les plus importants, tels que : empereur de toutes les Russies, grand-duc de Vladimir, de Moscou et de Novogorod, roi de Kazan et d'Astrakhan; j'avais omis le reste à dessein, sachant qu'il se vantait d'avoir plus de titres que la reine d'Angleterre; mais cela fut très-mal pris, et le chancelier, qui accompagnait l'empereur avec le reste de la noblesse, m'avertit, d'une voix aigre, que j'eusse à dire le reste;

à quoi je répondis que la formule était très-longue, qu'un étranger ne pouvait la retenir complète, que j'en avais dit autant qu'il en fallait pour prouver que je rendais honneur à l'empereur pour tout le reste; tout cela fut inutile, il fallut que j'ordonnasse à mon interprète de défiler la kyrielle tout entière. »

Pour conserver toutes ses conquêtes, voici comment s'y prend le gouvernement russe : « Dans les quatre principales villes des frontières, Vobsko, Smolensk, Astrakkan et Kazan, l'empereur place quelques membres de son conseil, non pas de la plus haute noblesse, mais des plus dévoués; il leur donne, afin qu'ils puissent se maintenir dans ce pays, plus d'autorité qu'aux ducs qui sont envoyés dans les autres villes pour gouverner les provinces; ces agents sont changés, quelquefois tous les ans, quelquefois tous les deux ans, ou seulement tous les trois ans; mais ils ne passent jamais ce dernier terme, à moins d'une confiance tout à fait particulière; car, en prolongeant leur séjour, ils pourraient, étant éloignés de toute surveillance, entrer en relation avec l'ennemi; en outre, les villes et forts sont fortement défendus, bien approvisionnés et contiennent des garnisons très-importantes; on y met des vivres pour deux ou trois ans, en cas de surprise.

» Quant aux pays tels que Petchora, Perm et la Sibérie, on les maintient aisément par le même moyen qu'on les a conquis, en montrant plutôt qu'en tirant l'épée : l'empereur a garni le pays de Russes, en nombre égal à celui des habitants, et y a mis quelques garnisons; les magistrats et les fonctionnaires sont des Russes, et l'empereur les change très-souvent, quelquefois deux ou trois fois par an, quoique cependant il n'y ait pas grand danger; le pays est partagé en une infinité de petits gouvernements, comme un bâton cassé par petits morceaux, de sorte qu'il ne reste aucune espèce de force à ces peuples ainsi divisés, alors qu'ils étaient déjà bien faibles étant réunis; on veille enfin à ce que les habitants du pays n'aient ni armes ni argent; et, imposés et pillés souvent, ils n'ont aucun moyen de s'en défendre ou de s'en préserver.

» En Sibérie, où l'empereur poursuit et étend chaque jour ses conquêtes, il y a des châteaux où les garnisons s'élèvent à six mille Russes et Polonais. On fait défricher continuellement le pays, afin de le rendre habitable. Il y a quelque temps, l'empereur a envoyé quelques-uns de ses capitaines, pour circonvenir le roi de Sibérie et l'engager à céder son pays, lui promettant un riche entretien, et, auprès de l'empereur de Russie, une vie bien plus agréable, qu'il n'en pouvait trouver

une en Sibérie; il a été amené l'année passée, et est actuellement auprès de l'empereur, à Moscou.

» Voici en résumé ce que l'on peut dire de la manière dont les empereurs russes gouvernent les pays qu'ils acquièrent, soit par succession, soit par force : ils enlèvent aux habitants les armes et tous les moyens de défense; ils les dépouillent continuellement de leur argent, de leurs biens, ne leur laissant, pendant quelques années, rien que la vie; ils coupent le pays en une infinité de petites divisions, à chacune desquelles ils donnent un gouvernement, de manière que personne n'a jamais assez de force sous la main pour tenter quelque effort, quand même l'occasion s'en présenterait; ils confient le gouvernement à des hommes n'ayant aucune réputation, ni pouvoir par eux-mêmes, et étrangers au pays qu'ils gouvernent; ils changent les gouverneurs ordinairement une fois l'an, afin de ne pas laisser établir de liaison, ni d'affection entre eux et le peuple, ni des relations entre eux et l'ennemi, si par hasard ils étaient dans le voisinage des frontières; ils envoient dans un même lieu des gouverneurs ennemis, afin qu'ils contrôlent mutuellement leurs actes et que les renseignements qu'ils fournissent soient meilleurs; ils envoient dans chaque province des messagers secrets, qui ont leur confiance particulière et qui arrivent à

l'improviste, pour s'informer de tout ce qui se fait et les en instruire. »

Nous voici arrivés à la partie du livre de Fletscher, qui traite de toutes les matières relatives à la religion. Le chapitre le plus important de cette partie, c'est celui où l'auteur expose l'état de l'église.

« Le principal directeur des Russes, en matière de religion, dit-il, avait été, jusqu'à cette époque-ci, le patriarche de Constantinople, qu'ils appelaient le patriarche de Chio, parce que, chassé de Constantinople par les Turcs, il se retira dans l'île de Chio, dont il fit le siége de son patriarcat; de sorte que les empereurs et le clergé russes étaient obligés d'y envoyer chaque année des présents et de lui rendre une espèce d'hommage spirituel. Pendant mon séjour, en 1588, le patriarche de Constantinople ou de Chio vint à Moscou, chassé par les Turcs, au dire des uns, par le clergé grec, selon les autres; l'empereur, adonné aux pratiques de dévotion, lui fit un grand accueil. Avant de venir à Moscou, ce patriarche avait été en Italie auprès du pape, à ce que rapportaient les gens de sa suite; il venait pour traiter avec l'empereur de deux affaires importantes : il lui proposait d'abord de se liguer avec le roi d'Espagne pour faire la guerre aux Turcs; ensuite, et sans doute par esprit de ven-

[illegible] de Rome, [illegible] de [illegible] pas bien [illegible] une troisième [illegible] de son pa- [illegible] siége patriarcal, de [illegible] à Moscou. A cette [illegible] l'empereur prêta une oreille [illegible] une importante [illegible] : il [illegible] traite, [illegible].

[illegible] le patriarche [illegible] siége patriarcal de Chio à [illegible] siége patriarcal était sous la [illegible] chrétienne, [illegible] qu'être bon de [illegible] pays qui professât [illegible] puis l'église russe était la sœur [illegible] de l'église grecque, professait la même doctrine, pratiquait les mêmes cérémonies. Le ruse grec, pour mieux faire passer sa marchandise avariée, fit valoir l'honneur qui rejaillirait sur l'empereur et son royaume, si le siége patriarcal était transféré à Moscou, capitale et

siége de son empire; quant au droit de transférer ce siége et de nommer son successeur, il ne fit point de doute que cela ne dépendît entièrement de l'empereur lui-même. L'empereur, son conseil et les principaux membres du clergé s'assemblèrent à Moscou, et il fut décidé que le métropolitain de Moscou deviendrait le patriarche de toute l'église grecque et aurait l'autorité et la juridiction attachées autrefois au patriarcat de Constantinople. Pour donner plus de solennité à cet acte, le patriarche grec, accompagné du clergé russe, se rendit à la grande église de Notre-Dame, après s'être processionnellement promené dans toute la ville et avoir béni le peuple. Là, il fit un sermon, remit sa résignation écrite et abandonna son patriarcat au métropolitain de Moscou, qui prit possession de ce nouveau titre en grande cérémonie. Le nouveau patriarche reçut, à cette occasion, de riches présents de l'empereur et de l'impératrice, de la noblesse et du clergé. C'est ainsi que le patriarcat de Constantinople est aujourd'hui transféré à Moscou, et on fait croire que ce nouveau patriarche a hérité de la puissance et des droits de l'ancien. En cela, le rusé grec a profité de la superstition des Russes; et, quant à lui, il est maintenant retiré en Pologne, avec un riche butin, s'inquiétant fort peu que son patriarcat soit ou non valable. Cela pourrait

amener une scission entre l'église grecque et l'église russe, si les Russes, tenant à leur patriarcat qu'ils ont payé, les Grecs se choisissaient un autre patriarche à leur gré. Le pape pourrait en profiter pour chercher à amener l'église russe sous sa loi, mais les empereurs russes connaissent trop bien le désavantage qu'ils auraient à se soumettre à la puissance pontificale : le patriarchat de Moscou exerce une autorité supérieure sur toutes les églises, non-seulement de Russie et des possessions russes, mais aussi de toute la chrétienté autrefois soumise au patriarche de Constantinople; c'est du moins ce que se figurent les Russes et leur patriarche.

» Pour toutes les affaires qui ressortent de la juridiction ecclésiastique, tels que les mariages, divorces, etc., le clergé a des commissaires laïcs, qui jouissent du rang des ducs; ces commissaires tiennent les tribunaux et exercent la juridiction en son nom; ils sont aussi tyranniques pour les prêtres que les ducs le sont pour le menu peuple, car l'archevêque lui-même ne peut rien décider pour les affaires de son ressort, mais doit renvoyer devant le commissaire; cela s'explique parfaitement, quand on voit que ce commissaire n'est pas nommé par les évêques, mais par l'empereur lui-même, et qu'il ne rend compte à personne qu'à celui-ci. C'est une grande faveur quand on

permet à un évêque, lors de son installation, de prendre un commissaire à son choix; mais, à vrai dire, le clergé russe, pour ses terres et revenus, aussi bien que pour son autorité et sa juridiction, est entièrement sous les ordres et la direction de l'empereur et de son conseil, et n'a rien que sous leur bon plaisir; le choix et l'élection des évêques appartiennent absolument à l'empereur. Quant à prêcher la parole de Dieu, à instruire et exhorter, ce sont des choses que ne font pas et ne sauraient d'ailleurs pas faire les membres du clergé, complétement ignorants, aussi bien de la parole de Dieu que de toute autre chose. Comme ils craignent de voir leur ignorance découverte, ils veillent à ce que personne n'acquière de l'instruction; c'est pour cela qu'ils ont persuadé aux empereurs qu'il y aurait danger pour l'État à laisser pénétrer dans le royaume aucun nouveau mode ou sujet d'instruction. En cela, du reste, ils ne disent que la vérité; car un homme de sens, dont l'intelligence serait développée par l'éducation, ne pourrait que difficilement supporter un gouvernement aussi tyrannique. Il y a quelques années, du temps de l'autre empereur, il vint, de Pologne à Moscou, une presse et des caractères; une imprimerie fut établie, avec le consentement et même les encouragements de l'empereur lui-même; mais, peu de

temps après, la maison où elle était établie devint, en une nuit, la proie des flammes; la presse et les caractères furent tous perdus ou à peu près, et on suppose que c'est l'œuvre du clergé.

» Le nombre des moines est considérable, non-seulement à cause de la superstition des gens du pays, mais aussi parce que les moines sont plus à l'abri que tous autres des exactions et de l'oppression qui pèse sur le peuple. Outre ces moines volontaires, il en est d'autres qui ont été contraints d'en prendre l'habit; ce sont, pour la plupart, des descendants de la première noblesse; d'autres qui se sont réfugiés dans les monastères, comme dans des lieux d'asile, pour éviter quelque châtiment que leur auraient infligé les lois du royaume; c'est là une protection contre les condamnations, pour quelque crime que ce soit, excepté pour celui de trahison.

» Quant à l'instruction des moines, en général, on peut en juger par celle des évêques.

» Il y a aussi beaucoup de couvents de femmes; dans quelques-uns, on n'admet que des veuves ou des filles nobles, lorsque l'empereur les empêche de se marier, dans la crainte de voir se perpétuer une famille qu'il veut éteindre. Il est inutile de parler de la vie de ces moines et de ces nonnes à ceux qui connaissent l'hypocrisie et l'impureté qui règnent dans ces nids de moines et de reli-

gieuses ; les Russes eux-mêmes, quoique très-superstitieux, en parlent si légèrement, qu'il vaut mieux, par modestie, garder le silence sur ce sujet. »

Enfin, Fletscher dit qu'il y a aussi un grand nombre d'ermites, et il paraît que c'est là que se réfugie tout l'esprit de liberté de la Russie, car, après quelques traits de leur franchise audacieuse vis à vis des empereurs, Fletscher termine en disant : « Quelques-uns d'entre eux paient de leur vie leur franc-parler, ainsi qu'il arriva, sous le dernier empereur, à un ou deux, pour avoir témérairement parlé contre son gouvernement. »

Après avoir ainsi passé en revue toute l'organisation civile et religieuse de la Russie, le voyageur anglais complète son ouvrage par la description des usages et vêtements des Russes, et termine enfin par quelques notes sur le caractère de la nation en général.

« Les Russes, dit-il, auraient une intelligence ordinaire, s'ils avaient les mêmes moyens que les autres nations de la développer par l'instruction et la bonne nourriture de l'esprit. Sans doute, ils pourraient emprunter ces moyens aux Polonais et à leurs autres voisins, mais ils les repoussent, comme s'ils jugeaient que leur mode est la meilleure; il faut l'attribuer aussi, en grande partie,

comme je l'ai dit, à leurs chefs politiques, qui trouvent que ce manque absolu d'instruction et de civilisation est mieux approprié à l'État et bien plus favorable à leur gouvernement, que le peuple supporterait difficilement, si une fois il était plus civilisé et familiarisé avec la connaissance de Dieu et de la bonne politique. Les empereurs font donc ce qu'ils peuvent pour empêcher leurs sujets de s'instruire et les éloigner de tout ce qui pourrait changer leurs mœurs; ces souverains seraient moins blâmables si leurs actions n'étaient pas de mauvais exemple pour leurs sujets; ceux-ci, traités cruellement par leurs magistrats et leurs supérieurs, sont, à leur tour, cruels les uns envers les autres, surtout envers ceux qui sont, relativement, dans une position inférieure; si bien que l'employé le plus humble et le plus infime, qui rampe et se traîne comme un chien devant un gentilhomme, qui lèche la poussière de ses pieds, devient, à son tour, un intolérable tyran quand il est le plus fort; il en résulte que le pays est plein de rapines et de meurtres; on ne fait aucun cas de la vie d'un homme; on est souvent volé quand on sort tard dans les rues des villes, et personne ne sortirait de chez soi pour porter secours à celui qu'on dépouille, bien qu'il crie et appelle.

» Le nombre des mendiants et vagabonds

russes est infini; poussés par une faim extrême et dans le plus complet dénûment, ces malheureux demandent avec violence et désespoir: « Donnez-moi ou tuez-moi, » crient-ils. « Donnez-» moi ou me coupez en morceaux; » et d'autres phrases analogues. Que seraient les Russes vis-à-vis des étrangers, si, vis-à-vis d'eux-mêmes, ils sont cruels et dénaturés! Et cependant on ne peut dire quel vice ils poussent plus loin : la cruauté ou l'intempérance. Je n'en veux pas parler, parce que c'est un sujet trop immonde; le pays entier est couvert de toutes sortes de vices de cette espèce; pourquoi s'en étonner? il n'y a pas de lois pour restreindre ni la prostitution, ni l'adultère, ni toutes les impuretés de la vie.

» Quant à la véracité de leur langage, les Russes, pour la plupart, regardent cela comme de peu d'importance, toutes les fois qu'ils peuvent gagner quelque chose à fausser leur promesse (1). On peut dire avec pleine vérité (et ceux qui ont le plus commercé avec eux le savent bien), que, depuis le plus grand jusqu'au plus petit (sauf quelques rares exceptions), les Russes ne croient jamais rien de ce qu'on leur dit, ni ne disent rien qu'on puisse croire. Ce défaut les rend odieux

(1) La conduite récente de l'empereur Nicolas, dans ses négociations avec la France et l'Angleterre, vient de prouver, qu'à cet égard, rien n'était changé en Russie.

à tous leurs voisins, et surtout aux Tatars qui, auprès d'eux, sont justes et probes. On a même pensé qu'il fallait attribuer à cette aversion qu'ont pris les Tatars contre les mœurs et les habitudes des Russes et de leur gouvernement, la résistance de ces peuples à se soumettre au dogme du christianisme. »

Tel est le triste tableau que trace Fletscher de l'état de la société en Russie au moment où s'éteint la maison de Rurik; car, ainsi que nous l'avons dit, le prince Dimitry, frère cadet de l'empereur Fédor, alors régnant, et qui paraissait appelé à lui succéder, précéda son frère dans la tombe. On soupçonne fortement Boris Godonow, beau-frère de l'empereur, d'avoir été l'auteur de cette mort prématurée, dans l'espoir de recueillir, sans contestation, le trône impérial à la mort de Fédor. On prétend même que, poussé par son ambition impatiente, Godonow commit un double crime et hâta aussi les derniers moments de Fédor lui-même, qui survécut peu à son frère. Sa mort fut le signal de troubles dans l'empire; de tous côtés s'élevèrent des prétendants au trône. L'obscurité qui avait enveloppé les derniers moments du jeune Dimitry engagea plus d'un ambitieux à soutenir que sa mort était supposée, et à se présenter sous son nom. D'un bout de l'empire à l'autre éclatèrent la guerre

et le désordre. Pendant ces luttes intestines, les seigneurs russes faisaient leur éducation politique et sentaient peu à peu pénétrer dans leurs esprits des idées d'indépendance. Ils comprenaient, au milieu de toutes ces prétentions, que c'était folie, de leur part, que de se soumettre aveuglément et sans restriction, d'abandonner ainsi leurs biens et même leur vie à la discrétion d'un homme qui n'était puissant que parce qu'ils le soutenaient. Quand donc, pour mettre un terme à l'anarchie qui déchirait ce pays et détruire en même temps les prétentions qu'élevaient plusieurs princes étrangers, les boyards se décidèrent à se choisir eux-mêmes un empereur, ils résolurent de lui imposer certaines conditions, capables de restreindre dans de justes limites une autorité dont avaient si grandement abusé plusieurs de leurs empereurs, et notamment Ivan IV. Le monarque choisi fut Michel Romanow, fils de Fédor Romanow, plus connu sous le nom du patriarche Philaret, et qui possédait un grand crédit parmi ses compatriotes. A ce prince, on fit jurer une sorte de constitution. Voici, suivant un écrit récemment publié par un Russe haut placé et à même de puiser aux sources authentiques, quelles auraient été en substance ces conditions.

« Il devait y avoir deux chambres, celle des

boyards et celle des communes : la chambre des boyards se composait des boyards et d'un certain nombre de fonctionnaires choisis par le czar, et appelés *gentilshommes ayant siége à la chambre.* La chambre des communes se composait des députés du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie (c'est-à-dire des habitants des villes qui ne faisaient point partie de la classe nobiliaire). La constitution imposée à Michel Romanow, jurée par lui en 1613, et par son fils et successeur Alexis en 1645, ne permettait pas au souverain d'établir de nouveaux impôts, de déclarer la guerre, de conclure des traités de paix et de signer des arrêts de mort, sans le vote préalable des deux chambres. Jusqu'à Pierre Ier, tous les ukases portaient en tête cette formule : *Le czar a ordonné et les boyards ont décidé.* »

Pour donner à ce document le cachet de l'authenticité, il suffirait du mécontentement manifesté par l'empereur de Russie lors de la publication de ce livre. L'auteur a été rappelé aussitôt, et n'a pu, dit-on, que rentrer difficilement en grâce; mais, en outre, on trouve dans les historiens la trace de cette constitution. Dans les mémoires de Stralhemberg, les conditions imposées à Michel Romanow sont rapportées, et on voit que l'empereur s'engageait à ne faire aucune nouvelle loi, à ne pas changer les anciennes et

à ne rien faire de son chef dans les affaires importantes, ou lorsqu'il s'agirait de la paix ou de la guerre avec ses voisins.

Pierre Ier, qui avait peu de goût pour les formes constitutionnelles, abolit les deux chambres, et, depuis, aucun livre russe n'a osé seulement en faire mention; mais les documents officiels existent aux archives de l'empire.

Du reste, avant Pierre Ier, déjà la constitution elle-même n'existait plus que de nom, et, à vrai dire, elle n'avait jamais été observée; car Stralhemberg ajoute, en parlant de Michel Romanow, celui même qui l'avait jurée : « Malgré ces promesses, il ne fut pas moins absolu que ses prédécesseurs. »

Au fils de Michel-Alexis, qui avait également juré la constitution, sans cependant s'y arrêter davantage, succéda Fédor, frère aîné de Pierre le Grand. Fédor, le premier, commença à vouloir se débarrasser des entraves que la noblesse mettait à sa puissance, et, pour cela, il ne tenta rien moins que de détruire la noblesse elle-même : il se fit apporter les titres des nobles, et les brûla; mais des droits ne s'anéantissent pas ainsi, et il était réservé à la triste habileté de Pierre Ier de river à jamais les chaînes de la Russie, et d'enfermer son peuple dans un cercle d'esclavage infranchissable.

Pierre Ier avait, à la cour de Russie, entendu le bruit lointain de la civilisation européenne; son esprit avide saisit, avec une espèce d'enthousiasme, l'idée de civiliser la Russie et de la placer sur le même rang que les autres nations de l'Europe; mais, élevé dans les principes des souverains russes, Pierre Ier, tout en voulant civiliser la Russie et transformer les ours russes en créatures humaines (1), ne voulait certainement pas renoncer au despotisme que ses prédécesseurs avaient exercé sur leurs sujets. Loin de là, l'intro-

(1) Cette expression pourrait peut-être paraître exagérée, si nous n'avions, pour la justifier, le témoignage lui-même de l'impératrice, femme de Pierre Ier.

Voici l'épitaphe qu'elle avait fait inscrire sur la tombe du grand empereur :

« Ici repose tout ce qui pouvait mourir d'un homme immortel, » Pierre Alexiowitz; il est inutile d'ajouter grand empereur de Russie, » titre qui, loin d'augmenter sa gloire, devint glorieux pour avoir » été porté par lui.

» Que l'antiquité reste muette et ne se vante plus de son Alexandre » et de son César! La victoire était facile à des chefs conduisant des » héros, et dont les soldats se seraient méprisés eux-mêmes en se » croyant inférieurs à leurs généraux. Mais celui qui, à cette place, » rencontra pour la première fois le repos, trouva dans ses sujets » des êtres vils et sans-activité, sans instincts guerriers, sans instruction, intraitables, que n'émouvait pas l'amour de la gloire, mais que » troublait la crainte du danger, créatures ayant le nom d'hommes, » mais *se rapprochant bien plus de la brute que de l'être raisonnable*. Cependant il les poliça, malgré leur rudesse native, et, » pareil à un soleil levant, il apparut pour dissiper les ténèbres de » leurs esprits et éclairer leur intelligence; par la force de son » invincible influence, il leur apprit à conquérir même les conquérants » de l'Allemagne. D'autres princes ont commandé à des armées victorieuses, celui-ci les créa.

» Rougissez, ô arts, devant le héros qui ne vous doit rien!

» Glorifie-toi, ô flature! car le prodige t'appartient! »

duction de la civilisation européenne en Russie fut elle-même un acte de despotisme, et il fallait toute l'énergie dont était doué ce dominateur tyrannique pour le faire parvenir à son but; il sentait qu'il avait besoin de la civilisation pour faire figure en Europe, mais le despotisme lui était nécessaire pour tenir son peuple sous le joug.

Il avait remarqué que les souverains de l'Europe occidentale avaient eu constamment à lutter, soit contre une aristocratie ambitieuse et indépendante, soit contre une bourgeoisie turbulente. Pour éviter ces inconvénients, il résolut de bannir de l'Empire russe l'élément aristocratique et l'élément démocratique.

D'un autre côté, il comprit que la civilisation et l'instruction, qui en est la compagne inséparable, pouvaient avoir pour résultat de faire surgir des idées de liberté et de dignité humaine dans l'esprit des esclaves d'un czar : il fallait donc trouver un moyen de confisquer, au profit du despotisme du souverain, les améliorations sociales et morales qui s'introduiraient à la suite de la civilisation européenne en Russie.

Pour répondre à ce double but, Pierre le Grand imagina d'établir un classement de la société, dépendant uniquement de la volonté du souverain et qui exclut toute espèce de prérogative, sauf celle de la classe dans laquelle l'individu

serait casé par le bon plaisir du souverain ; il créa le *Tchinn*. Voici ce que dit, à ce sujet, M. de Custine : « Le *Tchinn* est une nation enrégimentée ; c'est le régime militaire appliqué à une société tout entière et même aux classes qui ne vont pas à la guerre ; en un mot, c'est la division de la population civile en classes qui répondent aux grades de l'armée. Ces classes sont indépendantes du nom, de la naissance de l'individu et de l'illustration des familles ; si bien que le fils du plus grand seigneur de l'empire peut faire partie d'une classe inférieure, tandis que le fils d'un de ses paysans peut monter aux premières classes, selon le bon plaisir de l'empereur. Dans cette division du peuple, chaque homme reçoit sa place de la faveur du prince, et voilà comment la Russie est devenue un régiment de soixante millions d'hommes ; c'est ce qu'on appelle le *Tchinn*, et c'est la plus grande œuvre de Pierre le Grand.

» Il sentait fort bien et savait mieux que personne que, tant que la noblesse subsistera dans une société, le despotisme d'un seul n'y sera jamais qu'une *fiction ;* donc il s'est dit : Pour réaliser mon gouvernement, il faut anéantir ce qui reste du régime féodal, et le meilleur moyen d'atteindre à ce but, c'est de faire des caricatures de gentilshommes, d'accaparer la noblesse, c'est-à-dire de la détruire, en la faisant dépendre de

moi. Aussitôt, la noblesse a été, sinon abolie, du moins transformée, c'est-à-dire annulée, par une institution qui la supplée sans la remplacer. Il est des castes, dans cette hiérarchie, où il suffit d'entrer pour acquérir la noblesse héréditaire.

» Le *Tchinn* est composé de quatorze classes, et chacune de ces classes a des priviléges qui lui sont propres.

» La quatorzième classe est la plus basse; placée immédiatement au-dessus des serfs, elle a pour unique avantage celui d'être composée d'hommes intitulés libres; cette liberté consiste à ne pouvoir être frappé sans que celui qui donne les coups encoure des poursuites criminelles. En revanche, tout individu qui fait partie de cette classe est tenu d'écrire sur sa porte son numéro de classe, afin que nul supérieur ne puisse être induit en tentation; averti par cette précaution, le batteur d'hommes libres deviendrait coupable et serait passible d'une peine.

» Cette quatorzième classe est composée des derniers employés du gouvernement, des commis de la poste, facteurs et autres subalternes, chargés de porter ou d'exécuter les ordres des administrateurs supérieurs; elle répond au grade de sous-officier dans l'armée impériale. Les hommes qui la composent, serviteurs de l'empereur, ne sont serfs de personne.

» Toutes les classes du *Tchinn* répondant à autant de grades militaires, la hiérarchie de l'armée se trouve, pour ainsi dire, en parallèle avec l'ordre qui règne dans l'État tout entier; la première classe est au sommet de la pyramide, et elle se compose aujourd'hui d'un seul homme, le maréchal Paskiewitsch, vice-roi de Varsovie.

» Je le répète, c'est uniquement la volonté de l'empereur qui fait qu'un individu avance dans le *Tchinn;* ainsi, un homme monté de degrés en degrés jusqu'au rang le plus élevé de cette nation artificielle, peut parvenir aux derniers honneurs militaires, sans avoir servi dans aucune arme. »

On comprend combien une organisation semblable, qui enchaîne toute la population sans exception, doit être favorable au despotisme. Ce n'est pas autre chose, M. Custine le dit, que le système de la discipline militaire introduite dans la vie ordinaire de la société. Or, qu'est-ce que le régime et la discipline militaire, sinon l'habitude de l'obéissance aveugle, de la soumission complète et absolue; c'est aussi par conséquent l'abrutissement de l'intelligence, la dépravation du moral. Tous les empereurs qui ont succédé à Pierre le Grand ont maintenu et continué son œuvre avec plus de ressources peut-être. « Profiter, dit M. de Custine, des progrès administra-

tifs des nations européennes pour gouverner soixante millions d'hommes à l'orientale, tel est, depuis Pierre Ier, le problème à résoudre pour les hommes qui dirigent la Russie. »

L'empereur de Russie lui-même, parlant à M. de Custine, lui a dit : « Nous continuons l'œu- » vre de Pierre le Grand. »

Il n'est pas un pays où le pouvoir soit plus obéi qu'en Russie, il n'en est pas non plus où la masse soit plus abâtardie ; la preuve, nous le répétons, c'est que telle Fletscher a laissé la Russie, telle M. de Custine la retrouve après trois cents ans. On a importé quelques usages empruntés à la civilisation, mais le fond est toujours le même; c'est un vernis qu'on a jeté sur cette grossière ébauche d'un peuple, pour lui donner du moins l'apparence d'une nation civilisée.

Ce n'est pas une chose aisée que de rassembler tous les renseignements épars dans le livre de M. de Custine, pour former sur chaque matière un ensemble qui réponde aux divisions si claires et si méthodiques adoptées par Fletscher; toutefois, il suffira de rapprocher tous les fragments, pour saisir parfaitement la ressemblance de la Russie, visitée naguère par l'écrivain français, M. de Custine, avec celle dépeinte, il y a près de trois siècles, par le voyageur anglais. On se rappelle ce que celui-ci dit dans son épître

dédicatoire à la reine Élisabeth ; eh bien ! ces mots de M. de Custine, dans son avant-propos, peuvent servir de pendant à l'opinion du voyageur anglais ; M. de Custine dit : « J'allais en » Russie pour y chercher des arguments contre » le gouvernement représentatif, j'en reviens par» tisan des constitutions. »

D'après Fletscher, tout était aux mains de l'empereur : « Le gouvernement russe est, » dit-il, « à la turque. » Voici maintenant ce que dit M. de Custine, en parlant de l'empereur :

« Il n'existe pas aujourd'hui sur la terre un homme qui jouisse d'un tel pouvoir et qui en use : pas en Turquie, pas même en Chine. Figurez-vous l'habileté de nos gouvernements, éprouvée par des siècles d'exercice, mise au service d'une société encore jeune et féroce ; les rubriques des administrations de l'Occident, aidant de toute l'expérience moderne le despotisme de l'Orient ; la discipline européenne soutenant la tyrannie de l'Asie ; la police appliquée à cacher la barbarie, pour la perpétuer au lieu de l'étouffer ; la brutalité, la cruauté disciplinée, la tactique des armées de l'Europe, servant à fortifier la politique de l'Orient ; faites-vous l'idée d'un peuple à demi-sauvage, qu'on a enregimenté sans le civiliser, et vous comprendrez l'état social et moral du peuple russe.

» Partout, dans l'empereur, vous voyez l'homme qui règne. Ce règne perpétuel et perpétuellement adoré serait une vraie comédie, si de cette représentation permanente ne dépendait l'existence de soixante millions d'hommes, qui ne vivent que parce que l'homme que vous voyez là devant vous, en attitude d'empereur, leur accorde la permission de respirer et leur dicte la manière d'user de cette permission ; c'est le droit divin appliqué au mécanisme de la vie sociale. Ici, la vie propre n'appartient qu'au souverain; la destinée, la force, la volonté d'un peuple tout entier, sont renfermées dans une tête. L'empereur de Russie est la personnification du pouvoir social. Au-dessous de lui règne l'égalité, telle que la rêvent les démocrates modernes; mais les Russes connaissent une cause d'orage de plus que les autres peuples, la colère de l'empereur. Tout doit s'efforcer d'obéir à la pensée du souverain. Cette pensée unique fait la destinée de tous; plus une personne est placée près de ce soleil des esprits, et plus elle est esclave de la gloire attachée à son rang. »

Cet asservissement à la pensée de l'empereur est tel, que, suivant M. de Custine, il n'y a de vie réelle que là où vit l'empereur.

« On ne saurait se figurer, dit-il, la tristesse de Saint-Pétersbourg, les jours où l'empereur est absent...; Pétersbourg est mort, parce que l'em-

pereur est ailleurs; lui seul a la puissance de peupler cet ennuyeux séjour; seul, il fait foule dans ce bivouac abandonné sitôt que le maître a disparu; il prête une passion, nne pensée, à des machines; enfin, il est le magicien dont la présence éveille la Russie et dont l'absence l'endort. Dès que la cour a quitté Saint-Pétersbourg, cette magnifique résidence prend l'aspect d'une salle de spectacle après la représentation; si l'empereur revenait cette nuit, tout renaîtrait. »

On le comprend aisément, d'après le passage suivant, où M. de Custine parle de l'arrivée prochaine du czar à Moscou; on avait, pendant toute la nuit, travaillé dans l'intérieur du palais.

« Ce bouleversement était l'effet des travaux commandés par l'empereur pour fêter la prochaine arrivée de l'empereur. Il se fête lui-même et fait illuminer son Kremlin; on commence à se ressentir de l'approche du magicien : Moscou, il y a trois semaines, n'était habité que par des marchands qui vaquaient à leurs affaires en droska (voiture commune); maintenant, les beaux coursiers, les voitures à longs attelages de quatre chevaux, les uniformes dorés pullulent dans les rues devenues brillantes; les grands seigneurs, les valets obstruent les théâtres et leurs portiques. « L'empereur est à trente lieues d'ici, » se dit-on. « — Qui sait si l'empereur ne va pas arriver? —

» L'empereur pourrait venir cette nuit. — Peut-
» être l'empereur sera-t-il à Moscou demain. —
» On assure qu'il y était hier, incognito. — Qui
» nous prouve qu'il n'y est pas maintenant? »
— Et ce doute, et cet espoir, et ce souvenir, agitent les cœurs, animent les lieux, changent l'aspect de toutes les choses, le langage de toutes les personnes et la physionomie de tous les visages. Moscou, ville marchande, ville occupée d'affaires, hier, est, aujourd'hui, agitée et troublée comme une bourgeoise attendant la visite d'un grand seigneur. Un empereur de Russie, à Moscou, est un roi d'Assyrie à Babylone; la présence de celui-ci opère, en ce moment, bien d'autres miracles à Borodino : une ville entière vient de naître, et cette ville, à peine sortie du désert, est destinée à durer une semaine; on a planté jusqu'à des jardins autour du palais; ces arbres, qui vont mourir, ont été transportés là de bien loin et à grands frais, pour représenter des ombrages antiques. Ce qu'on s'applique surtout à imiter, en Russie, dans ce pays où il n'y a pas de passé, c'est l'œuvre du temps.... Ce n'est pas tout encore, une ville bourgeoise est sortie de la poussière, dans le voisinage de la ville impériale et militaire.

» On ne peut oublier un seul instant, dit ailleurs M. de Custine, cet homme unique par qui

la Russie pense, juge et vit; cet homme, la pensée et la conscience de son peuple, qui prévoit, mesure, ordonne, distribue tout ce qui est nécessaire et permis aux autres hommes auxquels il tient lieu de raison, de volonté, d'imagination, de passion; car, sous son règne pesant, il n'est loisible à nulle créature de respirer, d'aimer hors des cadres tracés d'avance par la sagesse suprême, qui pourvoit ou qui est censée pourvoir à tous les besoins des individus comme à ceux de l'État. La Russie, cette nation enfant, n'est qu'un immense collége : tout s'y passe comme à l'école militaire, excepté que les écoliers n'en sortent qu'à la mort.

» Il faut être Russe pour comprendre le pouvoir de l'œil du maître : vous croyez qu'une jeune fille pense à ses amours, en présence de l'empereur? détrompez-vous, elle pense à obtenir un grade pour son frère; une vieille femme, dès qu'elle sent le voisinage de la cour, ne sent plus ses infirmités; elle n'a pas de famille à pourvoir, n'importe, on fait de la courtisanerie pour le plaisir d'en faire, et l'on est servile sans intérêt, comme on aime le jeu pour lui-même. Le soleil de la faveur aveugle les ambitieux et surtout les ambitieuses; il les empêche de discerner leur véritable intérêt, qui serait de sauver sa fierté en cachant les misères de son cœur; au contraire, les courtisans russes, pareils aux dévots perdus

en Dieu, se glorifient de leur pauvreté d'âme ; ils font flèche de tout bois, ils exercent leur métier à découvert. Ici, le flatteur joue cartes sur table, et, ce qui m'étonne, c'est qu'il puisse gagner encore à un jeu si connu de tout le monde. En présence de l'empereur, l'hydropique respire, le vieillard paralysé devient agile; il n'y a plus de malades, plus de goutteux; il n'y a plus d'amoureux qui brûle, plus de jeune homme qui s'amuse, plus d'homme d'esprit qui pense; il n'y a plus d'hommes !!! C'est l'avanie de l'espèce! Pour tenir lieu d'âme à ces apparences humaines, il leur reste un dernier souffle d'avarice et de vanité qui les anime jusqu'à la fin. Ces deux passions font vivre toutes les cours, mais ici elles donnent à leurs victimes l'émulation militaire; c'est une rivalité disciplinée, qui s'agite à tous les étages de la société : monter d'un grade, en attendant mieux, telle est la pensée de cette foule étiquetée.

» Mais aussi, quelle prostration de force a lieu, quand l'astre qui faisait mouvoir tous ces atomes flatteurs n'est plus au-dessus de l'horizon ! »

Après cette peinture de l'incroyable toute-puissance physique et morale de l'empereur de Russie, on ne peut que trouver juste cette comparaison de M. de Custine :

« Cette population d'automates ressemble à la

moitié d'une partie d'échecs, car un seul homme fait jouer toutes les pièces et l'adversaire invisible, c'est l'humanité. On ne se meut, on ne respire ici que par une permission ou par un ordre impérial; aussi tout est-il sombre et contraint : le silence préside à la vie et la paralyse. Officiers, cochers, cosaques, serfs, courtisans, sont serviteurs du même maître avec des grades différents, obéissent aveuglément à une pensée qu'ils ignorent; c'est un chef-d'œuvre de discipline; mais tant de régularité ne s'obtient que par l'absence complète d'indépendance. Parmi ce peuple privé de loisir et de volonté, on ne voit que des corps sans âme et l'on frémit en songeant que, pour une si grande multitude de bras et de jambes, il n'y a qu'une seule tête. »

Achevons, par quelques courts passages, ce tableau du pouvoir du souverain, tracé par M. de Custine, et on pourra juger si l'empereur du XIXe siècle le cède à l'empereur du XVIe.

« La faveur du maître est tout, tant qu'elle dure; elle tient lieu de mérite, de vertu, et, qui plus est, d'innocence à l'homme sur lequel elle se répand; de même qu'en se retirant, elle le prive de tout. »

A en croire M. de Custine, cette puissance est poussée jusqu'à la dernière limite : « Chez les Russes, le pouvoir souverain, dit-il, est respecté

comme une religion dont l'autorité reste indépendante du mérite personnel de ses prêtres. Le pouvoir arbitraire est chez eux la base fondamentale de l'État, et ce principe fonctionne de telle sorte, que l'empereur fait ou fait faire, ou laisse faire, ou laisse subsister des lois qui, par exemple, permettent à l'empereur de déclarer que les enfants légitimes d'un homme marié n'ont point de père, point de nom; enfin qu'ils sont des chiffres et ne sont point des hommes.

» En effet, un prince russe disait, au sujet d'une anecdote dans laquelle Pierre le Grand avait cédé à un boyard : « Nicolas n'eût pas cédé, » il eût envoyé le boyard et son fils aux mines et » déclaré, par un ukase conçu dans les termes » légaux, que ni le père ni le fils ne pourraient » avoir d'enfants; peut-être aurait-il décrété que » le père n'avait point été marié. Il se passe de ces » choses en Russie assez fréquemment encore. »

Si, dans l'ouvrage de M. de Custine, nous cherchions à retrouver exactement les divisions du livre de Fletscher, nous serions ici très-embarrassés. Que mettre en parallèle avec les renseignements donnés par Fletscher sur la noblesse russe? On a vu dans quel abaissement elle était déjà tombée; comme chaque jour le despotisme impérial s'ingéniait à ronger ce corps jadis puissant pour en faire disparaître le dernier vestige;

mais, depuis, Pierre le Grand est venu, il a fait passer sur son peuple le niveau du *Tchinn*. Cette œuvre, fidèlement continuée par ses successeurs, est aujourd'hui accomplie; en vain vous chercheriez quelque signe pour distinguer en Russie ce qu'on appelle ailleurs la noblesse : tout est disparu. Qu'est-ce, en effet, qu'un noble devant l'omnipotence impériale? Tous les ans, à l'époque de sa fête, le czar reçoit à Peterhoff tous ses sujets indistinctement, ou plutôt des représentants de toutes les classes de ses sujets. « Mais, dit M. de Custine, ce luxe de popularité, qui réunit de force dans les mêmes salons, sans les rapprocher de cœur, les paysans et les courtisans, abaisse les grands sans relever les petits. Tous les hommes sont égaux devant Dieu, et, pour un Russe, Dieu, c'est le maître ; ce maître suprême est si loin de la terre qu'il ne voit point de distance entre le serf et le seigneur; des hauteurs où réside sa sublimité, les petites nuances qui divisent l'humanité échappent à ses regards divins.

» Lorsque l'empereur ouvre librement en apparence son palais aux paysans privilégiés, aux bourgeois choisis qu'il admet deux fois par an à l'honneur de lui faire la cour, il ne dit pas au laboureur, au marchand : « Tu es un homme comme » moi; » mais il dit au grand seigneur : « Tu es un

» esclave comme eux, et moi, votre Dieu, je plane
» sur vous tous également. »

Telle est, en effet, la manière de voir traditionnelle des empereurs de Russie. Paul Ier professait hautement son opinion à cet égard : un seigneur français, momentanément en Russie, avait su mériter sa faveur particulière et était admis tous les jours à la table du czar ; un jour il y manqua, et, le lendemain, Paul lui demanda la cause de son absence. « Sire, » répondit le Français, « j'avais été invité à la table d'un des grands
» de votre cour. — Des grands ! » répartit vivement l'empereur, « il n'y a de grand dans mon empire
» que celui à qui je parle et pendant le temps que
» je lui parle. »

On doit donc s'étonner que M. de Custine parle souvent, dans son ouvrage, de la noblesse russe, lui adresse même des reproches de ne pas remplir le rôle que la Providence lui a confié, comme si la noblesse pouvait exister dans un pays où l'empereur peut tout, même, jusqu'à un certain point, empêcher que ce qui est, ne soit.

M. de Custine, du reste, est fréquemment en contradiction avec lui-même sur ce sujet, et, chaque fois qu'il parle de la toute-puissance impériale, il ne manque pas de dire que, sous cette main de fer, la noblesse est anéantie, jusque-là qu'il s'écrie : « Il n'y a pas de grands seigneurs

» en Russie. » Non, en effet, il n'y en a pas et il ne peut y en avoir; mais, en revanche, les courtisans ne manquent pas. Dans les passages déjà cités de M. de Custine, on a pu voir un échantillon de cette courtisanerie servile qui n'a de modèle qu'en Russie; c'est là une des premières choses qui a frappé les yeux et choqué l'esprit du voyageur français. « Ce qui m'a frappé dès le premier abord, dit-il, en voyant les courtisans russes à l'œuvre, c'est qu'ils font leur métier de grands seigneurs avec une soumission extraordinaire; c'est une espèce d'esclaves supérieure; mais aussitôt que le prince a disparu, ils reprennent leur ton dégagé, des manières décidées, des airs délibérés qui contrastent d'une façon peu agréable avec la complète abnégation d'eux-mêmes qu'ils affectaient l'instant d'auparavant. Il y a chez eux une habitude de domesticité dont les maitres ne sont pas plus exempts que les valets; ce n'est pas simplement de l'étiquette comme celle qui gouverne les autres cours, où le respect officiel, l'importance de la charge plus que celle de la personne, le rôle obligé enfin, produisent l'ennui et quelquefois le ridicule : c'est plus que cela, c'est de la servilité gratuite et involontaire qui n'exclut pas l'arrogance. »

Mais, avant d'aller plus loin, puisque M. de Custine revient encore sur cette appellation fausse

de grands seigneurs, profitons-en pour trancher une fois pour toutes la question. C'est chez lui un reste d'habitude qui lui fait appeler grands seigneurs les hommes suspendus, pour ainsi dire, autour de l'autocrate, qui peut, d'un geste, briser le fil qui les retient, et les laisser retomber dans l'abîme d'où il les a tirés. Comment M. de Custine aurait-il pu autrement employer cette qualification de grands seigneurs alors que lui-même, à chaque pas, sous toutes les formes, textuellement et implicitement, répète qu'il n'y a pas de grands seigneurs? Nous avons cité quelques-uns des passages où il en parle; prenons encore quelques lignes, qui prouveront évidemment que ces mots grands seigneurs n'expriment pas la pensée de l'écrivain observateur, mais sont échappés à la façon habituelle du gentilhomme voyageur, qui veut désigner dans un état les gens haut placés; ou plutôt M. de Custine veut-il désigner par là ceux qui possèdent des terres: les grands seigneurs sont pour lui les grands possesseurs de terre, et encore n'ont-ils aucun privilége hors de leurs terres.

« Il est vrai, dit-il, que les seigneurs sont maîtres et maîtres très-absolus dans leurs terres; mais, à vrai dire, ces hommes, bien que souverains dans leurs domaines les plus éloignés du centre d'action politique, ne sont rien dans l'État;

chez eux, ils abusent de tout; ils se moquent de l'empereur, parce qu'ils corrompent ou qu'ils intimident les agents secondaires du pouvoir légitime; mais le pays n'en est pas plus pour cela gouverné par eux; tout puissants pour le mal qui se fait en détail et à l'insu de l'autorité suprême, ils sont sans force comme sans considération dans la direction générale du pays. Un homme du plus grand nom en Russie ne représente réellement que lui-même; il ne jouit d'aucune considération étrangère à son mérite individuel, dont l'empereur est l'unique juge, et, tout grand seigneur qu'il est, il n'a d'autre autorité que celle qu'il usurpe chez lui; mais il a du crédit, et ce crédit peut devenir immense, s'il sait le faire valoir et s'il sait s'avancer à la cour, et, par la cour, dans le *Tchinn*. La flatterie est une industrie comme une autre; mais, comme une autre et plus qu'une autre, elle ne permet qu'une existence précaire. Cette vie de courtisan exclut l'élévation des sentiments, l'indépendance de l'esprit, les vues vraiment humaines et patriotiques, les grands desseins politiques qui sont le propre des corps aristocratiques légalement constitués. »

Ainsi, si la noblesse ou plutôt les nobles existent encore, ce n'est pas un corps constitué, et, nous le répétons, on ne peut dire qu'il y a une no-

blesse dans un pays, lorsqu'à cette noblesse n'est accordée aucune part, aucune influence dans les affaires, lorsque demain le caprice d'un autre maître tout-puissant peut élever au rang de ses membres le plus haut placés, le premier venu que la main impériale se sera plu à aller ramasser dans la dernière classe de ses sujets.

Il y a une espèce d'hommes à qui M. de Custine donne le titre de noblesse secondaire, et qui ne mérite pas non plus d'être ainsi désignée, car à celle-là manque précisément la condition indispensable de la véritable noblesse, la naissance.

« Je n'ai pas mentionné, dit-il, une espèce d'hommes, qui ne doivent être comptés ni parmi les grands, ni parmi les petits : ce sont les fils de prêtres. Presque tous deviennent des employés subalternes, et ce peuple de commis est la plaie de la Russie; il forme une espèce de corps de noblesse obscure très-hostile aux grands seigneurs, une noblesse dont l'esprit est anti-aristocratique dans la vraie signification politique du mot, et qui, en même temps, est très-pesante aux serfs.

» Le corps de cette noblesse secondaire se recrute également des administrateurs, des artistes, des employés de tous genres, venus de l'étranger, et de leurs enfants anoblis. »

Comme on le voit, ce n'est pas encore là de la noblesse.

Ainsi, en résumé, de la noblesse nulle part; des courtisans et des esclaves partout.

« En Russie, dit M. de Custine, on respire l'air de la cour d'un bout de l'empire à l'autre. Je ne parle pas des serfs, et pourtant ceux-ci même ressentent, par leurs rapports avec leurs seigneurs, quelqu'influence de la pensée souveraine qui, seule, anime l'empire. Le courtisan qui est leur maître, est pour eux l'image du maître suprême; l'empereur et sa cour apparaissent aux Russes partout où il y a un homme qui obéit à un homme qui commande. Ailleurs, le pauvre est un mendiant ou un ennemi; en Russie, il est toujours un courtisan; il s'y trouve des courtisans à tous les étages de la société: voilà pourquoi je dis que la cour est partout, et qu'il y a, entre les sentiments des seigneurs russes et des gentilshommes de la vieille Europe, la différence qu'il y a entre la courtisanerie et l'aristocratie. »

Cet esprit de courtisanerie explique parfaitement pourquoi, malgré tout, le peuple russe est attaché à son gouvernement.

« Peuple et gouvernement, continue M. de Custine, tout est ici à l'unisson; les Russes ne renonceraient pas aux merveilles de volonté dont

ils sont témoins, quand il s'agirait de ressusciter tous les esclaves qu'elles ont coûté. »

S'il faut croire M. de Custine, l'esprit de courtisanerie et la flatterie sont poussés à un point excessif; flatter le maître, quand le maître peut tout, c'est, en effet, le moyen d'arriver.

« En France, chacun peut arriver à tout, en partant de la tribune; en Russie, en partant de la cour, le dernier des hommes, s'il sait plaire au maître, peut devenir, demain, le premier après l'empereur; la faveur de ce dieu est un appât qui fait faire des prodiges aux ambitieux, comme le désir de popularité produit, chez nous, des métamorphoses miraculeuses; on devient flatteur profond à Saint-Pétersbourg..... Quel talent d'observation n'a-t-il pas fallu aux courtisans russes pour découvrir qu'un moyen de plaire à l'empereur est de se promener, l'hiver, sans redingotte, dans les rues de Pétersbourg; et cette flatterie au climat a coûté la vie à plus d'un ambitieux; ambitieux est même trop dire, car ici on flatte avec désintéressement; l'abnégation servile du courtisan lui donne la force du silence; car, tandis qu'ailleurs les services, pour être profitables, doivent être publiés, ici ils doivent rester ignorés. Le souverain, tout puissant, ne déteste rien tant qu'un sujet publiquement dévoué; tout zèle, qui va au delà d'une obéissance aveugle et

servile, lui devient importun et suspect. Les exceptions ouvrent la porte aux prétentions, les prétentions se transforment en droits, et, sous un despote, un sujet qui se croit des droits est rebelle. »

On comprend par là ce que doit être cette abnégation des Russes, et c'est là un sentiment si général, qu'il fait dire à M. de Custine : « Les Russes sont toujours courtisans; soldats de caserne ou d'église, ils font plus que leur devoir, ils font leur métier en courtisans. »

Dans les passages de Fletscher, que nous avons cités, on a vu l'étonnement du voyageur anglais, en présence de l'attachement des Russes à leur gouvernement; on pourrait trouver la confirmation de ce qu'il dit dans une lettre écrite à la même époque par le baron d'Herberstein, ambassadeur de Maximilien auprès du czar russe, et dans laquelle cet ambassadeur raconte combien l'amour du peuple russe pour le gouvernement l'a surpris. M. de Custine cite cette lettre tout entière, et il en tire cette conclusion : « Que les » Russes d'alors étaient absolument tels que sont » les Russes d'aujourd'hui. »

Qu'on ne s'y trompe pas cependant, cet amour doit être un amour de calcul plutôt qu'un amour réel, et il doit parfois avoir des écarts.

« Ces hommes si soumis, dit M. de Custine,

ont beau dire et beau faire, leur enthousiasme est contraint; c'est l'amour du troupeau pour le berger qui le nourrit pour le tuer; un peuple sans liberté a des instincts, il n'a pas de sentiments. Ces instincts se manifestent souvent d'une manière importune et peu délicate. Les empereurs de Russie doivent être excédés de soumission; parfois l'encens fatigue l'idole; à la vérité, ce culte admet des entr'actes terribles. Les courtisans du czar n'ont nuls droits reconnus et assurés, il est vrai, mais ils ont, contre leur souverain, les traditions perpétuées dans le pays et qu'il serait dangereux de heurter de front. Le gouvernement russe est une monarchie absolue, tempérée par l'assassinat. »

De la classe supérieure de la société, il faut descendre subitement aux paysans, c'est-à-dire aux serfs; car la classe moyenne n'existe pour ainsi dire pas en Russie.

« Les marchands, dit M. de Custine, qui formeraient une classe moyenne, sont en si petit nombre, qu'ils ne peuvent marquer dans l'État; d'ailleurs, presque tous sont étrangers; les écrivains se comptent par un ou deux, à chaque génération; les artistes sont comme les écrivains; il n'y a pas d'avocats dans un pays où il n'y a pas de justice.... Il y a peu de bourgeoisie; elle est remplacée, jusqu'à un certain point, par la classe

des petits employés et des propriétaires obscurs; mais encore ces gens s'appellent-ils nobles et ne peuvent être comparés aux bourgeois des autres pays de l'Europe. »

Néanmoins, dans ce pays, que M. de Custine appelle, à bon droit, le pays des contrastes et des contradictions, on peut dire qu'il y a encore des castes. Ainsi, à la fête de Peterhoff dont nous avons déjà parlé :

« J'ai reconnu, dit M. de Custine, l'image de l'ordre qui règne dans l'État, sous le désordre apparent du bal; c'étaient toujours des marchands, des soldats, des laboureurs, des courtisans, que je rencontrais, et tous se distinguaient à leur costume. Un habit qui n'indiquerait pas le rang de l'homme, un homme qui n'aurait de valeur que son mérite personnel, seraient ici des anomalies, des inventions européennes, importées par des novateurs inquiets et d'imprudents voyageurs. »

Au moment d'entrer dans les détails donnés par M. de Custine, sur la classe inférieure de la société, c'est-à-dire sur les serfs, nous serions tenté de répéter cette phrase, écrite par Fletscher, s'occupant du même sujet : « Est-il besoin, » d'après ce qu'on a déjà dit, de dépeindre le » sort malheureux de cette partie de la nation ! » Cependant, M. de Custine en parle assez longue-

ment, et ce sujet est assez intéressant pour trouver place ici.

« Il est difficile, dit M. de Custine, de nous faire une juste idée de la position de cette classe d'hommes, qui n'ont aucun droit reconnu et qui, cependant, sont la nation même; privés de tout par les lois, ils ne sont pas aussi dégradés au moral qu'ils sont socialement avilis.

» Partout le pauvre travaille pour le riche qui le paie; mais ce pauvre n'est pas partout parqué, pour sa vie, dans un clos, comme une pièce de bétail, et chez nous il jouit d'une sorte de liberté; le mercenaire a le droit de changer de pratique, de domicile, même de métier; son travail n'est pas considéré comme la rente du riche qui l'emploie; tandis que le serf russe est la chose du seigneur : enrôlé depuis sa naissance jusqu'à sa mort au service d'un même maître, sa vie représente, à ce propriétaire de son travail, une parcelle de la somme nécessaire à ses caprices, à ses fantaisies annuelles. Ces pauvres gens n'ont rien à eux : ni leurs chaumières, ni leurs femmes, ni leurs enfants, ni même leur cœur. Ils ne sont pas jaloux; de quoi le seraient-ils? d'un accident? l'amour chez eux n'est pas autre chose. Telle est, pourtant, l'existence des hommes les plus heureux de la Russie, des serfs! J'ai pourtant entendu dire ici, par les seigneurs : « Ils n'ont point de soucis, nous

» sommes chargés d'eux et de leur famille ; assu-
» rés du nécessaire pour leur vie et celle de leurs
» descendants, ils sont moins à plaindre cent fois
» que les paysans libres ne le sont chez vous. »
Les gens ici ont, en général, le langage doucereux, et ils vous disent, d'un air mielleux, que les serfs russes sont les paysans les plus heureux de la terre ; ne les écoutez pas, ils vous trompent : beaucoup de familles de serfs, dans les cantons reculés, souffrent même de la faim ; plusieurs périssent par la misère et les mauvais traitements ; partout l'humanité pâtit en Russie, et les hommes qu'on vend avec la terre pâtissent plus que les autres. Mais ils ont droit aux choses de première nécessité, dit-on ! droit illusoire pour qui n'a aucun moyen de le faire valoir. Il est, dit-on encore, dans l'intérêt des seigneurs de subvenir aux besoins de leurs paysans ; mais tout homme entend-il toujours bien ses intérêts ? Chez nous, celui qui se conduit déraisonnablement perd sa fortune, voilà tout ; or, comme ici la fortune d'un homme c'est la vie d'une foule d'hommes, celui qui régit mal ses biens fait mourir de faim des villages entiers. Le gouvernement, quand il voit des excès trop criants (et Dieu sait combien de temps il lui faut pour les apercevoir), met, pour guérir le mal, le seigneur en tutelle ; mais cette mesure, toujours tardive, ne ressuscite pas les morts. »

Malgré cette position misérable, il est des serfs qui, dans des provinces favorablement situées, parviennent, à force d'activité, d'industrie et de travail, à se créer une fortune. Il est défendu de faire crédit aux serfs pour plus de cinq roubles; eh bien! à la foire de Nijnei, par exemple, on traite sur parole avec plusieurs de ces hommes pour 200, pour 500,000 francs. Ces esclaves millionnaires, qui, du reste, ne savent pas lire, leur seigneur peut les dépouiller demain de tout ce qu'ils possèdent, pourvu qu'il ait soin de leurs personnes; à la vérité, ces actes de violence sont rares, mais ils sont possibles. « On m'a raconté, dit M. de Custine, que le père d'un seigneur, aujourd'hui vivant, avait, un jour, promis la liberté à une famille de paysans moyennant l'exorbitante somme de 50,000 roubles; il reçoit l'argent, puis il maintient parmi ses serfs la famille dépouillée.

» Souvent, lorsque le serf russe a acquis quelque bien, il l'emploie à se choisir un maître, quand l'occasion s'en présente. Ainsi, il y en a qui, lorsqu'on les met en vente, envoient, au loin, prier un maître, dont la réputation de bonté est venue jusqu'à eux, de les acheter, eux, leurs terres, leurs enfants et leurs bêtes; et, si ce seigneur, célèbre parmi eux pour sa douceur (je ne dis pas pour sa justice, le sentiment de la justice

est inconnu en Russie, même parmi des hommes dénués de tout pouvoir), si ce seigneur désirable n'a pas d'argent, ils lui en donnent, afin d'être sûrs qu'ils n'appartiendront qu'à lui; alors le bon seigneur, pour contenter ses nouveaux paysans, les achète de leurs propres deniers et les accepte comme serfs, puis les exempte d'impôts pendant quelques années. Voilà comment le serf opulent met le seigneur pauvre en état de le posséder à perpétuité, lui et ses descendants, heureux de lui appartenir et à sa postérité, pour échapper par-là au joug d'un maître inconnu ou d'un seigneur réputé méchant.

» Le plus grand malheur qui puisse arriver à ces *hommes-plantes*, c'est de voir leur sol natal vendu; on les vend toujours avec la glèbe à laquelle ils sont toujours attachés; le seul avantage réel qu'ils aient retiré jusqu'ici de l'adoucissement des lois modernes, c'est qu'on ne peut plus vendre l'homme sans la terre, encore cette défense est-elle éludée par des moyens connus de tout le monde. Ainsi, au lieu de vendre une terre entière avec ses paysans, on vend quelques arpents et cent, deux cents hommes par arpent. Si l'autorité apprend cette escobarderie, elle sévit, mais elle a rarement l'occasion d'intervenir, car, entre le délit et la justice suprême, c'est-à-dire l'empereur, il y a tout un monde

de gens intéressés à perpétuer et à dissimuler les abus. »

Remarquez, en passant, une confusion singulière, produite dans l'esprit du peuple russe par le régime auquel il est soumis. Sous ce régime, l'homme se trouve lié à la terre, d'une manière intime, puisqu'on le vend avec elle; or, au lieu de reconnaître que c'est lui qui est fixe et la terre qui est mobile, en un mot, au lieu de savoir et de s'avouer qu'il appartient à cette terre au moyen de laquelle d'autres hommes disposent de lui despotiquement, il s'imagine que c'est la terre qui lui appartient. A la vérité, l'erreur de son jugement se réduit à une véritable illusion d'optique, car, tout possesseur qu'il croit être du sol, il ne comprend pas qu'on puisse vendre la terre sans vendre les hommes qui l'habitent; ainsi, quand il change de maître, il ne se dit pas qu'on a vendu le sol au nouveau propriétaire, il se figure que c'est sa personne qui a été vendue d'abord, et puis il pense qu'on a livré, par-dessus le marché, la terre qui l'a vu naître, qu'il cultive pour se nourrir.

Cependant la force des choses a fait, en certains cas, violence à la loi, ou plutôt la nécessité a fait trouver des expédients pour l'éluder.

« Aujourd'hui, dit M. de Custine, un serf peu posséder même des terres sous le nom de son sei-

gneur, sans que celui-ci ose s'affranchir de la garantie morale qu'il doit à son opulent esclave. Dépouiller cet homme du fruit de son labeur et de son industrie, ce serait un abus de pouvoir, que le boyard le plus tyrannique n'oserait se permettre sous le règne de l'empereur Nicolas; mais qui peut assurer qu'il ne l'osera pas sous un autre souverain, qui peut assurer même qu'il ne se trouve pas des seigneurs avares et pauvres, qui, sans spolier ouvertement leurs vassaux, savent employer avec habileté tour à tour la menace et la douceur, pour tirer peu à peu des mains de l'esclave une partie des richesses qu'il n'ose lui enlever d'un seul coup? Un boyard peut, il est vrai, prêter l'abri de son nom aux possessions de son vassal enrichi, à qui l'État n'accorde pas le droit de posséder un pouce de terre, ni même l'argent qu'il gagne; mais cette protection équivoque, qui n'est pas autorisée par la loi, dépend uniquement des caprices du protecteur. Si un seigneur commet quelqu'acte répréhensible, il sera plusieurs fois averti en secret par le gouverneur de la province avant d'être admonesté officiellement; si les avis et les réprimandes ne suffisent pas, le tribunal des nobles le menacera de le mettre en tutelle, et, plus tard, on exécutera la menace, si elle est restée sans bon résultat. Tout ce luxe de précaution n'est pas très-rassurant

pour le serf, qui a le temps de mourir cent fois sous le knout de son maître, avant que celui-ci, prudemment averti et dûment admonesté, soit obligé à rendre compte de ses injustices et de ses atrocités. Il est vrai que, du jour au lendemain, seigneur, gouverneur, juges peuvent être culbutés et envoyés en Sibérie, mais c'est là plutôt un motif de consolation pour l'imagination du pauvre peuple qu'un moyen de protection.

» D'ailleurs, ce serf lui-même se prête admirablement à porter le joug; il y a chez ces gens, de la plus complète ignorance du reste, une admirable simplicité d'idées et de sentiments. Dieu, le roi du ciel; le czar, le Dieu de la terre, voilà pour la théorie; les ordres, les caprices même du maître, sanctionnés par l'obéissance, voilà pour la pratique. Le paysan russe croit se devoir corps et âme à son seigneur; le Russe ne sait ce que c'est que de dire non à ce maître, qui lui représente deux autres maîtres bien plus grands : Dieu et l'empereur. On ne saurait se figurer la manière dont un seigneur, prenant possession des domaines qu'il vient d'acquérir, est reçu par ses nouveaux paysans. C'est une servilité qui doit paraître incroyable aux habitants de nos contrées. Hommes, femmes, enfants, tous tombent à genoux devant leur nouveau maître, tous baisent les mains, quelquefois les pieds du propriétaire.

O misère!... O profanation de la foi! Ceux qui sont en âge de faillir confessent volontairement leurs péchés à ce maître qui, pour eux, est l'envoyé de Dieu, et qui représente, à lui seul, et le roi du ciel et l'empereur. Un tel fanatisme dans le servage doit finir par faire illusion, même à celui qui en est l'objet, surtout s'il est parvenu depuis peu au rang qu'il occupe. Ce changement de fortune l'éblouit au point de lui persuader qu'il n'est pas de la même espèce que ces hommes abattus devant lui, que ces hommes auxquels il se trouve soudain avoir droit de commander.

» Il faut venir en Russie pour voir jusqu'où l'homme riche peut porter le dédain pour la vie de l'homme pauvre, et pour apprendre, en général, le peu de valeur qu'a la vie aux yeux de l'homme condamné à vivre sous l'absolutisme.

» La vie des hommes est de peu d'importance aux yeux des Russes, et ils ont l'air si mélancolique, qu'on est tenté de les croire indifférents à leur propre vie autant qu'à celle des autres. C'est le sentiment de sa dignité, c'est la liberté qui attache l'homme à lui-même, à la patrie, à tout; ici l'existence est tellement accompagnée de gêne que chacun paraît nourrir en secret le désir de changer de place sans le pouvoir. Les grands n'ont pas de passeports, les pauvres pas d'argent, et l'homme reste comme il est, patient par dé-

sespoir, c'est-à-dire aussi indifférent à sa vie qu'à sa mort. Il n'est pas ici question de liberté politique, mais d'indépendance personnelle, de facilité de mouvement. Mais, jusqu'à un certain point, on ne peut qu'approuver l'empereur lorsqu'il défend aux Russes de voyager, et rend l'accès de son pays difficile aux étrangers; cet empire, tout immense qu'il est, n'est qu'une prison, dont l'empereur tient la clef; mais le régime politique de la Russie ne résisterait pas vingt ans à la libre communication avec l'occident de l'Europe. »

Déjà, en effet, par l'influence des idées européennes qui pénètrent toujours, quoique plus lentement, malgré les précautions prises pour les écarter, il y a eu, sur plusieurs points, des révoltes de serfs; mais, jusqu'à présent, ces mouvements locaux n'ont fait que rendre pire la condition de leurs auteurs. Car, « sur de tels actes, dit M. de Custine, l'empereur ordonne le plus souvent la déportation du village entier. Voilà ce qu'on appelle, à Saint-Pétersbourg, peupler l'Asie. »

Si, après cet examen de la triste condition des serfs, nous cherchons quel est, en Russie, l'état de la justice, voici ce qu'en dit M. de Custine : « La nation russe, il faut bien le dire, n'a pas encore de justice, aussi m'a-t-on cité un jour, à la louange de l'empereur Nicolas, le gain d'un procès par

un particulier obscur contre des grands seigneurs. »

On a dit, à propos de la justice russe, et on a répété bien souvent, que le gouvernement avait, le premier, donné l'exemple de l'abolition de la peine de mort. Ce serait là, sinon une chose digne de nos éloges, du moins un grand changement à enregistrer, une différence énorme entre la Russie de 1590 et celle de 1839. Mais, hélas! ce changement, comme bien d'autres, en Russie, n'existe qu'en apparence. Écoutons M. de Custine : « La peine de mort n'existe pas dans ce pays; pourtant il est de certains coupables qu'on veut tuer; or, voici comment on s'y prend pour concilier la douceur des codes avec la férocité traditionnelle des mœurs. Quand un criminel est condamné à plus de cent coups de knout, le bourreau, qui sait ce que signifie cet arrêt, tue par humanité le patient, au troisième coup, en le frappant dans un endroit mortel. »

Est-il besoin, après ces deux citations, de chercher d'autres renseignements sur la justice en Russie? La justice civile et la justice criminelle sont suffisamment caractérisées par ces quelques lignes.

Fletscher s'étend assez longuement sur les concussions et la rapine des empereurs et des grands du royaume. Quant à M. de Custine il ne parle

pas de l'empereur sous ce point de vue; mais il est à présumer que le Dieu, fait empereur des Russes, n'a qu'à désirer, lorsqu'il a besoin d'argent, pour le voir tomber dans ses coffres, et qu'il a des agents qui se chargent, en esclaves soumis, d'assumer sur leur tête l'odieux des moyens. Pour ceux-ci M. de Custine n'a pas de réticence, et voici ce qu'il en dit :

« Le vol, en Russie, est passé dans les mœurs; il y a autant d'espèces de vols qu'il y a de rangs dans la hiérarchie sociale. Un gouverneur de province sait qu'il est menacé, comme la plupart de ses confrères, d'aller finir ses jours en Sibérie. Si, durant le temps qu'on le laisse en place, il a l'esprit de voler suffisamment pour se défendre dans le procès qu'on lui fera avant de l'exiler, il se tirera d'affaire; mais si, par impossible, il était resté honnête homme et pauvre, il serait perdu. Cette remarque n'est pas de moi, je la tiens de la bouche de plusieurs Russes que je crois dignes de foi. Les commissaires de guerre trompent les soldats et s'enrichissent en les affamant; enfin la probité administrative serait ici dangereuse et ridicule. »

On le voit, les agents impériaux ne sont pas dégénérés, c'est exactement ce qu'en dit Fletscher.

M. de Custine nous a prévenus : le vol a passé

dans les mœurs; ne nous étonnons donc pas de le retrouver partout.

« Les hommes, dit-il, sont assez en sûreté sur les grands chemins de la Russie, mais les équipages et tous les accessoires paraissent de bonne prise aux paysans russes ; si vous avez des objets de cuir, ils ne sont en sûreté nulle part : les Russes volent les courroies, les tabliers, les sangles de vos malles et de vos voitures, ce qui n'empêche pas ces mêmes hommes d'être fort dévots. Je n'ai jamais achevé un relais sans que mon postillon fit au moins vingt signes de croix pour saluer autant de petites chapelles; puis, remplissant avec la même ponctualité ses devoirs de politesse, il saluait de son bonnet tous les charretiers qu'il rencontrait; ces formalités accomplies, nous arrivions à la poste, où il se trouvait toujours que, soit en attelant, soit en dételant, l'adroit, le pieux, le poli filou nous avait volé quelque chose, une valise servant de ferrière, une courroie, une enveloppe de malle, ne fût-ce qu'une bougie de lanterne, un clou, une vis; enfin il ne retournait jamais au logis les mains nettes et me rappelait, à mes dépens, le naïf et caractéristique dicton russe : *Notre Seigneur volerait aussi s'il n'avait pas les mains percées.* »

Il nous semble que l'empereur de Russie serait aussi bien venu que du temps de Fletscher à faire

des recommandations à son orfèvre en lui disant : *Tous mes Russes sont des voleurs.* « Ces gens, continue M. de Custine, sont extrêmement avides; sans une extrême surveillance, je pourrais bien retrouver, demain matin, ma calèche privée de capote, mise à nu, sans soupentes, sans rideaux, sans tablier, enfin changée en *taraudasse* primitive, et pas une âme dans tout le village ne saurait ce qu'est devenu le cuir volé; si, à force de perquisitions, on le découvrait au fond d'un hangar, le larron en serait quitte pour dire qu'il l'a porté là après l'avoir trouvé; c'est là l'excuse en Russie. »

Voilà pour les paysans; passons à d'autres. Ce passage est écrit au jour de la fête de Peterhoff, qui réunit, dans le palais de l'empereur, toutes les classes de la société russe.

« Je ne crois pas à la probité du moujick; on m'assure avec emphase qu'il ne déroberait pas une fleur dans le jardin de son czar; là-dessus je ne dispute point, je sais les miracles qu'on obtient de la peur; mais ce que je sais, c'est que ce peuple modèle, ce paysan de cour, ne se fait point faute de voler les grands seigneurs, ses rivaux d'un jour, si, trop attendris de sa présence au palais et trop confiants dans les sentiments d'honneur du serf annobli, ils cessent un instant de veiller sur le mouvement de ses mains. » Suit la nomenclature des objets volés la veille,

parmi lesquels se trouve la bourse de l'auteur. Maintenant, quant aux grands seigneurs, comme les appelle M. de Custine, « faut-il s'étonner, dit-il, de voir les hommes du commun dénués de sentiments délicats, dans un pays où les grands regardent les plus simples règles de la probité comme des lois bonnes à régir les bourgeois, mais qui ne peuvent atteindre des hommes de leur rang? Ne croyez pas que j'exagère, je vous dis ce que je vois: un orgueil aristocratique, dégénéré et contraire au véritable honneur, règne en Russie, dans la plupart des familles prépondérantes. Dernièrement une grande dame me fit, sans s'en douter, un aveu naïf: « Nous ne sau-
» rions, » dit-elle, « nous faire une juste idée d'un
» état social tel que le vôtre; on m'assure qu'en
» France, aujourd'hui, le plus grand seigneur
» pourrait être mis en prison pour une dette de
» 200 francs; c'est révoltant. Voyez la différence:
» il n'y a pas, dans toute la Russie, un fournis-
» seur, un marchand, qui osât nous refuser du cré-
» dit pour un temps illimité. Plusieurs d'entre
» nous ont des fortunes énormes, mais ils seraient
» ruinés s'ils voulaient payer ce qu'ils doivent. »

Il n'est pas étonnant, d'après ces dispositions du peuple russe, petits et grands, qu'il règne dans les relations d'affaires une défiance excessive et qu'on ait pris certaines précautions; aussi

nul ne peut quitter la Russie s'il n'a prévenu de son projet tous ses créanciers, c'est-à-dire *s'il n'a fait annoncer son départ trois fois dans les gazettes et mis une distance de huit jours entre chaque publication.* On ne vous accorde des chevaux de poste que sur une attestation de l'autorité, qui certifie que vous ne devez rien à personne. Tant de précautions dénotent la mauvaise foi, et on ne peut oublier le mot de Pierre le Grand : *Il faut trois Juifs pour tromper un Russe.* A chaque pas, vous reconnaissez la politique de Byzance, dépeinte par les historiens du temps des Croisés et retrouvée par Napoléon dans l'empereur Alexandre, dont il disait souvent : « C'est un Grec du Bas-Empire. »

Si, voulant suivre Fletscher, nous cherchons maintenant à esquisser l'état de la religion en Russie, trouverons-nous que de notables changements se soient opérés de ce côté depuis la visite du voyageur anglais? Là, comme partout, Pierre le Grand a mis les mains pour étendre l'omnipotence impériale. « Lors de la mort du patriarche Adrien, il supprima cette fonction et réunit au trésor de l'État les biens de l'ancien patriarcat; il institua en même temps un synode chargé de toutes les affaires concernant les réglements et l'administration de l'Église, mais relevant de la couronne; c'était, par le fait, donner au souverain la suprématie spirituelle; ceci se passait en

1701. Vingt ans après (1721), Pierre se décide à compléter la réforme et se rend au synode assemblé, pour exiger de lui le serment d'obéissance dû au chef suprême : les évêques se montrent indécis, et plusieurs même osent élever la voix pour conjurer le czar de leur rendre un patriarche; Pierre, que cette demande exaspére, saisit son poignard d'une main et de l'autre frappe sur sa poitrine, en s'écriant : « Voici votre patriarche! » L'assemblée, muette de terreur, s'inclina en signe d'acquiescement, et tout fut dit. A partir de cette époque, le patriarcat de l'Église gréco-russe s'est assis sur le trône des czars(1). » Depuis Pierre le Grand, les choses ne se sont pas améliorées pour la religion, pas plus que pour le peuple : tous deux gémissent encore sous l'esclavage qui leur fut imposé dès l'origine.

Avant même d'arriver en Russie, M. de Custine a reçu, à cet égard, des renseignements positifs; le prince K....., avec qui il a fait une partie du voyage, s'est chargé de sa première éducation et de déchirer le voile qui, en Russie, dérobe soigneusement le fond des choses aux yeux des étrangers. Qu'on se rappelle, en lisant cet extrait, le récit donné par Fletscher de la translation du patriarcat de Constantinople à Moscou.

(1) César Famin, *Histoire de la rivalité et du protectorat des Églises chrétiennes en Orient.*

« Vous savez, dit ce prince à M. de Custine, que Pierre le Grand, après beaucoup d'hésitation, détruisit le patriarcat de Moscou pour réunir sur sa tête la tiare et la couronne. Ainsi, l'autocratie politique usurpa ouvertement la toute-puissance spirituelle, qu'elle contrariait et convoitait depuis longtemps, union monstrueuse, aberration unique parmi les nations de l'Europe moderne. La chimère des papes, au moyen-âge, est aujourd'hui réalisée dans un empire de soixante millions d'hommes, en partie hommes de l'Asie, qui ne s'étonnent de rien et qui ne sont nullement fâchés de retrouver un grand-lama dans leur czar.

» Les temples grecs, ajoute M. de Custine, ne servent plus de toît à la chaire de vérité; au mépris des saint Athanase, des saint Chrysostôme, la religion ne s'enseigne point publiquement aux Moscovites. Mais, discipliner des hommes, ce n'est pas convertir des âmes; cette église politique et nationale n'a ni la vie morale, ni la vie surnaturelle; tout vient à manquer à qui manque d'indépendance: le schisme, en séparant le prêtre de son chef indépendant, le met aussitôt dans la main de son prince temporel; ainsi la révolte est punie par l'esclavage. » A cet égard, la religion greco-russe a beaucoup d'analogie avec le protestantisme.

Voici encore l'opinion d'un Russe, au sujet de

la religion en Russie : « On a toujours prêché fort peu dans les églises schismatiques, et, chez nous (n'oublions pas que c'est un Russe qui parle), l'autorité politique et religieuse s'est opposée, mieux qu'ailleurs, aux discussions théologiques; sitôt qu'on a voulu commencer à expliquer ces questions débattues entre Rome et Byzance, le silence a été imposé aux deux partis; les sujets de dispute ont si peu de gravité, que les querelles ne peuvent se perpétuer qu'à force d'ignorance. Dans plusieurs institutions de filles et de garçons, à l'instar des jésuites, on a fait donner quelque instruction religieuse, mais l'usage de ces conférences n'est que toléré, et, de temps à autre, on l'abroge. Un fait qui vous paraîtra incompréhensible, quoiqu'il soit positif, c'est que la religion n'est pas enseignée publiquement en Russie; il résulte de là une multitude de sectes dont le gouvernement ne laisse pas, du reste, soupçonner l'existence aux étrangers. Il est défendu à nos prêtres d'écrire même des chroniques. A chaque instant, un paysan interprète un passage de la *Bible*, qui, pris isolément et appliqué à faux, donne aussitôt lieu à une nouvelle hérésie, calviniste le plus souvent; quand le pope du village s'en aperçoit, l'hérésie a déjà gagné un partie de la commune, et, grâce à l'opiniâtreté de l'ignorance, elle s'est même enracinée

jusque chez les voisins. Si le pope crie, aussitôt les paysans infectés sont envoyés en Sibérie, ce qui ruine le seigneur, lequel, s'il est prévoyant, fait taire le pope par plus d'un moyen; et quand, malgré tant de précautions, l'hérésie arrive au point d'éclater aux yeux de l'autorité suprême, le nombre des dissidents est si considérable, qu'il n'est plus possible d'agir ; la violence ébruiterait le mal sans l'étouffer; la persuasion ouvrirait la porte à la discussion, le pire des maux, aux yeux d'un gouvernement absolu; on n'a donc recours qu'au silence, qui cache le mal sans le guérir, et, au contraire, le favorise. »

Quelle confusion! et cependant le peuple russe passe pour très-religieux. « Mais, » dit M. de Custine, « qu'est-ce qu'une religion qu'il est défendu » d'enseigner?... » On pourrait répondre : « C'est » une religion qui sert le pouvoir sans moraliser » le peuple. » Votre postillon, qui faisait tant de signes de croix, ne vous en volait pas moins tant qu'il pouvait. Si on ne prêche jamais dans les églises russes, c'est qu'on craint que l'Évangile ne révèle la liberté au peuple, et nous croyons que vous avez pleinement raison lorsque vous dites : « Il me semble que les Russes, dans leurs prières, » pensent à l'empereur plus qu'au bon Dieu. » A ce peuple, idolâtre de ses maîtres, il fau- » drait, comme aux Japonais, un second souve-

» rain, un empereur spirituel, pour les conduire
» au ciel. »

Ces mots de M. de Custine : « que les Russes,
» dans leurs prières, pensent à l'empereur plus
» qu'au bon Dieu, » sont parfaitement justifiés par certains passages du catéchisme russe, qui met l'empereur sur la même ligne que Dieu : *adorer l'un, c'est adorer l'autre.*

Dans ce catéchisme, sur *le culte dû à l'autocrate de toutes les Russies*, ou *explication du quatrième commandement de Dieu, relatif au gouvernement temporel*, on trouve :

Première demande. — « D'après la religion du
» Christ, comment considère-t-on l'autorité de
» notre autocrate régnant sur toutes les Russies? »

Réponse. — « On considère l'autorité de l'au-
» tocrate comme celle qui procède directement de
» Dieu. »

Troisième demande. — « D'après la religion,
» qu'est-ce que nous devons, nous autres sujets,
» à l'autocrate de toutes les Russies? »

Réponse. — « L'adoration, la soumission,
» l'obéissance, la fidélité, le paiement des impôts,
» le service, amour par-dessus toutes choses, ac-
» tions de grâces et prières devant Dieu; enfin,
» tout ce qui peut se réunir dans ces deux mots :
» *adoration* et *fidélité.* »

En réponse à la dix-septième demande, « l'au-

» tocrate, » dit le catéchisme, « est une émana-
» tion de Dieu ; il est son lieutenant et son minis-
« tre; la désobéissance à son autorité est une
» désobéissance directe aux volontés divines, des-
» quelles émane tout pouvoir. »

Il résulte de ce catéchisme que, dans le sens intime, l'empereur de Russie pousse l'impiété jusqu'à vouloir établir *l'identité de la personne de l'empereur avec Dieu.*

Il est facile de comprendre que le Dieu visible, celui qui parle aux yeux, doit avoir de plus fervents adorateurs que le Dieu caché et invisible, parmi un peuple aussi ignorant, aussi grossier, et, par là, aussi incapable d'élever ses idées au-dessus de la matière, pour les porter dans le domaine des pensées spirituelles.

Cette religion païenne, par qui est-elle enseignée au peuple? par un clergé qui est un sujet de scandale : il suffira de citer le fait suivant, que, tous les ans, plusieurs centaines de popes sont dépouillés de leur caractère sacerdotal, pour leurs crimes ou méfaits (1). L'ivro-

(1) Tous les ans, un rapport officiel sur la situation du personnel de l'église grecque de l'empire russe, est soumis au synode, présidé par le doyen des métropolitains, premier dignitaire de l'église orthodoxe. Le dernier rapport a été récemment lu au synode et il constate que, dans l'année qui vient de s'écouler (1853), plus de 200 ecclésiastiques russes ont été dégradés pour des crimes infâmes, et 1,995 pour des fautes moins graves.

En 1839, le nombre des crimes dans cette classe a été de 1 sur 20

gnerie paraît être un des péchés mignons parmi les popes; il n'est pas rare d'en rencontrer dans les rues dans un état d'ivresse complet : qu'arrive-t-il alors? on fait la part de l'ivrogne et celle du prêtre; on déshabille le premier et on lui administre une volée de coups de bâton, pour le punir de son intempérance; cela fait, on lui remet sa robe fort respectueusement et l'on se prosterne devant le pope, en sa qualité d'homme de Dieu. C'est là ce que, dans un ouvrage récemment publié en Allemagne, le professeur Arndt raconte comme l'ayant vu de ses yeux.

Voilà le clergé russe! qu'on juge quel respect il peut inspirer à un peuple accoutumé à des scènes aussi dégradantes.

Si dans les classes élevées, on rencontre des mœurs plus raffinées, n'allez pas cependant y chercher plus de moralité et de décence; loin de là, il y règne un sans-gêne qui révolte ceux qui ne sont pas accoutumés à un si grand laisser-aller. Un jour, une grande dame russe, résidant en France, fit appeler un médecin pour donner des soins à sa femme de chambre; avant que

individus, et, en réunissant la période des trois années 1856 à 1859, on trouve que le nombre des sentences rendues contre des membres de l'église greco-russe, a été de 15,443. Aussi a-t-il été décidé que, désormais, le compte-rendu annuel ne serait plus lu au synode, mais remis à l'empereur qui, seul, en prendrait connaissance.

d'entrer près de la malade, la jeune dame dit au médecin, comme la chose du monde la plus simple et la plus naturelle : « Je dois vous prévenir » que ma femme de chambre était fort avancée » dans sa grossesse ; mais, comme cela la gênait » pour son service, elle s'est fait avorter. » Cela fut dit sans sourciller, sans plus d'embarras que si la dame eût dit : « Elle souffrait d'une dent » qu'elle a fait arracher. »

Au point de vue statistique, si ce n'est au point de vue moral, et pour aider à peupler son Empire encore désert, l'empereur devrait bien, par un de ces ukases impériaux si respectés, mettre obstacle à ce sans-gêne d'avortement.

Et voilà le peuple qui a la prétention d'expulser les Turcs de l'Europe, de s'emparer de Constantinople et de civiliser la Turquie ! Gervinus dit, avec raison, que la civilisation de l'Orient doit commencer par celle du peuple russe, barbare encore.

La conquête de l'antique Bysance est un legs que tout autocrate russe transmet à son successeur, avec la couronne (1). Sans parler des vues

(1) L'article suivant se lit dans l'*Abeille du Nord*, de Saint-Pétersbourg, du 7 avril 1854 :

« L'empereur de toutes les Russies compâtit au sort malheureux » de dix millions de chrétiens orthodoxes qui gémissent sous le joug » infâme de l'islamisme. Notre grand czar, *en sa qualité de souverain » légitime et de gardien de l'orthodoxie*, demandait au sultan des

des czars avant Pierre Ier, il est certain que celui-ci a mis au nombre des principes fondamentaux de la politique russe, l'adjonction de Constantinople à cet empire, et que, depuis lors, tous les souverains qui ont régné en Russie ont constamment été dominés par cette pensée; elle est devenue, à la cour de Saint-Pétersbourg, ce que, sous Louis XIV, avait été la succession à la couronne d'Espagne, à celle de Versailles : une idée

» garanties pour le bien-être de ses sujets orthodoxes qui vivent sous » ses lois.

» *Les droits de notre empereur datent de plusieurs siècles :* à la » chute de Bysance sous le joug des mahométans, quand la dynastie » régnante dans l'empire d'Orient s'éteignit, toutes les autorités » grecques confirmèrent la Charte solennelle du patriarche de Cons» tantinople, Josephat, qui appelait au trône Ivan IV, grand-duc de » Russie, et le reconnurent pour leur souverain légitime et hérédi» taire. L'original de ladite Charte, écrit en langue grecque et signé » par le patriarche Josephat, par trente-quatre métropolitains, deux » évêques et deux archevêques, est conservé précieusement dans les » archives du ministère des affaires étrangères. »

Ainsi l'empereur de Russie est déjà, de *droit*, souverain légitime de Bysance, comme successeur des empereurs d'Orient; il n'attend que le jour de le devenir de *fait*, par la force des armes. Espérons que cette souveraineté de *fait* ne se réalisera jamais, la France et l'Angleterre aidant.

Il est utile de faire remarquer toutefois que le règne d'Ivan IV est postérieur d'un siècle à la chute de l'empire de Bysance; Ivan IV régnait au milieu du XVIe siècle; il est possible que ceci soit relatif à ce que Fletscher dit du transfert du patriarcat de Constantinople à celui de Moscou, sous le règne d'Ivan IV, par le patriarche de Constantinople, alors expulsé de son siége patriarcal; car on trouve que, dons un concile, tenu à Constantinople, en 1565, un patriarche Joseph fut déposé comme coupable de simonie; ce fut probablement après cela, qu'il alla vendre sa marchandise avariée à Ivan IV, et rien ne lui coûtait de lui livrer en sus le titre de souverain légitime et d'héritier de l'empire d'Orient.

dominante, à laquelle venaient se rattacher toutes les autres questions politiques de cette époque; une idée qu'on ne perdait jamais de vue, bien que, par instants, on parût moins s'en occuper; une idée qu'on était intéressé à propager en Espagne, avec laquelle on voulait familiariser les esprits. Enfin, celui qui a étudié la politique de la cour de France à l'égard de l'Espagne, dans le XVIIe siècle, et qui suit avec attention celle de la cour de Saint-Pétersbourg, à l'égard de la Turquie, reste frappé d'étonnement, en remarquant combien ces deux politiques offrent d'analogie.

M. de Custine, lui aussi a cru découvrir cette ambition démesurée dans le peuple russe; c'est même, selon lui, la seule chose qui puisse expliquer à ses yeux l'état d'esclavage dans lequel ce peuple se console de vivre; muet et silencieux, il souffre l'existence la plus dure, la plus avilissante, dans l'espoir de faire ressentir un jour toutes ces misères à d'autres peuples plus fortunés que lui, puisqu'ils sont libres. Ecoutons ce que M. de Custine dit à ce sujet; le passage suivant peut être considéré comme le résumé de tout son ouvrage.

« Séparée de l'Occident par son adhésion au schisme grec, la Russie est revenue, après bien des siècles, avec l'inconséquence de l'amour-

propre déçu, demander à des nations formées par le catholicisme la civilisation dont l'avait privée une religion toute politique. Cette religion byzantine, sortie d'un palais pour aller maintenir l'ordre dans un camp, ne répond pas aux besoins les plus sublimes de l'âme humaine; elle aide la police à tromper la nation, voilà tout.

» Sans moyen-âge, sans souvenirs anciens, sans catholicisme, sans chevalerie derrière soi, sans respect pour sa parole, toujours Grecs du Bas-Empire, polis par formule comme des Chinois, grossiers ou du moins indélicats comme des Kalmouks, sales comme des Lapons, beaux comme des anges, ignorants comme des sauvages (j'excepte les femmes et quelques diplomates), fins comme des juifs, intrigants comme des affranchis, doux et graves dans leurs manières comme des Orientaux, cruels dans leurs sentiments comme des barbares, sarcastiques et dédaigneux par désespoir, doublement moqueurs par nature et par sentiment de leur infériorité, légers, mais en apparence seulement, les Russes sont essentiellement propres aux affaires sérieuses; tous ont l'esprit nécessaire pour acquérir un tact extraordinairement aiguisé, mais nul n'est assez magnanime pour s'élever au-dessus de la finesse, et cette faculté est indispensable pour vivre chez eux. Avec leur continuelle surveillance d'eux-

mêmes, ils me paraissent les hommes les plus à plaindre de la terre. Le tact des convenances, cette police de l'imagination, est une qualité triste au moyen de laquelle on sacrifie sans cesse son sentiment à celui des autres... Grâce à cette supériorité de sérail, les Russes sont impénétrables; il est vrai qu'on voit toujours qu'ils cachent quelque chose, mais on ne sait ce qu'ils cachent et cela leur suffit. Ils seront des hommes bien redoutables et bien fins lorsqu'ils parviendront à masquer même leur finesse.

» Mais, bon Dieu! à quoi peut servir tout ce manége? quel motif suffisant assignerons-nous à tant de feinte? quel devoir, quelle récompense peut faire si longtemps supporter à des visages d'hommes la fatigue du masque?

» Le jeu de tant de batteries ne serait-il destiné qu'à défendre un pouvoir réel et légitime?... Un tel pouvoir n'en a pas besoin, la vérité se défend d'elle-même. Veut-on protéger de misérables intérêts de vanité? Peut-être. Cependant prendre de tels soucis pour arriver à un résultat si misérable, ce serait un travail indigne des hommes graves qui se l'imposent; je leur attribue une pensée plus profonde, un but plus grand m'apparaît et m'explique leurs prodiges de dissimulation et de longanimité.

» Une ambition désordonnée, immense; une

de ces ambitions qui ne peuvent germer que dans l'âme des opprimés et se nourrir que du malheur d'une nation entière, fermente au cœur du peuple russe. Cette nation, essentiellement conquérante, avide à force de privations, expie d'avance chez elle, par une soumission avilissante, l'espoir d'exercer la tyrannie chez les autres; la gloire, la richesse qu'elle attend la distraient de la honte qu'elle subit; et, pour se laver du sacrifice impie de toute liberté publique et personnelle, l'esclave à genoux rêve à la domination du monde.

» Ce n'est pas l'homme qu'on adore dans l'empereur Nicolas, c'est le maître ambitieux d'une nation plus ambitieuse que lui...

» Là, rien n'a de bornes: ni douleurs, ni récompenses, ni sacrifices, ni espérances ; leur pouvoir peut devenir énorme, mais ils l'auront acheté au prix que les nations de l'Asie paient la fixité de leurs gouvernements, au prix du bonheur.

» La Russie voit dans l'Europe une proie qui lui sera livrée tôt ou tard par nos dissensions; elle fomente chez nous l'anarchie dans l'espoir de profiter d'une corruption favorisée par elle, parce qu'elle est favorable à ses vues : c'est l'histoire de la Pologne recommencée en grand. Depuis longues années, Paris lit des journaux révo-

lutionnaires payés par la Russie. « L'Europe, » dit-on à Pétersbourg, prend le chemin qu'a » suivi la Pologne; elle s'énerve par un libéra- » lisme vain, tandis que nous restons puissants, » précisément parce que nous ne sommes pas » libres : patientons sous le joug, nous ferons » payer aux autres notre honte... »

CONCLUSION.

On a vu, au commencement de cet écrit, que ce fut l'alliance qui s'établit entre François Ier et Soliman le Grand, qui fut une des causes qui empêchèrent l'empereur Charles-Quint de marcher à la domination universelle ; la France, alors, était loin d'être ce qu'elle est de nos jours : faible et cernée de toutes parts par les États de la domination autrichienne, elle fut sur le point d'être conquise, tandis que son roi était prisonnier à Madrid. C'était l'époque la plus glorieuse de la domination des Osmanlis, et Soliman vint généreusement en aide à son allié captif (1).

(1) En répondant à la lettre par laquelle François Ier engageait le Sultan à se liguer avec lui contre l'empereur Charles-Quint, Soliman le Grand disait : « La lettre que vous avez adressée à ma Cour, asile » des Rois, par Frankipan, homme digne de votre confiance, certaines » communications verbales que vous lui avez recommandées, m'ont » appris que l'ennemi domine dans votre royaume ; que vous êtes main- » tenant prisonnier, et que vous demandez secours et appui de ce côté- » ci, pour obtenir votre délivrance. Tout ce que vous avez dit a été » exposé au pied de mon trône, refuge du monde ; les détails expli- » catifs en ont été parfaitement compris, et ma science auguste les » embrasse dans tout leur ensemble. En ces temps-ci, que des empe-

Aujourd'hui les rôles sont changés : la France n'a rien à redouter de ses ennemis, car elle est forte et puissante; mais la Turquie est déchue du haut rang qu'elle occupait en Europe au XVIe siècle; elle est menacée par un voisin puissant et avide, qui la convoite, pour établir à Constantinople le centre d'un Empire qui ferait trembler l'Europe.

La politique, d'accord avec d'anciens services rendus, fait aujourd'hui de la France le défenseur de la Porte-Ottomane; et l'Angleterre s'associant à ce généreux dessein, ces deux puissances, raffermiront la domination du Sultan, si indispensable à l'équilibre politique du continent, et mettront des bornes aux projets d'envahissement d'un peuple à demi-barbare encore, qui menace de devenir le fléau de l'Europe civilisée, sous un chef ennemi de toute espèce de liberté, et l'adver-

« reurs soient défaits et prisonniers, il n'y a rien qui doive surprendre. « Que votre cœur se réconforte! que votre âme ne se laisse point « abattre! Dans de telles circonstances, nos glorieux prédécesseurs et « nos grands ancêtres (que Dieu illumine leur dernière demeure!) ne « se sont jamais refusés d'entrer en campagne pour combattre l'ennemi « et faire des conquêtes; et moi-même aussi, marchant sur leurs « traces, j'ai soumis, dans toutes les saisons, des provinces et des for- « teresses puissantes et de difficile abord. Je ne dors ni nuit, ni jour, « et mon épée ne quitte pas mes flancs. Que la justice divine (dont le « nom soit béni!) rende l'exécution du bien facile! Que ses vues et sa « volonté apparaissent au grand jour, à quoi qu'elles s'attachent! Au « surplus, interrogez votre envoyé sur l'état des affaires et sur les « événements, quels qu'ils soient; restez bien convaincu de ce qu'il « vous dira, et sachez bien qu'il en est ainsi. »

saire le plus acharné de l'Église catholique, en sa qualité de chef et souverain pontife d'un culte schismatique.

En 1815, l'Europe ne se crut en sûreté contre les projets ambitieux de la France, qu'en l'occupant militairement. Eh bien ! ce qui a été fait contre la France doit se faire aujourd'hui contre la Russie, dans l'intérêt du repos futur du continent : resserrer la Russie dans des limites plus étroites, restituer aux états dépouillés par elle toutes ces provinces bien plus volées qu'acquises loyalement, puis cerner la Russie d'un cordon militaire; en un mot, refréner cette ambition désordonnée à l'aide des moyens les plus énergiques.

Il y a quelques années (1847), nous avons prédit ce que nous voyons de nos jours; nous disions :

« A la tête des puissances de l'Europe occiden-
» tale marchent la France et l'Angleterre; l'une
» et l'autre sont également intéressées à empê-
» cher le débordement de la domination mosco-
» vite : l'une, comme puissance maritime, l'autre,
» comme grande puissance territoriale, mais dont
» la prépondérance relative s'affaiblit à mesure
» qu'il s'élève en Europe une domination qui la
» surpasse de beaucoup en étendue, en popula-
» tion et en forces matérielles.

» La France et l'Angleterre sont placées dans
» une position à pouvoir dire conjointement à la
» Russie : Tu n'avanceras pas de la largeur d'un
» pouce, soit sur ta frontière du Midi, soit sur
» celle du Nord, soit du côté de l'Allemagne. Nous
» prenons sous notre protection la puissance que
» tu voudrais essayer de violenter pour la dé-
» pouiller ; nos flottes réunies bloqueront les tien-
» nes et dans la Baltique et dans la mer Noire. Notre
» assistance sera non-seulement accordée pour
» empêcher que tu te livres à de nouvelles spo-
» liations, mais elle est acquise aussi à ces peuples
» que tu as réunis si injustement à ta domination.
» A notre voix ils s'émouvront ; les Finlandais
» pourraient redevenir Suédois, les Polonais res-
» saisir leur vieille et respectable nationalité, si
» odieusement foulée aux pieds par toi ; les po-
» pulations mahométanes rentrer sous la domina-
» tion de la Porte, la Géorgie redevenir province
» de la Perse. Ainsi attaquée et traquée comme
» on traque les bêtes féroces, de tous les côtés en
» même temps, tu ne sauras auquel courir le pre-
» mier, et tant de peuples divers, ayant à se ven-
» ger de tes iniques spoliations, tes cruelles persé-
» cutions, se donneront rendez-vous dans le centre
» de ton empire pour y danser sur le cadavre de
» l'ennemi, cause de tant de soupirs, de larmes et
» de sang !

» Voilà ce que l'Europe peut attendre de l'An-
» gleterre et de la France réunies ; elle l'attend
» avec raison, parce que ces deux puissances sont
» dans une position à pouvoir le faire quand elles
» le voudront, et le jour viendra où elles le vou-
» dront, parce que c'est une question dont dépend
» leur avenir, celui de l'humanité et de la civili-
» sation (1). »

Il va sans dire qu'une résolution aussi énergique ne pouvait être attendue d'un roi sans cœur comme Louis-Philippe, lui qui s'était, en quelque sorte, précipité à deux genoux devant l'empereur Nicolas, pour que celui-ci daignât lui pardonner la liberté grande qu'il avait prise de se placer sur cette espèce de trône fabriqué pour lui après la Révolution de Juillet (2). Si Nicolas avait fait passer le *séné* de 1830 à Louis-Philippe, celui-ci aurait, en retour de bons procédés, fait passer à Nicolas sa *rhubarbe* en 1854. Mais, en écrivant ces lignes, l'auteur ne doutait pas que le jour viendrait où la France cesserait d'être sous le régime de *poule mouillée* (ma foi, le mot est lâché), dont l'avait doté le gouvernement personnel après 1830, et qu'alors luirait

(1) *La Pologne, la Russie et l'Europe occidentale,* ou *de la Nécessité de résoudre la question russo-polonaise, dans une conférence des grandes puissances.* — Paris, Amyot. 1847.

(2) Lettre de Louis-Philippe à l'empereur de Russie, par laquelle il lui notifiait son avénement à..... *quelque chose* qui avait l'apparence d'un trône.

ce beau soleil, cette brillante et radieuse aurore, si vivement attendue par lui, de la réaction de l'Occident contre le système anti-européen de la Russie.

L'auteur de ces pages serait tenté d'entonner le *Nunc dimittis* de Siméon, s'il n'était retenu par l'attrait d'un sentiment plus vif, la curiosité de voir l'issue de cette formidable lutte entre les ténèbres du Nord et les lumières de l'Occident. A la vue de ce qui se passe, ne croirait-on pas assister à la réalisation des scènes sublimes du *Paradis perdu*, de Milton, où les esprits infernaux cherchent à dompter les phalanges célestes qui entourent et couvrent de leurs ailes le trône du Très-Haut?

FIN.

SAINT GERMAIN-EN-LAYE. — IMPRIMERIE DE H. PICAULT, RUE DE PARIS, 27.